

# Mondo Migrante



## Les fermes de la période coloniale (1881-1956) à bled Zira (Cap Bon): état de la question

**Maher Ferjani**

Dottore in Storia - Curatore capo dell'Istituto nazionale del patrimonio (Tunisia) - Docente a contratto presso l'Accademia militare (Tunisia)

*"Farms from the colonial period (1881-1956) in Bled Zira (Cap Bon): a review of the current situation"*

*Abstract*

*Agricultural colonisation in Tunisia during this period took two forms: voluntary colonisation, driven by private initiative and primarily economic in nature, and official colonisation, which was more politically motivated. Subsequently, the French authorities encouraged the establishment of farms for those who owned large estates. Clearly, the farm, as both an economic and living space, was created by the Italians and the French.*

*The region under study, 'Bled Zira', comprises well-cultivated, densely populated Andalusian villages, and is a fertile, low-lying area stretching from Hammam Lif to the Korbous Mountains and Jebel Abderrahmane (Soliman, Grombalia, Nianou, Belli, Ben Khalled, Menzel Bou Zéfa, Bou Argoub, etc.).*

Our study therefore focuses on the establishment of farms as agricultural, commercial, economic and social spaces for European settlers: Italians and French. We have also examined their architectural features.

Studying colonial farms demonstrates the specific characteristics of this heritage. Are these farms a colonial legacy to be abandoned, or a fundamental element of rural heritage to be preserved and promoted, despite having lost their original functions following the nationalisation of colonial estates and their integration into the cooperative system?

Bled Zira is an attractive region characterised by geophysical, morphological and climatic conditions that have favoured agriculture and arboriculture, and allowed human settlement, since ancient times.

Within this historical and geographical context, we will examine the role of farms in the social and economic changes experienced by European nationalities in Bled Zira.

Our focus is on colonial farms — places of life and work — in Grombalia and the surrounding area. These farms dot the landscape and stand out against the green backdrop of the forests thanks to the red tiles on their sloping roofs.

In terms of urban and rural architecture, the region thus presents a mosaic of diverse architectural styles inspired by European models. This paper aims to highlight the rural and urban heritage of the Grombalia plain through a few examples of farms, as well as the secrets of ancient craftsmanship. Where possible, it also aims to encourage the restoration of these sites using modern techniques that do not distort their character.

---

## **Introduction**

La colonisation agricole de la Tunisie, de 1881 à 1956, avait pris deux formes : une colonisation libre, d'initiative privée avec, principalement, un objectif économique, et une colonisation officielle dont la finalité était plutôt politique. La colonisation agricole privée en Tunisie, de 1881 à 1904, avait tenté surtout les capitalistes. Ceux-ci avaient acquis de vastes propriétés de plusieurs centaines, parfois même de plusieurs milliers d'hectares. Alors que la colonisation officielle intervint plus tardivement. Entreprise sous la direction de l'administration coloniale, elle avait pour objectif politique : le peuplement, afin d'assurer la suprématie de la population française sur la colonie européenne. L'État français créera progressivement des centres de colonisation. Il créera des fermes et aidera les agriculteurs à construire des maisons. Dans ce domaine, la politique française essaya toujours de créer des conditions favorables aux immigrants français pour qu'ils pussent s'installer même s'ils étaient peu nombreux. L'extension de la colonisation française dans la presque île du Cap Bon, notamment à bled Zira fut le résultat de ces deux formes de colonisation. La colonisation

officielle créa des villages pour attirer et installer des paysans français et faciliter l'installation des Européens naturalisés. Les autorités coloniales, au début, firent construire des bâtiments de caractère public : écoles, postes, etc. Elles encouragèrent ensuite la création de fermes pour ceux qui possédaient de vastes exploitations.

Il est évident que la ferme en tant qu'espace économique et de vie, fut l'œuvre des Italiens et des Français.

En effet, le Cap Bon est divisé en trois zones distinctes géographiquement : la « Dakhla des Maouine »[1], « Bled Chott »[2] et « Bled Zira » comprenant les circonscriptions villageoises andalouses, bien cultivées et abondamment plantées, région fertile et basse qui s'étend depuis Hammam-lif jusqu'aux montagnes de Korbos et au Jebel Abderrahmane (Soliman, Grombalia, Nianou, Belli, Béni-Khalled, Menzel-Bou-Zelfa, Bou Argoub etc.)[3].

L'espace de l'étude est donc celui qui est couvert par la carte topographique (029) de Grombalia[4] à l'échelle 1/50000 et non plus l'espace qui couvre la ville de Grombalia seulement ni celui de tout le Cap Bon puisqu'elle était le chef-lieu du Contrôle civil. Nous espérons par cette recherche contribuer également à une meilleure connaissance de l'histoire de l'immigration européenne à bled Zira et préciser sur le plan de l'organisation de l'espace, les caractéristiques de cette occupation spatiale par les fermes.

C'est dans ce champ historique et géographique que nous appréhendons leur rôle dans les mécanismes de mutations sociales et économiques entre les nationalités européennes à bled Zira. Ne pouvant pas étudier toutes les fermes de la région, dans cet article, nous nous sommes limités à quelques exemples. Notre étude se focalise donc sur l'institution des fermes comme l'espace agricole, commercial, économique et social des colons européens, Italiens et Français. Nous nous pencherons aussi sur leurs particularités architecturales. L'intérêt d'une étude des fermes coloniales est de démontrer les spécificités de cet héritage. Est-ce un héritage de la période coloniale à abandonner ou un élément fondamental d'un paysage patrimonial rural à conserver et à valoriser bien qu'il ait perdu ses fonctionnalités initiales avec la nationalisation des domaines coloniaux et leur intégration dans la stratégie des coopératives?

[1] - Toute la partie centrale et Nord du Cap Bon, territoire de Zaouia, bénéficiant de conditions climatiques assez favorables dues à sa situation entre deux côtes : (Zaouia et agglomérations de Somâa, Korba, Menzel-Temime et Kélibia, ... etc.) ; (Jean PONCET, Paysages et problèmes ruraux en Tunisie, Tunis, Publications de l'université de Tunis, Faculté des lettres et sciences humaines, 3<sup>e</sup> série, mémoires du Centre d'Études des Sciences Humaines vol-III-Presses universitaires de France 1962, p.187).

[2] - Le rivage méridional du Cap Bon, du moins sa partie la plus abritée des influences nord-ouest, étroite bordure de piémont, offre les caractéristiques pédologiques du Sahel (Nabeul, Béni-khiar, Mâamoura, Dar-Chabane et Hammamet... etc.) ; ( Jean PONCET, Paysages ...idem, p.187).

[3] - Jean PONCET, Paysages .....ibidem, p.187.

[4] - La superficie couverte par la carte de Grombalia est d'environ 640 km<sup>2</sup>, elle s'étale entre les parallèles 350-372 Nord et les méridiens 527-560 Est. Elle est limitée au Nord par la carte de la Goulette (021), au Sud par celle de Bouficha (036), à l'Est par la carte de Bir M'Charga (028) et à l'Ouest par celle de Nabeul (030). Grombalia est à 40 km au sud-est de Tunis, traversée par la GP1 qui relie Tunis à Sousse, se distingue par ses terres fertiles, son climat modéré et une pluviométrie abondante. Cette plaine est dominée par la viticulture introduite par la colonisation.

## I- Les fermes de la période coloniale à bled Zira furent l'œuvre des Italiens et des Français

### 1. La population européenne à bled Zira

Les colons européens de bled Zira et des environs étaient de différentes nationalités. Les statistiques et les dénombrements de la population européenne civile en Tunisie nous renseignent sur les Français, les Italiens, les Maltais, les Grecs, les Espagnols et autres européens.

En effet, depuis déjà la fin du siècle, la colonie italienne, formée en gros de Siciliens : pêcheurs, cultivateurs, colporteurs et maçons..., avait atteint près de 80.000 personnes, alors que la colonie française comptait seulement 24.000 personnes. Notons que c'est seulement en 1931 que le nombre de Français excéda pour la première fois celui des Italiens. Par la suite, la forte présence italienne est enregistrée sur les principales voies de communication, parallèles à la voie ferrée qui relie Tunis à Bir Bou Regbaen passant par Grombalia. Une bonne partie des Italiens résidaient à Fonfouk-Jedid, à Khanguet el Hojjaj, à Samech, à Turki, et à Bou Argoub. C'étaient des petits et moyens propriétaires. Quant aux Maltais, leur nombre atteignit 10.000 en 1900 et près de 20.000 en 1931[5].

Répartition de la population civile européenne par nationalités à Grombalia, (au 20 avril 1926).

Français	1416
Italiens	3779
Maltais	49
Espagnols	3
Grecs	11
Autres européens	31
Total	5309

Source : Statistique générale de la Tunisie en 1926.

Les Italiens et les Français émergeaient à Grombalia par rapport aux autres européens. Ils marquèrent le paysage agricole, rural et urbain et les différentes mutations de la région. Ils étaient commerçants, artisans, agriculteurs, viticulteurs, etc. La majorité des terres agricoles était entre leurs mains. La masse d'immigrants français se composait surtout de petits commerçants, d'employés, de représentants de commerce, d'ouvriers appartenant à des industries diverses, et en particulier, à celles de la construction et enfin d'une notable quantité d'agriculteurs, surtout de vigneron. Originaires du Midi pour la plupart et de la Bourgogne, ils ont été appelés avec leurs familles dans plusieurs localités par les propriétaires de terres à vignes ; d'ailleurs,

[5]- Hafedh SETHOM, L'agriculture de la presqu'île du Cap Bon (Tunisie), structures sociales et économie rurale, P.U.T. 1977, p.55.

ils se sont parait-il facilement acclimatés.[6] Les Français, pauvres ou riches travaillaient dans des domaines différents comme l'industrie, le transport, l'administration publique, l'agriculture et le commerce. Le nombre d'agriculteurs français augmenta de 1921 à 1931 de 447 à 568. La proportion respective des agriculteurs, commerçants, industriels et agents de transports par rapport à l'ensemble de la population laborieuse de Contrôle Civil de Grombalia atteignit son maximum en 1926 dans la circonscription administrative de Grombalia avec (71.4%).[7] Les agriculteurs étaient des propriétaires ruraux, fermiers, métayers, gérants, contremaîtres, jardiniers et ouvriers agricoles de toutes catégories.

#### Répartition des viticulteurs italiens à Grombalia.

	1913	1940	1941	1942
Nombre	228	641	612	588
Superficie (en hectare)	1056	12146	11898	11164

Source : Statistique générale de la Tunisie de 1913 à 1942.

La colonie italienne en Tunisie était composée d'une minorité riche. « La bourgeoisie italienne tend à vivre à part, à ne pas être confondue avec la masse inférieure des petits colons italiens ».[8] Autrefois, au début les Siciliens venaient isolément en Tunisie ; ouvriers des villes ou des champs, terrassiers, petits commerçants, ils s'établissaient séparément et sans aucun lien entre eux. Depuis deux ans, des bourgeois siciliens ont acheté d'immenses domaines sur lesquels ils établissent leurs compatriotes en masse compacte.

Comme ils se livrent tous à la culture de la vigne, culture intensive par excellence, puisque un hectare de vigne peut faire vivre une famille de 7 à 8 personnes, on voit que les Italiens posséderont bientôt les terres nécessaires pour établir 100.000 paysans. Les colons arrivent déjà en masse; depuis un an chaque bateau de Sicile en amène plusieurs centaines; d'après le recensement de 1898 effectué par la police, ils étaient au nombre de 64.000.[9]Le danger a été ressenti, particulièrement à partir des années 1936, avec le développement de la politique impérialiste de Mussolini dans le bassin méditerranéen. La propriété européenne a ainsi légèrement régressé de 1903 à 1940. Sur une population européenne de 5.000 personnes en 1945, les Italiens étaient un peu plus de 3.500. Ainsi l'œuvre de la colonisation agraire dans le Cap Bon a été surtout le fait des colons italiens. Ils ont planté l'essentiel des vignobles et des oliviers des colons français, puis se sont mis à faire de la mise en valeur pour leur propre compte. Tout ce qui existe aujourd'hui sur le Versant Occidental de la plaine de Grombalia, dans la zone de Bou Argoub et de Nianou, et dans le secteur de Bir-Drassen porte la marque des

[6]- Alfred RAMBAUD, La France coloniale, histoire, géographie, commerce, Paris 1893, p.36.

[7]-Statistique générale de la Tunisie de 1921 à 1931.

[8] - Gaston LOTH, Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie, Paris 1905, p.143-145.

[9]- Jules SAURIN, L'invasion sicilienne et le peuplement français de la Tunisie, conférence faite en mars, avril 1900 à Marseille, Lyon, Lille, Roubaix, Nancy, Le Havre, p.77.

colons italiens[10].

La défaite de l'Italie fasciste a été l'occasion d'une nouvelle tentative, beaucoup plus radicale, de la part des autorités du Protectorat, de régler leur compte aux Italiens trop entreprenants, qui menaçaient la prépondérance française. Il fallait écarter tout nouveau « péril italien » en expulsant tous les Italiens qui s'étaient compromis avec le fascisme. La technique de l'amalgame permit de faire pression sur la majorité des Italiens, pour les obliger à choisir entre l'expulsion ou la naturalisation. Les Italiens, déjà fortement éprouvés par la crise du phylloxéra, virent leurs domaines confisqués et confiés au Service de Liquidations de Biens Italiens de l'État Français. Les Français purent racheter ces domaines en quelques années, près de 5.800 hectares de terres dont 3.800 hectares dans la plaine de Grombalia, rachetés à une soixantaine d'Italiens. Les 3.800 hectares permirent de faire une centaine de lots de colonisation officielle, confiés surtout à d'anciens combattants français. Ces nouveaux lots se répartirent comme suit: 19 lots d'une superficie totale de 1.906 hectares à Bir-Drassen, 11 lots de 957 hectares à Bou Argoub, 5 lots de 711 hectares à Henchir Kelbia, près de Grombalia, etc.[11]En 1950, le Service des Liquidations français a récupéré 1.667 hectares dans la plaine de Grombalia représentant une vingtaine de propriétés.

Ainsi, malgré les efforts déployés par le Protectorat, l'expropriation des Italiens avait abouti à un grignotage de la grande propriété italienne, seulement. Les quelques domaines soustraits aux colons italiens dans la plaine de Grombalia, représentaient près du tiers des terres italiennes du Cap Bon. Mais les petits et moyens propriétaires italiens qui constituaient la majorité des colons italiens de la plaine de Grombalia, restèrent en place. Le contraste entre la grande colonisation française et la petite colonisation italienne s'en trouva renforcé. Plus que jamais, le colon italien apparut comme exploitant direct, travaillant souvent de ses propres mains, alors que le Français était presque toujours un patron rural utilisant des ouvriers tunisiens, résidant fréquemment à Tunis et se faisant remplacer dans la ferme par un patron Français ou Italien[12].

## 2. Qu'est-ce qu'une ferme agricole de la période coloniale?

La ferme coloniale est un lieu de vie et de travail. Dans son article sur les édifices agricoles, DELÉCRAZ (F.-V.) écrit que « *les divers bâtiments qui dépendent d'une exploitation soient disposés autour d'une cour close, de telle façon que le propriétaire tienne sous sa main tout le personnel et sous une seule clef tout le matériel de l'exploitation. Cette cour doit être assez vaste pour que l'on puisse à volonté y trouver des emplacements pour recueillir à part les diverses espèces de fumier et que la circulation des animaux des chariots et des instruments de culture, s'y fasse librement et sans encombrement. La beauté d'un bâtiment d'exploitation rurale n'a rien de commun avec les règles architecturales qui font la réputation d'un musée ou d'une maison bourgeoise.*

[10]-Hafedh SETHOM, Agriculture...Op.cit, p.58.

[11]-Hafedh SETHOM, L'agriculture...Idem, p.62.

[12]-Hafedh SETHOM, L'agriculture...Ibidem, p.63.

*On a donc toujours à redouter que les hommes appelés à dresser des plans de constructions rurales et surtout les propriétaires qui les font exécuter ne soient entraînés à se reporter, sans le vouloir aux idées qu'ils ont tirées de l'observation des édifices d'un autre ordre. Les formes que l'on peut donner aux bâtiments d'une ferme sont aussi variables que les besoins et les circonstances. La forme la plus généralement admise est une aire ayant la figure d'un carré ou d'un rectangle» [13].*

L'architecture viticole coloniale est une composante identifiant le paysage agricole de la plaine de Grombalia. En effet les colons agriculteurs ont construit dans ces espaces des bâtiments et des corps de fermes bien intégrés dans les paysages. Elles se distinguent de loin, sur le fond vert des forêts, grâce aux toitures inclinées, en tuiles rouges, de leurs caves et leurs murs blancs. Les timbres des tuiles rouges, en terre cuite, indiquent leur provenance et l'atelier de fabrication. Superposées en pente, elles résistent à la pluie et à la neige. La majorité des fermes contiennent des caves qui sont aussi les témoins de leur époque, elles présentent généralement une façade très bien architecturée où on trouve la gravure des noms des propriétés ainsi que la date de leur construction. Dans la plupart des régions de la plaine de bled Zira, des colons-propriétaires fermiers français ou italiens possédaient des domaines. Les fermes de bled Zira sont de différentes dimensions. Les petites



Type d'installation provisoire.



Type de ferme. La maison de maître, la cour, les bâtiments d'exploitation.

[13] - DELÉCRAZ (F.-V.), « Constructions agricoles », in Revue tunisienne, 7<sup>e</sup>année, n°26, avril 1900, p.162-179.

fermes cultivaient pour l'autoconsommation seulement. Les fermes moyennes cultivaient pour l'autoconsommation et les marchés locaux. Alors que les grandes fermes cultivaient essentiellement pour l'exportation des produits.

### 3. Production des fermes

En plus de la production de la vigne et de l'olive, les fermes européennes pratiquaient d'autres cultures. À Beni-Khaledse sont établis quelques maraîchers français et italiens; deux Français associés possédaient un très bel enclos, où ils cultivaient, avec succès, la fraise, l'asperge, le melon, la pomme de terre, les petits pois et les artichauts.[14] Avec le Protectorat français, la culture de l'olivier prit de l'extension surtout à partir de la mise en vigueur du décret du 8 février 1892, sur l'initiative de Paul Bourde, directeur de l'Agriculture[15]. Après la vigne, l'olivier est donc la culture spéculative par excellence à entreprendre en Tunisie et au Cap Bon en particulier, où il croît spontanément et acquiert des proportions énormes.

### 4. Les fermiers italiens étaient généralement des petits colons

Les fermiers italiens se trouvaient presque dans toutes les régions de bled Zira. À Grombalia, le Sicilien construisait une cabane, autour de laquelle il plantait quelques pieds de vignes. La colonisation rurale italienne progressa au détriment parfois de la colonisation française. C'étaient des petits agriculteurs sans grandes ressources qui s'installèrent au début sur des parcelles peu étendues. Ces vigneronnes étendirent progressivement leurs implantations à l'ensemble de la région de Grombalia. À Grombalia, le développement de la colonisation italienne fut facilité par le morcellement de grands domaines tels ceux d'un ancien Vice-consul d'Italie à Kélibia, de la Société foncière à Samech, de M. Guesnon près de la gare de Khanguet, de M. Monturex à Fondouk Djedid[16]. Henchir Kelbia, cette terre proche de Grombalia, après être passée entre diverses mains, devint la propriété de Morana, qui, après l'avoir allotie, y installa de nombreux agriculteurs italiens. Là aussi le succès fut le même, et bien que le régime du bail à kirdar qui régissait ces terres pût un jour gêner les occupants, il ne pouvait cependant entraver le développement de ces exploitations. La plus-value considérable des terres aurait provoqué certainement une augmentation du kirdar, mais n'aurait pas été susceptible de diminuer beaucoup la prospérité de ces colons[17].

[14]- Émile VIOLARD, La Tunisie du Nord, les Contrôles Civils de souk-El-Arba, Béja, Tunis, Bizerte, et Grombalia, rapport à M. Le Résident Général S. Pichon, Tunis 1906, p. 366-367.

[15]- Notes sur la Tunisie, publication de l'Office du Protectorat français en Tunisie et l'Office tunisien de Standardisation, Tunis 1937, p.285.

[16] - ANT : Série : E, carton : 252, dossier : 18/15, « Lettre de directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation au résident général de Tunis 19/06/1917 ».

[17]- Joseph WEYLAND, Le Cap Bon, essai historique et économique, Tunis 1926, p.69.

À Bou Argoub, où les colons italiens étaient beaucoup plus nombreux que les colons français. Violard[18] estime qu'« une centaine de petits colons italiens originaires de Pantelleria se sont installés à Bou Argoub où ils se livrent au jardinage et à la culture de la vigne »[19].

Dans la plaine de Grombalia, nombreux également étaient ceux qui s'étaient installés à Kouba-Kebira, Nianou, Batrou, où la plupart avaient planté de la vigne et où quelques-uns s'étaient livrés à la culture maraîchère. Leur occupation s'intensifia encore jusqu'à Bir-bou-Regba en passant par Bou Argoub. On peut donc dire que la plus grande partie des terres de Borj-Cedria à Bir-bou-Regba, en bordure de la grande route du sud, exceptés quelques gros domaines français ou « indigènes », avaient fait la prospérité des italiens[20].

Certains capitalistes italiens investirent aussi à bled Zira, à Samech[21] quelques-uns des plus beaux domaines du KhanguetelHojjaj et de Ben-Mé furent achetés par des gros capitalistes italiens[22].

Sayous[23] affirme que « le Contrôle de Grombalia qui comprend l'excellent territoire viticole du Khanguet dit "Conca d'oro" par comparaison et en souvenir des environs de Palerme est un de ceux sinon celui où les Italiens ont le mieux réussi, ils s'y livrent surtout à la viticulture »[24]. Cette région faisait partie de l'ancien domaine de Mustapha ben Ismail, racheté par la Compagnie foncière, qui revendit cette propriété à des Pantellariens. « Samech est un centre actif de colonisation italienne, des capitalistes italiens y ont acquis, aux « indigènes » quelques propriétés »[25]. À Samech, dans un terrain bon pour la vigne et pour les céréales, des Pantellariens ont payé l'hectare 300 et 350 francs à raison d'un tiers au comptant et le solde en deux annuités. Weyland[26] dit qu'« ...avec les belles terres de Samech et de Khanguet, région si fertile et si riche que les Pantelleriens qui la cultivent lui ont donné, à l'instar du pays couvert de jardins qui entoure Palerme, le nom de « Conca d'oro » du Khanguet. Si la Conca d'oro sicilienne contient surtout des plantations d'arbres fruitiers, orangers, citronniers, qui font à l'antique panorama une couronne embaumée, ici la vigne a été plantée. Mais les occupants n'ont pu que se féliciter d'avoir cantonné leur effort dans cette unique culture, grâce à la richesse du sol, éminemment favorable à la vigne, celle-ci donne des récoltes d'une abondance merveilleuse »[27].

[18] -Violard est un journaliste socialiste français.

[19]-Émile VIOLARD, Les Contrôles civils...Op.cit, p. 352.

[20]- Joseph WEYLAND, Le Cap Bon... Op.cit, p.71.

[21] - Se situe à proximité de Grombalia, le long de la voie ferrée qui relie la capitale au Sahel de Sousse et au Cap Bon. Après Fondouk Jedid, s'avancant vers le Sud, s'étendent alors sur la grande plaine, les belles terres de Samech et de Khanguet Gare.

[22]- Joseph WEYLAND, Le Cap Bon...Op.cit, p.70.

[23] -André SAYOUS, (1873-1940), docteur en droit, un avocat à la cour d'appel à Paris.

[24]- André SAYOUS, Les Italiens en Tunisie, Bruxelles 1927, p.35.

[25]- Émile VIOLARD, Les Contrôles civils...Op.cit, p.352.

[26] - Contrôleur civil à Grombalia en 1925, né à Paris en 1872.

[27] - Joseph WEYLAND, Le Cap Bon...Op.cit, p.68.

Bessis écrit dans ce sens que « c'est près de Grombalia dans la Conca d'oro du Khanguet que la viticulture donne les meilleurs résultats. Sur la base de ces conflits franco-italiens et quel qu'en soit le fondement réel, la fronde des débuts de la crise contre l'autorité fasciste semble sarmentée et de nouvelles inaugurations de « casa dege liItaliani » comme celle de Khanguet gare au début de février 1938, se font de nouveau après un ralentissement significatif, en grande pompe fasciste »[28].

Les capitalistes et les sociétés de colonisation participèrent donc aussi à la colonisation agricole de la Tunisie, entreprise par les Italiens. Mais leur contribution demeura limitée puisque les entreprises agricoles italiennes étaient l'œuvre des prolétaires qui, manquant de grands capitaux, achetaient de petites propriétés qu'ils exploitaient personnellement.

Certains Italiens s'enrichirent progressivement en agrandissant leur petit lopin de terre, sur lequel ils construisirent leurs villas. L'expansion de la colonisation italienne se renforça, après la première guerre mondiale, grâce à l'apparition de capitalistes italiens qui acquirent de grands henchirs, soit pour les mettre en valeur directement, soit surtout pour aider les ouvriers ou les petits propriétaires italiens à acheter des lots viables. En outre, au même moment, des organismes de crédit italiens, en particulier la Banque italienne de Crédit, fournirent les crédits nécessaires pour soutenir les nouveaux propriétaires italiens. Une succursale de la Banque italienne de Crédit s'installa à Grombalia en 1927[29]. La tête de la colonie italienne en Tunisie était constituée par une bourgeoisie réduite en nombre mais solide, elle regroupait des membres des professions libérales, des négociants et des entrepreneurs. Le nombre de ces derniers s'accrut avec les programmes de construction en cours depuis le début du Protectorat[30]. À Khanguet, les immigrants italiens étaient de riches viticulteurs. « Il Viticoltore tunisino », un hebdomadaire italien (n° 38 au n°42), publié en Tunisie en 1938-1939, fait l'éloge de cinq viticulteurs tous issus de Pantelleria. La famille Tito Corsisni qui acheta des propriétés un peu partout en Tunisie en acheta à Khanguet, Fortunato Morana, Giovanni Pandolfo et Nicola Pandolfo dans la région de Khanguet aussi. Ces viticulteurs italiens jouèrent aussi un rôle humain, ils étaient connus pour leur patriotisme et leur adhésion au fascisme. Ils avaient réussi leurs projets économiques, mais aussi assuré des charges prestigieuses. « Il Viticoltore tunisino » attribue le succès de ces pionniers à leur caractère et à leur travail, mais il faut aussi rappeler d'autres facteurs comme la disponibilité de terres et la législation en vigueur et les relations entre les personnes soudées par les mariages. À ces exemples on peut en ajouter d'autres : Catalano, connu comme le roi des artichauts pour ses vastes propriétés de Djedeida, ou de Valenza, propriétaire de vignobles à Khanguet-Samech. Sa cave existe encore aujourd'hui. Parfois quelques-uns se déplacèrent pour vivre en ville et laissèrent un représentant dans leurs propriétés[31].

[28]- BESSIS Juliette, *La Méditerranée fasciste : L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris 1981. p.137.

[29]- SETHOM Hafidh, *L'agriculture...* Op.cit,p.56.

[30]-Daniel GRANGE, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911), les fondements d'une politique étrangère*, école française de Rome, 1994, p.176.

[31]-Daniela MELFA, *Migrando a Sud, coloni italiani in tunisia (1881-1939)*, Ecole française de Rome 2008, p. 157-158.

## 5. Les fermiers français étaient essentiellement des capitalistes

L'extension de la colonisation française dans la presqu'île du Cap Bon avait suivi le régime des terres. « Cette occupation par nos compatriotes a été faite uniquement par des particuliers et sans l'intervention de l'État qui n'y a acheté des terres pour la colonisation qu'à partir de 1903 »[32]. La colonisation privée mit la main sur la majeure partie des henchirs appartenant aux grands dignitaires tunisois, au Beylik et aux habous publics. La colonisation officielle se proposa ainsi de substituer aux spéculateurs capitalistes qui résidaient souvent à Tunis ou même en France, de véritables colons, qui seraient installés sur leurs lots, pour les mettre en valeur. La Direction de l'Agriculture a ainsi commencé, à partir de 1904, à acheter de vastes henchirs en vue de les diviser en lots destinés à être vendus aux colons français.

À Grombalia, « le but de la Direction de l'Agriculture a été de créer, un petit centre urbain où les ouvriers agricoles de Grombalia pourraient s'installer. Il est à noter que l'installation des colons ne peut se faire que dans le voisinage immédiat de la route, les terres de la plaine étant parfois inondées. L'administration s'est réservé quatre lots de 27, 105, 173 et 297 hectares ; elle a mis en vente les douze autres lots, dont six plantés en oliviers. Le prix des lots nus est, en moyenne, de 300 francs l'hectare »[33].

Le domaine de Khanguet el Hojjaj, un important domaine sis à bled Zira, créé par Lançon, un capitaliste français, appartenait à quinze associés. Il était constitué par des lots d'une étendue variable. Les associés s'étaient syndiqués pour l'exploiter. Lançon a planté pour eux et pour lui plus de 450 hectares. Voici les bases de la combinaison : « Lançon a dit à ses amis : « J'ai une grande terre dans laquelle je puis vous tailler des propriétés à votre convenance. Dans ces propriétés vous planterez des vignes comme vous le voudrez et autant que vous en voudrez ; moi je me charge de créer une cave pour centraliser et traiter vos récoltes, de soigner votre vin et de le vendre, en un mot de faire tout ce qui dans une entreprise vinicole est le plus cher et le plus difficile. Comme garantie des avances pécuniaires considérables que je serai amené à faire, je vous demande (...) la vente des vins, frais de main-d'œuvre, transport en cave, vinification, soins aux vins, fourniture de tonneaux, expéditions, etc. C'est vous dire la confiance que j'ai dans le succès, puisque la part que je me réserve ne peut être rémunératrice que si le vin est bien fait et le chiffre des ventes extrêmement important. Enfin, si la plantation de vos vignes et les soins à leur donner vous embarrassaient, je pourrais me charger de vous les planter pour un prix moyen de 750 francs et de vous les entretenir pour un prix moyen et annuel de 250 francs. L'entretien ne pouvant, bien entendu, comprendre les travaux accidentels et les soins préventifs ou curatifs de maladies. La proposition était des plus séduisantes ; elle permettait à ceux qui désiraient tenter les chances de revenus élevés qu'offre la vigne de planter, soigner et récolter, en évitant totalement les frais

[32]- Joseph WEYLAND, *Le Cap Bon...*Op.cit, p.48.

[33]- Joseph WEYLAND, *Le Cap Bon...*Idem, p.69.

généraux qui grèvent dès l'origine ces sortes d'entreprises. On voit les avantages de cette combinaison. Elle permet de devenir propriétaire d'un vignoble avec un capital réduit et de réaliser de la sorte un placement avantageux.

Enfin, la dernière œuvre de Lançon, est l'achat d'un grand domaine, de 4000 hectares environ, formant une vallée allongée, entourée de montagnes, ouverte aux deux extrémités ouest et est sur Tunis et Grombalia. À l'époque où Lançon en devint acquéreur, il était entièrement couvert de broussailles et aucun chemin ne le desservait ; situé à 35 kilomètres de Tunis et à 45 kilomètres de Nabeul, il était éloigné de toutes ressources. Lançon s'y installait en 1888, dans une ferme très modeste qu'il venait de faire construire. Afin de donner de la valeur à cet immense domaine, qui demandait l'emploi de capitaux considérables. Lançon conçut le projet de le morceler et d'y attirer des propriétaires susceptibles de l'exploiter. Pour les y décider, il prit l'engagement de planter leurs vignes à forfait et de faire leur vin ; dans ce but, il constituait un syndicat. Lançon alors un syndicat chargé de la population de ces lots en vigne et de leur exploitation sous forme de coopérative» [34]. « Sa cave est en partie construite ; il l'a faite en plusieurs travées pour qu'à la fin du contrat d'une durée de quinze années, elle soit facilement divisible entre les membres de l'association, si celle-ci ne continue pas» [35]. En 1893, il avait planté dans la vallée 421 hectares de vignes. À cette époque, d'un commun accord, le syndicat fut dissous et chaque propriétaire commença à exploiter directement sa propriété particulière. Cette entreprise fut poursuivie jusqu'en 1894. Les syndiqués se séparent et chacun exploite directement son fond. La propriété de Lançon s'agrandit par l'achat d'une partie de Samech et d'oliviers situés dans cette plaine [36]. Lançon avait construit une chapelle, une vaste cave, une belle maison, plusieurs fermes. Une bonne route traversait désormais la vallée en allant de Tunis à Grombalia et le chemin de fer devait desservir la propriété. Aujourd'hui une gare, celle de Kanguet, est située à 2 kilomètres du côté Est du Khanguet. Cette propriété fut immatriculée le 20 mai 1889 sous le nom de Khangat-Lançon. [37] D'après Poncet, « parmi les achats européens qui datent presque tous de la fin de XIX<sup>e</sup> siècle, il faut citer quelques très grands domaines. Khanguet el Hojjaj ou Khanguet-Lançon 3.400 ha, le Khanguet-Guesnon 6 à 700 ha près de Grombalia » [38].

Victor de Carnières, grand propriétaire de vignoble à Soliman, au Cap Bon, Secrétaire de la Conférence Consultative, colonialiste notoire, antisémite, directeur, gérant puis propriétaire de l'organe de la colonisation, où l'on entretenait des pépinières d'arbres fruitiers et où l'on vendait des arbres forestiers, des arbres et plantes en pot, créa avec ses compatriotes la Chambre d'Agriculture. Ces colons agriculteurs, qui étaient déjà en 1892,

[34]- Narcisse FAUCON, La Tunisie avant et depuis l'occupation française. Histoire et colonisation, T. 2, Paris 1993, p.137.

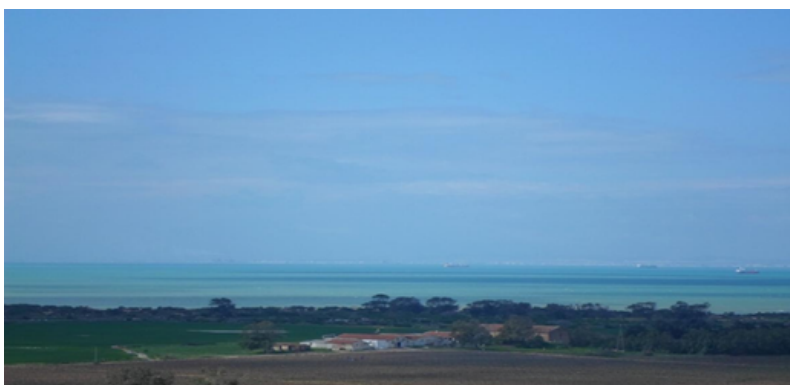
[35]-Narcisse FAUCON, La Tunisie...Idem, p.138.

[36]-Joseph WEYLAND, Le Cap Bon...Op.cit, p.68.

[37]-Exposition universelle de 1900. La Colonisation lyonnaise, rapport présenté par le comité départemental du Rhône, VIII<sup>e</sup> section, colonisation. Lyon 1900.

[38]-Jean PONCET, Paysage...Op.cit, p.192.

résidents en Tunisie, se considéraient comme les défenseurs attitrés des intérêts français dans le cadre du Protectorat. Ils aspiraient à un engagement toujours plus grand du Gouvernement français dans la colonisation des terres et l'implantation des colons dans des fermes surtout au Cap Bon[39].



Une ferme de la période coloniale à M'Raisa-Soliman

À Belli, Créte, Guyot, et de Fontane possédaient des oliviers, des huileries et des vignes.



Une ferme de la période coloniale à Belli- Grombalia.

À Bou Argoub, Bonnard et la Compagnie Franco- Africaine cultivaient de la vigne



Une ferme de la période coloniale à Borj-Hfaedh, Bou Argoub.

[39]- Gaston DERVIN, La Tunisie : sa géographie, son histoire, son régime politique et administratif, son commerce, son industrie, son agriculture, sa colonisation, Paris 1905, p.13.

Le système colonial avait donc lancé une vaste opération pour retirer la terre aux Tunisiens et la distribuer à des colons avec l'obligation de l'exploiter directement et de s'enraciner ainsi dans les campagnes tunisiennes. Comme partout ailleurs en Tunisie, le Protectorat avait essayé de tout faire pour faciliter la tâche aux Français désireux d'acquérir des terres dans la région du Cap Bon. Le système colonial ne s'était pas installé en Tunisie pour moderniser l'agriculture traditionnelle mais avant tout pour mettre en place des fermes coloniales dans les campagnes afin d'exploiter les richesses de la Tunisie.

## 6. Étude architecturale de quelques exemples de fermes et de caves



### a- Étude architecturale d'un exemple de ferme: « La ferme dite El Habiba » à Bou Argoub

D'après une enquête de terrain que nous avons établi en 2012, le propriétaire de cette ferme était de nationalité italienne, d'une catégorie sociale moyenne. Il avait construit un modèle de ferme typique où l'on trouve dans un seul espace : la maison, l'écurie et une petite cave pour son autoconsommation. L'édifice est érigé sur une parcelle irrégulière. Il est composé d'un logement et de quatre annexes. L'habitat est orienté vers l'Est. De plan rectangulaire. Il est composé de 4 pièces qui s'articulent autour d'un couloir, une cuisine et deux salles d'eau. La superficie de la grande chambre est de  $(4.50\text{m} \times 4.37\text{m}) = 19.66\text{ m}^2$  alors que les 2 autres chambres sont de dimensions presque identiques  $(3.40\text{m} \times 2.90\text{m}) = 9.86\text{ m}^2$ . L'accès se fait par l'Est. Elle donne sur une cour irrégulière à ciel ouvert. Elle est bordée au Sud par un portique rectangulaire voûté en tuiles.

Au Sud de la ferme, trois annexes, sont orientées vers le Sud. Ces cellules, de plan rectangulaire, sont voûtées en berceau. Les annexes et les différentes pièces s'articulent autour d'un patio. Les 3 annexes, de différentes dimensions, sont utilisées comme écuries. À l'Est du troisième logement un makhzen rectangulaire est surmonté d'un toit à double versants couverts de tuiles. La partie Nord est marquée par un logement. Elle est composée de 4 cellules rectangulaires surmontées d'une toiture à double versants en tuiles rouges. Le salon, avec une superficie de  $(5.00\text{m} \times 4.37\text{m}) = 21.85 \text{ m}^2$ , est plus spacieux que les autres chambres



La ferme dite « El Habiba » à Bou Argoub  
b- Étude architecturale de deux exemples de caves

La règle générale veut que chaque ferme doive avoir une cave, nous en présentons ici deux beaux exemples : l'un à Khanguet el Hojjaj et l'autre à Borj Cedria

### *La cave viticole de Khanguet el Hojjaj*

Le domaine viticole de Khanguet el Hojjaj est formé de plusieurs édifices nécessaires pour la vinification. La cave de Khanguet el Hojjaj est de plan rectangulaire munie d'une toiture de tuiles rouges. Elle est construite avec soin, elle est bien aérée et protégée du soleil. Dans ce même sens Weyland dit que « la cave du Khanguet el Hojjaj représente l'une des plus anciennes caves de la région de Grombalia. Elle se situe dans l'ancien domaine Licari, le mur gouttereau de la cave s'adosse sur le terrain, le premier niveau renferme des portes, cela permet la facilité d'accès et des ouvertures sous forme de fenêtres pour l'aération de la cave. Le cellier, également primordial dans l'industrie du vin est composé de toute une vaisselle vinaire, foudres, pompes, réfrigérants, filtres... des cuves en bois ou en béton permettaient le stockage du jus de raisin pour sa fermentation spéciale afin que le vin puisse circuler d'un récipient à un autre. Parfois, dans certaines fermes, à côté du cellier on trouve un alambic pour la distillation des eaux de vie » [40].



Une ferme de la période coloniale à Khanguet el Hojjaj-Grombalia.



La cave du domaine Néférés à Khanguet el Hojjaj-Grombalia.

[40]- Joseph WEYLAND, Le Cap Bon... Op.cit, p.75.

### *La cave viticole de Bordj Cedria*

La cave de Bordj Cedria mesure 1400 mètres carrés de superficie. Elle renferme des foudres et des citernes en ciment pouvant contenir 17000 hectolitres de vins. Un chai occupe une surface de 1500 mètres carrés. Ce chai servira, principalement, aux opérations de vinification; et les caves seront exclusivement réservées au logement des vins. Les foudres, les cuves et les divers objets du matériel vinicole sont fabriqués sur place. D'ailleurs Bordj Cedria est pourvu d'ateliers divers organisés pour la fabrication et l'entretien de tout ce qui est nécessaire à son exploitation. Les fours, et les ateliers de broyage et de blutage sont installés, pour une production journalière de 75 à 100 tonnes. La chaux hydraulique et le ciment de Bordj Cedria peuvent remplacer les bons produits similaires venant de France ; néanmoins, leur prix de vente, sur chantier, à Tunis, est bien meilleur marché que celui de cette dernière provenance. Les constructions, qui sont commencées, se composeront d'un corps de ferme et d'une maison d'habitation pour le chef de culture.

Le vignoble de Bordj Cedria occupe « une surface de 445 hectares. Sa production atteindra, dans quelques années 25,000 hectolitres de vins, de belle qualité et très appréciés par les clients parisiens de la maison Potin. Riban s'est livré à des expériences de fumure de la vigne qui sont fort intéressantes »[41].

## **II- Pourquoi une forte densité de fermes à bled Zira?**

### *1-Un milieu naturel favorable à l'installation des fermes*

Le Cap Bon a été également un milieu naturel éminemment favorable: le territoire du Cap Bon est un amalgame de "Jebels", de collines et de sols de différents types. Cette diversité des conditions morphologiques permet la diversité du paysage agricole dans la presqu'île[42]. Dans les montagnes et les "Jebels" à Grombalia, l'arboriculture totalement absente au XIX<sup>e</sup> siècle, a démarré sous le Protectorat, avec les vastes plantations de vignes et de quelques plantations d'oliviers moins importantes à Khanguet el Hojjaj et Aïn-Tébournok[43]. En résumé, la région est favorable à la mise en valeur agricole et à la vie humaine. Elle regroupe les principales agglomérations de la région et l'essentiel de ses richesses économiques.

### *2- La fertilité de ses terres*

Cependant, Grombalia, d'après la notice explicative de la carte géologique, est « caractérisée par un contexte géologique favorable à la formation de grandes nappes phréatiques vu les caractéristiques géologiques de la région ». La grande plaine alluviale de Grombalia possède des terres fertiles, propices à la culture et à l'arboriculture.

[41]-PAULARD S., Les richesses de la Tunisie : ce que les Français peuvent faire dans la régence de Tunis, Paris 1893, p.60.

[42]- Ahmed KASSAB et Hafedh SETHOM, Géographie de la Tunisie : le pays et les hommes, P.U.T 1980, p.77.

[43]- Ahmed KASSAB et Hafedh SETHOM, Géographie...Idem, p.78.

### *3-Sa position stratégique*

Elle est placée au cœur des grandes migrations de populations, de l'Antiquité à l'époque coloniale. Dès 1881, la colonisation agricole franco-italienne a mis la main sur plusieurs hectares le long de la plaine. Le peuplement européen dans la région de bled Zira a contribué au développement de l'agriculture en général, surtout l'arboriculture, et le vignoble en particulier. La proximité de cette région de Tunis et de Carthage à l'époque romaine, et surtout sa position stratégique sur les voies de communications routières et ferroviaires, a vu la colonisation agricole se développer plus que dans les autres régions (bled Dakhla et bled Chott). C'est pour cette raison que le siège du Contrôle civil fut transféré, en 1893, à Grombalia, alors qu'il était à Nabeul en 1887.

### *4-La situation des terres avant le Protectorat à bled Zira*

Avant de parler des fermes de la période coloniale à bled Zira comme lieu de vie et de culture, il serait bon d'expliquer la situation agricole et la situation juridique des terres en Tunisie et par conséquent dans cette région.

En effet, l'agriculture a toujours été la principale source de richesse de la Tunisie. Avant l'établissement du Protectorat, la culture de la vigne était limitée à une insignifiante production de raisin de table, bien que la présence de vignoble dans le pays soit attestée depuis la période carthaginoise et l'époque romaine. Durant l'époque coloniale la viticulture connut une grande expansion au Cap Bon et plus particulièrement sur le versant nord-ouest de la plaine de Grombalia. La forêt d'oliviers qui avait constitué la richesse du pays sous la domination romaine aussi, n'était plus guère qu'un souvenir. Les cultures fruitières et maraîchères étaient à peu près inexistantes. En résumé, l'activité agricole du pays était très ralentie. Les jardins les plus productifs en fruits et en légumes et les mieux entretenus de toute la Tunisie étaient situés dans la presqu'île du Cap Bon, particulièrement aux environs de Nabeul, Grombalia et Soliman. Dans les environs de Soliman, on cultivait surtout des arbres fruitiers, des légumes et des plantes fourragères.

La majorité des terres à bled Zira appartenaient à des propriétaires absentéistes et étaient cultivées par des agriculteurs et leurs familles. Certains de ces domaines avaient été constitués peu à peu par Mustapha-ben-Ismaïl. Le grand domaine de Grombalia, d'une étendue de 3000 hectares, formait, cinq henchirs séparés. D'autres étaient les propriétés des tribus et des marabouts. Certaines petites propriétés appartenant à des agriculteurs étaient cultivées pour la consommation domestique.

La répartition de la propriété fut la principale cause de cette situation misérable du paysan autochtone. Les terres appartenaient à des particuliers ou à des personnes morales; les premières étaient des propriétés individuelles ou collectives ; les secondes appartenaient à l'État ou à des fondations religieuses ou d'assistants dites habous privés, et habous publics, par suite de donation ou de legs sans réserve, ou par suite du décès des

héritiers. Ces propriétés privées ou de mainmorte en général étaient grandes et louées par un ou plusieurs régisseurs à de nombreux paysans. Les contrats de louage les plus généralement adoptés étaient au nombre de trois, l'un de ces trois contrats, celui de Khamessat était pratiqué surtout dans la région à céréales[44].

C'est dans cette situation et ces conditions que les fermes de la période coloniale s'étaient constituées malgré la présence des européens en Tunisie avant le Protectorat, leur nombre ne cessant d'augmenter. L'autorité coloniale encouragea de nombreuses familles européennes à s'installer en Tunisie. Elles apportèrent avec elle leur travail, des capitaux, de nouvelles méthodes à travers la création des fermes et un esprit d'organisation de l'espace. Cette installation de nombreux colons européens à bled Zira a nécessité donc la création de fermes liées surtout à la plantation de l'olivier et à la culture de la vigne, essayant par-là de pallier la pénurie de vin qui sévissait dans le marché métropolitain suite au phylloxéra, sans exclure la pratique d'autres cultures[45].

#### *5-Les conditions économiques des provinces méridionales de la péninsule italienne*

Si, depuis quelques années, les Italiens accouraient plus nombreux en Tunisie c'était à cause de l'aggravation des conditions économiques des provinces méridionales de la péninsule. Néanmoins longtemps avant l'occupation française, ils constituaient un élément appréciable de la population tunisienne. Les relations commerciales établies entre l'Italie et la Tunisie, aux époques phénicienne et romaine, n'avaient jamais été interrompues durant le moyen âge, l'époque moderne et contemporaine[46].

On trouve en Tunisie les fruits et les légumes du midi italien. Les orangers et les arbres fruitiers embaument tous les jardins comme en Sicile. Les oliviers y abondent. Pour le paysan qui passe sur le littoral africain la nature est la même, tout semble pareil et rien n'a changé. « La Tunisie, avec son doux climat, a aussi favorisé l'immigration, mais aussi les similitudes des habitudes et comportements qui donnent l'illusion, passant un matin par le marché de Tunis, qu'on est dans un quartier de Palerme ou de Catania. Le rôle de ceux qui s'y sont installés auparavant (connaissant les réalités locales) attire de nouveaux immigrants qui se trouvent dans une ambiance familiale : ainsi des familles entières, des amis, des parents, se retrouvent et parfois donnent lieu à des villages habités par des personnes provenant des mêmes régions, son sol si fertile, son ciel d'azur, leur apparaît comme un « appendice de la Sicile »[47].

[44]-Gaston DERVIN, La Tunisie : sa géographie...Op.cit, p.55.

[45]-Gaston DERVIN, La Tunisie : sa géographie...Idem., p.55.

[46]- Gaston LOTH, Le peuplement...Op.cit, Paris 1905, p.128.

[47]- Daniela MELFA, Migrando a Sud, ...Op.cit, p.109.

## Conclusion

Bled Zira, terre attractive dans l'ensemble, se caractérise par des conditions géophysiques, morphologiques et climatiques favorisant la culture, l'arboriculture et permettant l'occupation humaine du sol depuis l'Antiquité.

À Grombalia, la viticulture apparut après l'installation du Protectorat et la mise des colons sur des vastes henchirs achetés aux grands propriétaires absenteïstes de Tunis. La forte présence italienne est enregistrée sur les principales voies de communications, parallèles à la voie ferrée, reliant Tunis à Bir Bou Regba en passant par Grombalia. C'étaient des petits et moyens propriétaires[48].

Les Italiens s'intéressèrent rapidement à la colonisation agraire de bled Zira, lorsqu'ils découvrirent la vocation viticole d'une bonne partie des terres. « À la colonisation française par les capitaux s'oppose la colonisation italienne par le travail »[49]. Au Cap Bon les Italiens retrouvaient mieux qu'ailleurs les conditions de vie, du sol ou du climat qui leur étaient familières, cette terre jumelle de la terre italienne était celle où l'on pouvait le mieux s'étendre. Les fermes sont groupées autour d'un centre en création possédant une petite église, une école, un bureau de poste »[50].

L'exemple de l'école mixte à Bir Drassen : l'actuelle école primaire, n'est pas la seule dont s'occupa la Société de Coopérative Foncière et Viticole. Le jour de son ouverture l'école occupa le local de la salle de réunions de la Coopérative Foncière et Viticole. Sa salle de classe était au 1<sup>er</sup> étage de la cave, un lieu vaste, spacieux, largement aéré et éclairé par sept fenêtres, haut de plafond, peint de couleurs gaies. « Elle est le logement idéal pour ces petits qui, un par un, de toutes les nationalités, vont former un effectif intéressant et assez important »[51].

Pendant l'année scolaire 1950/1951, les locaux scolaires, furent transférés à la seconde cave coopérative (ancienne ferme Lopez) qui se composait d'une classe 8 m 80 sur 5 m 80, claire et bien aérée, 2 cabinets de toilette, un logement d'une pièce, une cuisine et une cour qui étant trop petite, la coopérative se chargea de remblayer un champ voisin pour la prolonger[52].

Le 30 juin 1949, on comptait 30 élèves qui se répartissaient comme suit: 8 Français, 11 Musulmans et 11 Italiens. Le 31 mars 1950, le nombre d'élèves italiens augmenta par rapport à celui des autres nationalités:

---

[48]-Hafedh SETHOM, L'agriculture...Op.cit, p.58.

[49]- Jean PONCET, Paysages...Op.cit, p.202.

[50]-Gaston DERVIN, La Tunisie : sa géographie...Ibidem, p.22.

[51]-Carnet Historique numéro 01 de l'école mixte à Bir Drassen, date de 10 janvier 1949 au 18 octobre 1974.

[52]-Carnet Historique numéro 01...Idem.

22 élèves italiens, 10 élèves tunisiens et 6 de nationalité française[53]. Dans cette région, la présence de fermes est attestée par la culture de la vigne, principalement dans les Contrôles Civils de Tunis et de Grombalia. Dès l'établissement du Protectorat, les premiers colons furent invités par le Gouvernement français à planter de la vigne de façon à compenser dans une certaine mesure la pénurie du vin qui résultait de la destruction du vignoble métropolitain par le phylloxéra.

L'installation des vignobles par les pouvoirs politiques français au cours du Protectorat était un moyen efficace de colonisation qui permettait de fixer une population de colons, malgré la crise viticole liée à l'invasion phylloxérique.[54] Généralement l'établissement de la ferme viticole était lié à la construction des caves de vin.

Dans les fermes de bled Zira, les colons pratiquaient toutes sortes de cultures ainsi que l'élevage. Cette spécificité s'explique par la diversité, la richesse et la fertilité des sols et le dynamisme des colons.

La population de la région de Grombalia est le résultat donc d'une civilisation rurale et urbaine qui ne pourrait se comprendre sans l'importance des apports historiques successifs recueillis et développés par les populations de la région.

Nous nous sommes intéressés aux fermes coloniales, lieux de vie et de travail, de Grombalia et des environs. Ces fermes, qui jalonnent le paysage, se distinguent de loin, sur le fond vert des forêts, grâce aux tuiles rouges de leurs toitures inclinées.

Sur le plan architectural urbain et rural, la région présente donc une mosaïque d'architectures d'influences diverses inspirées de modèles européens. Ce papier s'est attaché à faire connaître, à travers quelques exemples de fermes, le patrimoine rural et urbain de la plaine de Grombalia mais aussi les secrets du savoir-faire des anciens et, pourquoi pas, dans certains cas, inciter à les restaurer avec les techniques d'aujourd'hui sans pour autant les dénaturer.

Dans les fermes du Cap Bon les colons cultivaient la vigne, élaboraient le vin, tiraient l'huile de leurs oliveraies et pratiquaient l'élevage. Chaque type de sol, a ses propres arbres et ses variétés agricoles. Aujourd'hui, ces fermes en milieu rural ou en zone urbaine, sont pour la plupart détruites ou dans un état catastrophique. Nous n'avons pas pu faire un recensement complet des fermes et des caves parce que certaines appartiennent à des privés, d'autres au Domaine de l'État ce qui implique des autorisations administratives.

---

[53]-Carnet Historique numéro 01...Ibiem.

[54]- Jean PONCET, La colonisation et l'agriculture européennes en Tunisie depuis 1881, étude de géographie historique et économique, Paris 1961, p.495.

D'autres encore, servent de logement et l'accès en est interdit (Bou Argoub : ferme Hachad) dans la ville de Bou Argoub même à Grombalia.

Sur le plan architectural rural et urbain et malgré les traces que la colonisation a laissées, de nos jours, des changements importants sont intervenus dans l'architecture de la ville de Grombalia et de ses environs. Ce patrimoine architectural est composé d'une grande variété d'édifices, depuis la cabane en pierre sèche en passant par des fermes rurales jusqu'aux maisons paysannes. Il y a intérêt à découvrir ce patrimoine, montrer sa grande diversité et en même temps les liens qui unissent tous ces édifices.

La diversité architecturale du paysage urbain et rural de Grombalia et de ses environs, le nombre d'Européens qui ont vécu dans la région et leurs savoir-faire en matière de constructions ont été des stimulants pour le choix de ce sujet.

Enfin, on notera que, concernant la sauvegarde et la conservation, il est impératif que l'opinion publique prenne conscience de l'importance de ce patrimoine. Aujourd'hui, la forte urbanisation des espaces ruraux menace ou transforme autant le paysage que le patrimoine rural.

Puisse cette étude contribuer à orienter la collectivité et le professionnel dans le projet de restauration. La sauvegarde et la conservation des paysages identitaires passent par la conservation du patrimoine bâti. Celui-ci n'aura de sens profond que s'il préserve son authenticité.

Pour restaurer, tout en respectant l'esprit du lieu, les meilleures intentions ne suffisent pas toujours, car pour soigner il faut pouvoir établir un diagnostic et prescrire les remèdes adéquats.

D'une manière générale dans le paysage de Grombalia ces bâtiments constituent des masses importantes et aussi les éléments identitaires de toute la plaine. Ce patrimoine bâti mérite une valorisation et une protection car il constitue un atout pour le tourisme rural. Les instruments d'une cave à vin laissés à tort et à travers peuvent être réunis dans un seul espace : un musée sur l'identité de la région à l'époque coloniale.

Il est impératif de préparer une carte représentative de toutes les fermes de bled Zira avec leurs coordonnées, leur localisation et aussi des descriptions sommaires puisque à notre avis c'est un patrimoine qu'on doit sauvegarder.

## FONTI PRINCIPALI

### Archives, sources imprimés et statistiques

- ANT : Série : E, carton : 252, dossier : 18/15, « Lettre de directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation au résident général de Tunis 19/06/1917 ».
- ANT : Série : E, carton : 540, dossier : 01/02, « Recensement de la population française, dénombrement de 1891-1897 et 1901 ».
- Carnet Historique numéro 01 de l'école mixte à Bir Drassen, date de 10 janvier 1949 au 18 octobre 1974.
- Archives Château de Vincennes (ACV): carton : 2 H 133, dossier : 1 et 2: « Généralité sur le public tunisien-évolution de la situation politique en Tunisie », dates: 1952-1954.
- Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie, Paris 1900.
- Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie, Paris 1901.
- Procès verbaux de la conférence consultative, séance du 4 décembre 1902.
- Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie, Paris 1906.
- Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie-statistique générale de la Tunisie en 1912.
- Notes sur la Tunisie, publication de l'Office du Protectorat français en Tunisie et l'Office.
- Statistique générale de la Tunisie année 1913, direction générale de l'agriculture du commerce et de la colonisation, Tunis 1914-1915, 1915-1916, 1918-1919, 1925-1926.
- Dénombrement de la population européenne civile en Tunisie au 16 décembre 1906, Tunis 1907.
- Dénombrement de la population civile européenne et indigène en Tunisie au 15 décembre 1911, Tunis 1911.
- -----, au 20 avril 1926, direction générale de l'intérieur, Tunis 1926.
- -----, au 22 mars 1931, Tunis 1931.

### Livres et thèse

- Ahmed KASSAB et Hafedh SETHOM, Géographie de la Tunisie : le pays et les hommes, P.U.T 1980, p.77.
- Alfred RAMBAUD, La France coloniale, histoire, géographie, commerce, Paris 1893, p.36.
- André SAYOUS, Les Italiens en Tunisie, Bruxelles 1927, p.35.
- Daniel GRANGE, L'Italie et la Méditerranée (1896-1911), les fondements d'une politique étrangère, école française de Rome, 1994, p.176.
- Daniela MELFA, Migrando a Sud, coloniitaliani in tunisia (1881-1939), Ecole française de Rome 2008, p.109.
- Émile VIOLARD, La Tunisie du Nord, les Contrôles Civils de souk-El-Arba, Béja, Tunis, Bizerte, et Grombalia, rapport à M. Le Résident Général S. Pichon, Tunis 1906, p. 366-367.
- Gaston DERVIN, La Tunisie : sa géographie, son histoire, son régime politique et administratif, son commerce, son industrie, son agriculture, sa colonisation, Paris 1905, p.13.

- Gaston LOTH, Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie, Paris 1905, p.212.
- Hafidh SETHOM, L'agriculture de la presqu'île du Cap Bon (Tunisie), structures sociales et économie rurale, P.U.T. 1977, p.56.
- Henry MAGER, Algérie-Tunisie, Paris 1901, p.32.
- Jean-Louis DE LANESSAN, La Tunisie, Paris 1917, p.137.
- Jean PONCET, Paysages et problèmes ruraux en Tunisie, Tunis, Publications de l'université de Tunis, Faculté des lettres et sciences humaines, 3<sup>e</sup> série, mémoires du Centre d'Études des Sciences Humaines vol-III-Presses universitaires de France 1962, p.187.
- Joseph WEYLAND, Le Cap Bon, essai historique et économique, Tunis 1926, p.69.
- Jules SAURIN, L'invasion sicilienne et le peuplement français de la Tunisie, conférence faite en mars, avril 1900 à Marseille, Lyon, Lille, Roubaix, Nancy, Le Havre, Op.cit, p.77.
- Juliette BESSIS, La Méditerranée fasciste : L'Italie mussolinienne et la Tunisie, Paris 1981. p.137.
- Maher FERJANI, Peuplement et établissements européens au Cap Bon sous le Protectorat (1881-1956), Thèse de Doctorat soutenu le 05 novembre 2016 à la Faculté de Sciences Humaines et Sociales, Tunis, sous la direction de professeur Yahya el GHOUL, p 20.
- Mahmoud SEKLANI, La population de la Tunisie, Tunis 1974, p.22.
- Narcisse FAUCON, La Tunisie avant et depuis l'occupation française. Histoire et colonisation, T. 2, Paris 1993, p.137.
- PAULARD, S. Les richesses de la Tunisie : ce que les Français peuvent faire dans la régence de Tunis, Paris 1893, p.60.

#### Revue

- DELÉCRAZ (F.-V.), « Constructions agricoles », in Revue tunisienne, 7<sup>e</sup>année, n°26, avril 1900, p.162-179.

# Osservatorio costituzionale

## Elezioni parlamentari in Moldavia del 2025: tra sfide geopolitiche e tensioni democratiche

Paolo Cannata  
Università di Pisa

*“Moldova's 2025 parliamentary elections: Amid geopolitical challenges and democratic tensions”*

### *Abstract*

*Focusing on the 28 September 2025 Moldovan parliamentary elections, the article deals with hybrid warfare threatens to electoral democracy and reactions by the legal systems. Hybrid war is considered as an overarching form of conflict whose cognitive dimension includes electoral interference through disinformation, illicit funding, and cyberattacks.*

*The article examines the Moldovan response, which includes reforms to the electoral code and criminal law, tighter control of campaign finance, exclusion of parties and candidates, restrictions on media, and emergency cybersecurity measures, all adopted under the guidance of the Council of Europe and international actors. It argues that these tools, if not rightly interpreted, risk compressing political pluralism and judicial guarantees, leading to a drift towards “hybrid democracy” and raising the question of how far democracies can go in self-defense without eroding the rule of law.*



## 1. Introduzione

Le elezioni parlamentari moldave del 28 settembre 2025 hanno rappresentato un interessante caso di studio, poiché inserite in un contesto geopolitico delicato e minacciate, nel loro regolare svolgimento, da strategie riconducibili alle c.d. interferenze elettorali. Queste ultime possono essere intese come uno dei mezzi utilizzati in un più ampio contesto di guerre ibride. Quando utilizzate per tali scopi, tali minacce ibride tendono da un lato ad indirizzarne l'esito in una certa direzione, dall'altro a fiaccare la fiducia dei cittadini verso le istituzioni democratiche, con conseguente deterioramento delle stesse.

La guerra ibrida è sovente classificata come una tipologia della più generica guerra convenzionale, ma non può escludersi che sia, in realtà, il contrario. La guerra è l'antireciproco dello Stato di diritto: la prima tende strutturalmente all'erosione delle regole, il secondo vive ed esiste in funzione di esse. In tal senso, pare quantomai complesso distinguere il limite dell'utilizzo tanto di mezzi cinetici, quanto di quelli sub limine di quella soglia d'intensità che giustifichi il legittimo uso della forza per autodifesa [1]. Come è stato evidenziato, la "guerra ibrida [...] va intesa come guerra alla sua massima potenza: la guerra ibrida per eccellenza è [...] guerra olistica" [2]. Essa si propaga dove vuole e dove può. La guerra ibrida è pertanto il genus, mentre tutte le sue declinazioni ne sono le species (guerra cinetica o convenzionale, guerra cognitiva, guerra asimmetrica, guerra aerea, guerra anfibia, guerra di logoramento, ecc.). Nello specifico, per quanto concerne le minacce ibride che utilizzano la disinformazione ai fini elettorali, si farà riferimento alle tipologie di guerre cognitive [3].

Come la Corte EDU ha ribadito in passato [4], non può esservi Stato democratico se i rappresentanti del popolo, chiamati a decidere per la collettività, non siano eletti con elezioni libere ed eque [5] e nel quale gli Stati si impegnino a "organizzare, a intervalli ragionevoli, libere elezioni a scrutinio segreto, in condizioni tali da assicurare la libera espressione dell'opinione del popolo sulla scelta del corpo legislativo", secondo quanto previsto dall'art. 3 del Protocollo n. 1 della Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali (CEDU).

[1] Cfr. C. Lobascio, *La disinformazione come strumento di 'Guerra ibrida': strategie di risposta*, in A. Sterpa e S. Sassi, *Minacce ibride alla sicurezza nazionale. Disinformazione e migrazioni*, Editoriale Scientifica, Napoli, 2025, pp. 117-135.

[2] C. Sbailò, *Guerre ibride: quali risposte possibili?*, in DPCE online, Sp. 1, *Convegno DPCE Pescara 2023, 2024*, p. 439.

[3] Cfr. E. Pietrobon, *Guerra cognitiva. La nuova minaccia ibrida*, in Centro studi Machiavelli, 2023, consultabile su: <https://www.centromachiavelli.com/2023/07/22/guerra-cognitiva-nuova-minaccia-ibrida/>.

[4] Cfr. Sentenza della Corte europea dei diritti dell'uomo, *Mathieu-Mohin e Clerfayt contro Belgio*, ricorso n. 9267/81, del 2 marzo 1987.

[5] Cfr. A. Festa, *La disinformazione online come "minaccia ibrida" alla democrazia nell'Unione europea: meccanismi di tutela e strumenti di contrasto per uno spazio di libertà, sicurezza e giustizia*, in *Freedom, Security & Justice: European Legal Studies*, n. 2, 2025, pp. 272-295.

Se quindi le elezioni da un lato assolvono il compito procedurale della scelta dei rappresentanti per l'esercizio del potere, dall'altro misurano lo stato di salute della tenuta democratica dell'ordinamento: è in questo momento che si misura il grado valoriale liberale e pluralistico a seguito della formazione della volontà popolare [6]. La formazione della volontà del corpo elettorale è pertanto alla base di questo processo; quest'ultima, affinché possa essere liberamente esercitata, deve essere tutelata tanto nella sua fase formativa, quanto nella sua concreta espressione durante l'esercizio del voto. Gli elettori titolari della libertà di espressione, pertanto, partecipano al discorso pubblico confrontandosi mediante lo scambio di idee e opinioni, bilanciando i rischi che derivino inesorabilmente dal paradosso di comprimerla pur di proteggerla [7]. Bisogna, inoltre, considerare che il contesto tecnologico contemporaneo espone inevitabilmente le intrinseche vulnerabilità dei processi democratici a nuove tensioni. Se, come detto, il circuito politico comincia con le elezioni, è pur vero che esiste una fase antecedente alla sua realizzazione: la formazione della volontà elettorale tramite il rapporto dialettico tra elettori e candidati [8]. Sembra qui superfluo soffermarsi sulla ricostruzione di una connessione eziologica di come le nuove tecnologie siano in grado di plasmare l'opinione degli elettori sotto i potenti mezzi della propaganda. Invece, meno evidente è come i vecchi meccanismi propagandistici, in combinato con le nuove tecnologie, moltiplichino i loro effetti destabilizzanti quando usati in un contesto proto-bellico o pseudo-pacifico. Sul piano comparato, tali dinamiche possono essere lette come processi di "autocratizzazione" graduale e di possibile ibridazione dell'ordinamento [9].

Dichiarata l'indipendenza dall'ex blocco sovietico nel 1991, è possibile collocare la Repubblica di Moldavia tra le democrazie relativamente giovani. Dal luglio 1995, la repubblica moldava aderisce al Consiglio d'Europa, impegnandosi a rispettare, tra l'altro, la Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali e delle pronunce della relativa Corte di Strasburgo. Ciò la colloca in un quadro giuridico, valoriale e internazionale in linea con i principi democratici occidentali e dello Stato di diritto. Dall'altro lato, forze centrifughe, riconducibili alla Federazione Russia, siano da sempre state esercitate nella regione, sia dall'interno che dall'esterno. Queste ne hanno condizionato le vicende tanto negli anni Novanta (con la regione autoproclamata indipendente della Transnistria), quanto nella storia recente del suo processo di avvicinamento all'Unione Europea.

[6] Cfr. C. Spiniello, La tenuta della "democrazia elettorale" nell'era digitale, in *Nuovi Autoritarismi e Democrazie: Diritto, Istituzioni e Società*, n. 1, 2025, pp. 213-227.

[7] Cfr. P. Passaglia, Fake news e Fake democracy: una convergenza da scongiurare, in *Federalismi.it Rivista di diritto pubblico italiano, comparato, europeo*, La disinformazione online e il ruolo degli esperti nell'agorà digitale, n. 11, 2020, pp. 125 ss. Consultabile su: <https://www.federalismi.it/nv14/articolo-documento.cfm?Artid=42116>.

[8] Cfr. C. Spiniello, La tenuta della "democrazia elettorale" nell'era digitale, cit., p. 215.

[9] Cfr. S. Levitsky, L. A. Way, The Rise of Competitive Authoritarianism, in *Journal of Democracy*, vol. 13, n. 2, 2002, pp. 51-65.; A. Lührmann, S. I. Lindberg, A Third Wave of Autocratization Is Here: What Is New About It?, in *Democratization*, vol. 26, n. 7, 2019, pp. 1095-1113; A. Cassani, L. Tomini, Oltre il trend illiberale. I processi di autocratizzazione nel XXI secolo, in *Quaderni di Scienza Politica*, 2020, pp. 1-29.

È anche alla luce di questa tensione che le elezioni moldave del 2025 si prestano molto bene ad analizzare quali rischi derivino per le democrazie liberali sotto la minaccia delle guerre ibride, di quali salvaguardie può dotarsi un ordinamento per proteggere il suo processo elettorale e se tali strumenti precauzionali risultino adeguati allo scopo, senza sfibrare l'assetto democratico.

## 2. Breve excursus sul contesto politico elettorale recente

Le elezioni moldave del 2025 sono state definite dalla presidente Maia Sandu “the most consequential in its history” [10], perché in grado di confermare il mandato popolare verso la prosecuzione dell'integrazione europea o, viceversa, di segnare il ritorno nell'orbita dell'influenza russa.

L'aggressione russa verso l'Ucraina, avvenuta nel febbraio del 2022, ha ovviamente conseguenze in tutta l'area geografica adiacente. Allarmati dal risveglio delle mire imperialiste della Federazione Russa, i paesi dell'ex blocco sovietico hanno vissuto con una certa preoccupazione l'invasione militare nei confronti dell'Ucraina, interpretandola come una possibile recrudescenza e una ricaptazione di quella che era la sfera di influenza sovietica. Ciò non poteva che avere notevoli ricadute anche sul piano geopolitico. A seguito di tali avvenimenti, infatti, diversi Paesi hanno accelerato il processo di integrazione europeo, tra cui la stessa Ucraina e la Repubblica di Moldavia. A seguito delle elezioni parlamentari del 2021, che hanno visto un'affluenza del 48,51%, la Moldavia è stata governata dal Partito di Azione e Solidarietà (PAS), a vocazione filo-europeista, il quale ha detenuto la maggioranza con 63 seggi su 101 a disposizione, maturata grazie al 52,80% delle preferenze. I seggi di minoranza sono stati occupati da forze più o meno vicine a posizioni filorusse: la coalizione del Blocco Elettorale dei Comunisti e dei Socialisti – formata dal Partito dei Comunisti della Repubblica di Moldavia (PCRM) e dal Partito dei Socialisti della Repubblica di Moldavia (PSRM) – e il Partito Șor, con rispettivamente 32 e 6 seggi (corrispondenti al 27,17% e al 5,74% dei voti) [11].

Il 3 marzo 2022 la presidente moldava Maia Sandu (del PAS) – eletta nel 2020 dopo che la sentenza n. 2 del 2017 della Corte costituzionale aveva reintrodotta l'elezione diretta della carica presidenziale – ha firmato la richiesta di adesione all'UE del suo Paese [12], ottenendo formalmente lo status di candidato nel giugno dello stesso anno [13]. La Moldova ha così iniziato il suo programma di riforme, necessarie per adeguarsi agli standard europei e proseguire nel percorso di adesione.

[10] European Parliament speech on September 9<sup>th</sup>, 2025. Cfr. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20250905IPR30176/president-maia-sandu-says-russia-wants-to-turn-moldova-against-europe>.

[11] Comisia Electorală Centrală – A Republicii Moldova, consultabile su: <https://web.archive.org/web/20210712190912/https://pv.cec.md/parlamentare2021-rezultate.html>.

[12] Cfr. A. Tanas, With war on its doorstep, Moldova applies for EU membership, Reuters, 2022, consultabile su: <https://www.reuters.com/world/europe/moldovan-president-says-moldova-applies-eu-membership-2022-03-03/>.

[13] Cfr. European Council conclusions, 23-24 June 2022, consultabile su: <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2022/06/23-24/>.

Il 20 ottobre 2024 in concomitanza del primo turno elettorale delle elezioni presidenziali, i cittadini moldavi sono stati chiamati ad esprimere la loro volontà circa l'adesione all'UE. Il quesito referendario ha ottenuto il 50,35% di preferenze in favore dell'integrazione, a fronte di un'affluenza del 50,72%, ed ha sancito l'introduzione in Costituzione dell'obiettivo di entrare nell'Unione Europea [14]. Contemporaneamente si teneva il primo turno delle elezioni presidenziali, le quali, dopo il ballottaggio del 3 novembre 2024, hanno visto la conferma del mandato alla presidente Maia Sandu del partito filoeuropeista PAS [15].

Da ultimo, il 28 settembre 2025 i cittadini moldavi si sono recati alle urne per le nuove elezioni parlamentari. Anche in questo caso il mandato per l'integrazione europea ha retto: il PAS ha ottenuto il 50,20% delle preferenze, mantenendo la maggioranza parlamentare con 55 seggi su 101 disponibili; la coalizione del Blocco Elettorale Patriottico (BEP) a vocazione filorusa (formato dal PCRM, dal PSRM e dal PVM – ossia Futuro della Moldavia) si è fermata al 24,17%, ottenendo 26 seggi; infine, i restanti seggi sono andati divisi tra la coalizione Alternativa (BeA) – formata dal Movimento Alternativa Nazionale (MAN), del Partito dello Sviluppo e della Consolidazione della Moldavia (PDCM), dal Partito d'Azione Comune - Congresso Civile (PAC-CC) e dagli Indipendenti affiliati (IND AFF.) – che con il 7,96% ha ottenuto 8 seggi, Partito Nostro (PN) che con il 6,20% ha ottenuto 6 seggi e Partito Politico Democrazia a Casa (PPDA) che con il 5,62% ha ottenuto anch'esso 6 seggi [16].

---

[14] Ai fini della validità del referendum era necessario che almeno un terzo degli aventi diritto si recasse alle urne; su un totale di 3.023.810 di cittadini registrati per il voto, 1.531.392 (pari al 50,72% del totale) si sono recati alle urne, e 1.488.874 (pari al 97,22% dei votanti) hanno preso parte alla votazione per il referendum: 749.719 hanno risposto affermativamente (50,35%), contro 739.155 voti negativi (49,65%). Dai dati appena esposti si evince come l'esito referendario fosse in bilico fino alla fine. Si riporta di seguito il quesito referendario sottoposto ai cittadini: "Susțineți modificarea Constituției în vederea aderării Republicii Moldova la Uniunea Europeană?", trad. it. "Sei favorevole a modificare la Costituzione per consentire alla Repubblica di Moldavia di entrare nell'Unione europea?". Cfr. Rezultatele referendumului republican constituțional, Comisia Electorală Centrală – A Republicii Moldova, consultabile su: <https://a.cec.md/ro/rezultatele-referendumului-republican-constitutional-17041.html>.

[15] Cfr. Il voto in Moldavia gira intorno all'Europa e alla Russia, Il Post, 2024, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2024/10/20/moldavia-elezioni-referendum-ue/?homepagePosition=1>. Al ballottaggio in Moldavia ha vinto la presidente uscente, Il Post, 2024, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2024/11/03/moldavia-ballottaggio-elezioni-presidenziali-alexandru-stoianoglo-maia-sandu/?homepagePosition=1>.

[16] Cfr. In Moldavia ha vinto il partito europeista della presidente, Il Post, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/29/moldavia-elezioni-parlamentari-vinte-partito-azione-solidarieta/>. La Moldavia resta europeista, filo-russi denunciano brogli. Sandu: "Mandato forte per adesione a Ue", RaiNews, 2025, consultabile su: <https://www.rainews.it/articoli/2025/09/moldova-al-voto-per-elezioni-parlamento-3be93337-82b2-47f4-8bb4-1c0d2f5b442e.html>. Moldavia, il partito filo Ue vince le elezioni. Von der Leyen: "Scelta l'Europa", Sky TG24, 2025, consultabile su: <https://tg24.sky.it/mondo/2025/09/29/elezioni-moldavia-2025-risultati>. Moldova's Parliamentary Elections: A Test for the EU, a "Revenge" for Russia?, ISPI - Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, 2025, consultabile su: <https://www.ispionline.it/en/publication/moldovas-parliamentary-elections-a-test-for-the-eu-a-revenge-for-russia-217866>. La 'fragile' vittoria dei filo-europeisti in Moldavia. Mosca cauta sulle accuse di brogli, AGI Agenzia Italia, 2025, consultabile su: <https://www.agi.it/estero/news/2025-09-29/moldavia-vittoria-filo-europea-33391653/>.

In ragione del contesto generale, la posta in gioco era più del semplice mandato parlamentare e, di conseguenza, anche governativo: si è trattato delle elezioni più geopolitiche – se non anche “geopoliticizzate” – della storia recente moldava [17]. Tale prospettiva è certamente mutuata dal clima di forte polarizzazione del discorso pubblico che ha visto, da un lato, la volontà popolare dei cittadini moldavi di entrare a far parte dell’Unione Europea, dall’altro quella di cedere alla spinta delle fascinazioni del Cremlino. Quest’ultimo, secondo quanto riportato dagli osservatori internazionali dell’OSCE-ODIHR [18], avrebbe attuato una vasta campagna propagandistica in favore dei partiti contrari all’europeizzazione moldava.

Dal 2021, l’organo preposto al corretto svolgimento delle elezioni è la Commissione Centrale Elettorale (CEC), che si occupa della gestione degli aspetti tecnici e amministrativi in materia e delle decisioni sulle procedure elettorali (registrazione, esclusione, ammissione alle liste dei partiti, candidati, coalizioni ecc.). A partire dal 2022, il parlamento a maggioranza filo-europeista ha approvato una serie di riforme del codice elettorale – recependo le indicazioni dell’ODIHR e della Commissione di Venezia – per adeguarsi agli standard internazionali. Tali riforme hanno previsto un rafforzamento del controllo sui finanziamenti delle campagne elettorali e il contrasto al fenomeno corruttivo della compravendita di voti. Dopo delle elezioni presidenziali del 2024, convalidate dalla Corte costituzionale, il partito di maggioranza PAS, avendo riscontrato ingenti attività di interferenza per indirizzare l’esito elettorale in sfavore della candidata europeista Sandu [19], ha attuato una serie di riforme legislative concernenti il reato di corruzione e o crimini elettorali, approvate nel giugno del 2025 (Legislația 100/2025) [20], proprio per cercare di contrastare le possibili ingerenze straniere, così come era stato rilevato durante il referendum del 2024 [21].

Nonostante tra le riforme attuate a partire dal 2022 figurasse una revisione del processo di nomina della CEC (la cui nomina anche politica si prestava a dubbi di imparzialità), non sono mancate comunque diverse critiche sullo svolgimento delle elezioni, tanto da parte degli osservatori internazionali, quanto da parte dei partiti di opposizione; parallelamente si sono registrate campagne disinformative e attacchi informatici anche

---

[17] ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

[18] Ibidem.

[19] Cfr. La Russia è dappertutto nelle elezioni in Moldavia, Il Post, 2024, consultabile su: [https://www.ilpost.it/2024/10/18/moldavia-russia-interferenze/?utm\\_source=ilpost&utm\\_medium=leggi\\_anche&utm\\_campaign=leggi\\_anche](https://www.ilpost.it/2024/10/18/moldavia-russia-interferenze/?utm_source=ilpost&utm_medium=leggi_anche&utm_campaign=leggi_anche).

[20] Cfr. P. Culeac, in Strengthening Moldova’s Electoral Defenses: Legal Reforms Ahead of 2025 Parliamentary Elections, 2025, consultabile su: <https://epde.org/wp-content/uploads/2025/08/Moldova-Policy-Alert-Strengthening-Moldovas-Electoral-Defenses.pdf>.

[21] Cfr. F. Wesslau, Russia’s Hybrid War Against Moldova, in Stockholm Centre for Eastern European Studies (SCEEUS), 2024, consultabile su: [https://sceeu.se/en/publications/russias-hybrid-war-against-moldova/#\\_ftn1](https://sceeu.se/en/publications/russias-hybrid-war-against-moldova/#_ftn1).

direttamente rivolti alla CEC e al suo sito web, con lo scopo di minarne la credibilità e la fiducia degli elettori [22]. La CEC è stata sovente additata di aver adottato decisioni politicamente orientate. Emblematiche sono infatti le decisioni di istituire un numero di seggi inferiore rispetto alle scorse elezioni tanto nella Federazione Russa (due seggi, su un totale di 17 previsti nelle precedenti elezioni), quanto all'interno della regione separatista della Transnistria (12 seggi, rispetto ai 30 precedenti), nonché di decentrarne alcuni rispetto ai centri urbani, rendendone più difficoltoso il raggiungimento [23]. Nonostante la riduzione dei seggi in Russia, sono aumentati considerevolmente i seggi aperti all'estero (da 231 a 301), presumibilmente per aumentare il peso elettorale della diaspora, che dai sondaggi risultava più favorevole all'integrazione europea.

I precitati emendamenti apportati al Codice elettorale (Legislația 100/2025) si sono concretizzati nell'estromissione di alcuni partiti dalle elezioni parlamentari. Il 19 agosto la CEC ha negato l'iscrizione alle liste elettorali della coalizione Blocco Victorie, perché ritenuta in continuità del Partito Șor, dichiarato incostituzionale nel 2023; altra applicazione si è avuta nei confronti del partito della coalizione del Blocco Elettorale Patriottico (BEP), il Partito repubblicano del cuore della Moldavia; infine, sono stati esclusi dalla competizione elettorale Partito della Rinascita e il Partito della Grande Moldavia per presunti finanziamenti illeciti [24]. In particolare, il 19 settembre il Ministero della Giustizia ha chiesto alla Corte d'Appello di Chișinău l'estromissione del Partito repubblicano del cuore della Moldavia per un anno. La corte ha accolto la richiesta il 25 settembre; di conseguenza, il giorno seguente la CEC ha escluso i candidati dalla lista [25]; nello stesso giorno, sulla base di notifiche provenienti dai servizi segreti, la CEC ha annullato l'iscrizione del Partito della Grande Moldavia per finanziamenti illeciti provenienti dall'estero e collaborazione con partiti dichiarati incostituzionali (riconducibili al Partito Șor) [26] con ripercussioni sulla competizione politica effettiva [27].

[22] ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

[23] Cfr. M. Della Malva, Le elezioni parlamentari moldave del 28 settembre 2025 tra scelta europeista e “cedimenti” democratici, in *Nuovi Autoritarismi e Democrazie: Diritto, Istituzioni e Società*, n. 2, 2025, pp. 1-11.

[24] Cfr. ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

[25] Cfr. La Commissione elettorale della Moldavia ha escluso un partito della coalizione filorusa dalle elezioni parlamentari di domenica 28 settembre, *Il Post*, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/26/partito-filoruso-escluso-elezioni-moldavia/>.

[26] Cfr. ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

[27] Cfr. S. Levitsky, L. A. Way, The Rise of Competitive Authoritarianism, in *Journal of Democracy*, vol. 13, n. 2, 2002, pp. 51-65.; A. Cassani, L. Tomini, Oltre il trend illiberale. I processi di autocratizzazione nel XXI secolo, in *Quaderni di Scienza Politica*, 2020, pp. 1-29.

Le tempistiche ora descritte si sono sostanziate in una obiettiva compressione del diritto dei candidati nel vedersi riconosciuta una tutela giurisdizionale effettiva che permettesse loro di opporsi alla decisione, così da poter, eventualmente, essere riammessi alla corsa elettorale.

### 3. Le minacce ibride nella campagna elettorale

Secondo gli osservatori dell'OSCE-ODIHR, la campagna elettorale si è svolta nel rispetto delle libertà fondamentali, ma non al sicuro da ingenti attacchi ibridi, come finanziamenti illeciti, campagne di disinformazione e attacchi informatici.

Nel periodo della campagna elettorale – e con sempre maggior frequenza all'approssimarsi della data delle elezioni – le autorità hanno riferito di aver dovuto far fronte ad una mole di attacchi ibridi senza precedenti, riconducibili ad attività della Federazione Russa [28]. La natura delle conseguenze geopolitiche date dall'esito delle elezioni ha, dunque, inevitabilmente influito sul discorso pubblico.

Sul versante degli attacchi ibridi, in particolare, questi si sono concentrati su tre fronti: un aumento del tasso dei finanziamenti illeciti volti a creare veri e propri sistemi di compravendita di voti; campagne di disinformazione e d'odio finalizzate ad inquinare e polarizzare il discorso pubblico; problemi di sicurezza e cybersicurezza con l'intensificazione di cyberattacchi alle infrastrutture informatiche col fine di creare disservizi. Per quanto riguarda il primo punto, indagini giornalistiche da ritenersi attendibili hanno individuato un sistema di trasferimento di denaro [29], tramite criptovalute, col quale sono stati movimentati circa 180 milioni di dollari verso 130 mila elettori moldavi, per indirizzare le loro intenzioni di voto verso il Blocco Patriottico [30]. Da quanto emerso, la rete sarebbe stata coordinata da agenti vicini all'oligarca di origini israeliane Ilan Şor – naturalizzato russo – che nel 2019 è fuggito dal paese a seguito dello scandalo delle frodi bancarie del 2014 ed il cui partito (Partito Sor) è stato bandito dalla Corte costituzionale moldava nel 2023. Secondo le indagini che sono state condotte, il circuito di criptovalute e carte elettroniche proveniva da conti aperti presso la banca russa Promsvyazbank [31].

[28] Cfr. Anche stavolta la Russia sta provando a influenzare il voto in Moldavia, *Il Post*, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/23/influenza-russia-elezioni-moldavia/>.

[29] O. Marocico & S. Mirodan, BBC Eye Investigations and Rowan Ings, BBC Global Disinformation Unit, How Russian-funded fake news network aims to disrupt election in Europe - BBC investigation, BBC, 2025, consultabile su: <https://www.bbc.com/news/articles/c4g5kl0n5d2o>.

Revealed: Putin's Secret Plan to Hack Moldova's Pivotal Election, Bloomberg, 2025, consultabile su: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-09-22/moldova-elections-russia-s-plan-to-hack-the-vote?srnd=homepage-europe>.

[30] Cfr. M. Della Malva, Le elezioni parlamentari moldave del 28 settembre 2025 tra scelta europeista e “cedimenti” democratici, in *Nuovi Autoritarismi e Democrazie: Diritto, Istituzioni e Società*, n. 2, 2025, p. 7.

[31] Cfr. ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

In merito al secondo punto, oltre alla campagna elettorale svolta formalmente dai partiti politici sulle principali piattaforme di informazione (Facebook, Instagram, Tik tok e Telegram), se ne è svolta una per così dire “parallela”. Gli osservatori OSCE-ODIHR hanno rilevato che i social network sono la principale fonte di informazione per i cittadini moldavi [32], ed è proprio in questi che si è alimentato un parallelo flusso di disinformazione. Reti informative artatamente strutturate hanno diffuso disinformazione e contenuti provocatori in grado di polarizzare l’elettorato attraverso l’utilizzo di video deep-fake generati con l’intelligenza artificiale, incrementandone la diffusione per mezzo di “troll farm” e bot automatizzati. La maggior parte di questi contenuti veicolavano una narrazione parziale ed ingannevole, promuovendo idee politiche anti-NATO e anti-UE. Inoltre, funzionari statali russi hanno diffuso teorie allarmiste secondo cui l’obiettivo dell’Unione europea era quello di realizzare un’occupazione della Moldova, mentre la NATO avrebbe minacciato l’esistenza della Transnistria: si invitavano per questo i cittadini moldavi a manifestare e scendere in piazza per difendere i loro diritti a seguito di elezioni pilotate.

Nonostante gli sforzi delle autorità per sensibilizzare sulla consapevolezza della disinformazione, la campagna elettorale ha certamente subito la sua influenza. Ciò è stato amplificato dai fenomeni tipici delle piattaforme digitali, come le “filter-bubble” e le “echo chambers”, alimentate da meccanismi algoritmici il cui contrasto è sovente delegato all’attivismo della società civile. Grazie ad organizzazioni come Watchdog, StopFals!, Funky Citizens ed Expert Forum sono stati segnalati alle piattaforme oltre 12.500 post, account e reti sospette. Meno della metà di questi è stata presa in considerazione dalle piattaforme, e generalmente non in modo tempestivo. Dal canto loro le piattaforme hanno aumentato la velocità di reazione nei confronti di queste segnalazioni, ma solamente sul finire della campagna elettorale. Il 16 settembre, TikTok ha pubblicato un report in cui indicava la rimozione di reti a sostegno dei partiti filorussi, alimentati da bot e commenti a pagamento provenienti dal Bangladesh. Sono state inoltre individuati circa 2,2 milioni di falsi “like” e 1,4 milioni di false richieste di follow, è stata bloccata la creazione di oltre 250.000 account spam in Moldavia e rimosso oltre 100.000 falsi account, 1,3 milioni di falsi “like” e 1,6 milioni di falsi follower [33]. Inoltre, un rapporto dell’Atlantic Council ha evidenziato che bot, la cui attività era riconducibile a soggetti provenienti dal Vietnam, amplificavano la disinformazione attraverso una pagina di notizie gestita da Russia e Thailandia [34]. Sebbene la Costituzione moldava garantisca la libertà di espressione e ne vieti la censura, la legge 100/2025, modificando l’articolo 7 della “Legge sul contrasto delle attività estremiste”, ha consentito la sospensione o la chiusura di organi di stampa, dinamiche note nei processi di “autocratizzazione” contemporanei [35].

---

[32] Ibidem.

[33] Ibidem.

[34] M. Capotă, Boți vietnamezi amplifică dezinformarea în Republica Moldova printr-o pagină de știri administrată din Rusia și Thailanda, in Context, 2025, consultabile su: <https://context.ro/boti-vietnamezi-amplifica-dezinformarea-in-republica-moldova-printr-o-pagina-de-stiri-administrata-din-rusia-si-thailanda/>.

[35] Cfr. A. Lührmann, S. I. Lindberg, A Third Wave of Autocratization Is Here: What Is New About It?, in Democratization, vol. 26, n. 7, 2019, pp. 1095-1113; A. Cassani, L. Tomini, Oltre il trend illiberale. I processi di autocratizzazione nel XXI secolo, in Quaderni di Scienza Politica, 2020, pp. 1-29.

La legge però ha ommesso di definire puntualmente i limiti di questi poteri, indicando come motivazione delle generiche “attività estremiste”. Ciò ha fatto sì che il Servizio di intelligence e sicurezza (SIS) nel 2025 sia stato autorizzato a bloccare oltre 35 siti web durante la campagna elettorale per motivi di sicurezza nazionale, sulla base di disposizioni ampie e poco definite, da casi precisamente determinati e da ogni effettivo stato di emergenza. Gli osservatori dell’ODIHR hanno anche documentato un aumento dei casi di intimidazioni e minacce nei confronti dei giornalisti, soprattutto nel contesto online [36].

Infine, in merito al terzo punto, il giorno prima ed il giorno stesso delle elezioni, molteplici attacchi informatici hanno preso di mira le infrastrutture digitali moldave collegate a servizi elettorali. Il giorno delle elezioni, un ingente attacco informatico ha bloccato la piattaforma host.md, lasciando offline oltre 4.000 siti web. Secondo il Primo Ministro moldavo, Dorin Recean, durante il 2025 la Moldova ha fatto fronte ad oltre 1.000 attacchi informatici, che hanno costretto i rispettivi servizi di sicurezza informatica a adottare misure di potenziamento e di contrasto in vista delle elezioni. Sono stati segnalati, inoltre, diversi allarmi di attentato presso le sedi elettorali sia internamente alla Moldova, che in diversi sedi estere.

Sul versante della protezione dei dati personali, la CEC e altri interlocutori dell’IEOM hanno evidenziato come la protezione dei dati degli elettori sia stata compromessa tramite strumenti online collegati a sistemi di acquisto di voti, come le applicazioni Promsvyazbank, TAITO e Telegram, utilizzati per la preregistrazione, in particolare per gli elettori della Federazione Russa, il cui numero è aumentato significativamente durante queste elezioni: è risultato infatti che rispetto ai 1.125 delle elezioni presidenziali dell’anno precedente, per le elezioni del 2025 si sono preregistrati 13.000 elettori dalla Federazione Russa [37].

È evidente che in un tale contesto di sistematica disinformazione e destabilizzazione, la libera scelta di voto dei cittadini moldavi ne abbia risentito e che probabilmente sia stata in larga parte condizionata e influenzata. Non sempre gli apparati statali si sono dimostrati in grado di rispondere prontamente e – quando lo hanno fatto – qualche dubbio su una eccessiva forzatura della tenuta democratica e delle sue istituzioni pare evidente. È pur vero che, essendo perennemente sotto il limite convenzionalmente assunto del concetto di aggressione, non è facile fronteggiare tali minacce ibride. Queste ultime, in particolare, sembrano tendere ad una forma di “terrorismo informatico”, avvicinandosi maggiormente ad una nuova fattispecie che pare ricadere in una fase prodromica del terrorismo piuttosto che in quello delle semplici “minacce”.

[36] Cfr. ODIHR, Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

[37] Atenție, cetățeni! Aplicația TAITO – o capcană periculoasă de manipulare, Ministerul Afacerilor Interne (Ministero degli affari interni), 2025, consultabile su: <https://mai.gov.md/ro/node/9796>.

#### 4. Qualche considerazione finale sulla vicenda

Come accennato in limine, la guerra ibrida ingloba tutte le altre categorie di guerra, contemplando tutti i mezzi conosciuti per attuarla. La guerra ibrida è una guerra liquida e tentacolare: per sua natura non può fare a meno di occupare lo spazio che trova e in questo processo le nuove tecnologie occupano un ruolo determinante, accrescendone la potenza e la portata. Certamente le democrazie moderne devono adeguarsi all'avanzamento tecnologico e certamente devono tutelarsi e contrastare queste minacce, ma ci si chiede se esse debbano anche rinunciare ai propri principi pur di combatterla. Il rischio è di trovarsi di fronte a “democrazie ibride” in cui si mescolano vocazione liberale e illiberale, democrazia e libertà fondamentali [38].

Meccanismi di destabilizzazione, disinformazione e guerre cognitive sono ormai una realtà consolidata nel panorama geopolitico attuale. Le minacce ibride non risparmiano nessun aspetto della vita democratica, tanto che una delle possibili armi delle guerre cognitive può venire anche da pressioni di tipo confessionale: gli osservatori internazionali hanno osservato un coinvolgimento del clero affiliato al Patriarcato di Mosca, impegnato nell'influenza degli elettori verso i c.d. valori tradizionali [39] e anti-UE: la guerra ibrida non risparmia neppure il foro interno, zona franca del diritto per eccellenza. Ciò impone di ripensare alle categorie giuridiche tradizionali e agli strumenti classici dello *ius in bello* e dello *ius de bello* del foro interno e del foro esterno. Nel caso specifico, c'è da chiedersi se il popolo moldavo abbia conferito ai suoi rappresentanti – in concomitanza all'indirizzo geopolitico verso un avvicinamento all'Unione europea – l'autorizzazione all'allentamento dei principi democratici e all'allontanamento proprio da quei principi il cui rispetto è richiesto per aderire all'Unione. A maggior ragione se tale legittimazione deriva da una vittoria non così netta sul piano elettorale e alla luce dell'affluenza tutt'altro che massiva tra gli aventi diritto.

Ora, poiché una tale autorizzazione non è riscontrabile, almeno sul piano formale, la si può tutt'al più dedurre dalle forze e dal contesto che lo hanno reso necessario e che hanno spinto le forze politiche ad adottare tali misure di indebolimento delle garanzie democratiche. Ma, allora, qualche perplessità emerge necessariamente, essendo più che dubbio che la deduzione suddetta rientri tra le prerogative di un mandato politico. In altre parole, bisogna domandarsi se, insieme al mandato politico, gli elettori abbiano consentito e liberamente valutato anche una necessaria evaporazione (temporanea?) dei principi democratici, pur di attuare il mandato.

---

[38] Nel presente contributo l'espressione 'democrazia ibrida' è impiegata in senso descrittivo per indicare configurazioni istituzionali intermedie, in cui permangono elezioni competitive ma si registrano compressioni significative della competizione e delle libertà; la letteratura impiega una pluralità di etichette per tali forme intermedie: Cfr. S. Levitsky, L. A. Way, *The Rise of Competitive Authoritarianism*, in *Journal of Democracy*, vol. 13, n. 2, 2002, pp. 51-65.; A. Lührmann, S. I. Lindberg, *A Third Wave of Autocratization Is Here: What Is New About It?*, in *Democratization*, vol. 26, n. 7, 2019, pp. 1095-1113; A. Cassani, L. Tomini, *Oltre il trend illiberale. I processi di autocratizzazione nel XXI secolo*, in *Quaderni di Scienza Politica*, 2020, pp. 1-29.

[39] Cfr. ODIHR, *Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions*, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.

È chiaro che la democrazia ha il dovere di tutelarsi, ma ci si deve chiedere se la tutela possa giungere fino a sconfessare o almeno mettere a repentaglio i principi su cui si fonda. Per dirla in termini recisi: vale la pena minare le basi della democrazia per proteggerla?

Per non scendere allo stesso livello di chi attiva la guerra ibrida, lo Stato di diritto deve rammentare il suo inesorabile destino: “uno Stato veramente democratico combatte contro il terrorismo con un braccio legato dietro la schiena” [40], proprio perché con l’altro deve impegnarsi a tutelare e difendere i valori democratici dei suoi cittadini.

Come dire che, normalizzando le democrazie strategiche o le democrazie ibride per combattere alla pari le guerre ibride, si rischia di assistere all’Harakiri delle democrazie.

---

[40] Celebre frase della Corte Suprema di Israele in una famosa sentenza in cui il giudice Aharon Barak scrisse: «This is the destiny of a democracy – it does not see all means as acceptable, and the ways of its enemies are not always open before it. A democracy must sometimes fight with one hand tied behind its back. Even so, a democracy has the upper hand. The rule of law and the liberty of an individual constitute important components in its understanding of security. At the end of the day, they strengthen its spirit and this strength allows it to overcome its difficulties». Cfr. A. Cassese, *L’esperienza del male, Guerra, tortura, genocidio, terrorismo alla sbarra*. Conversazione con Giorgio Acquaviva, Il Mulino, 2011, Bologna, p. 31.

## FONTI PRINCIPALI

- A. Cassani, L. Tomini, *Oltre il trend illiberale. I processi di autocratizzazione nel XXI secolo*, in *Quaderni di Scienza Politica*, 2020, pp. 1-29.
- A. Cassese, *L'esperienza del male, Guerra, tortura, genocidio, terrorismo alla sbarra. Conversazione con Giorgio Acquaviva*, Il Mulino, 2011, Bologna, p. 31.
- P. Culeac, in *Strengthening Moldova's Electoral Defenses: Legal Reforms Ahead of 2025 Parliamentary Elections*, 2025, consultabile su: [https://epde.org/wp-content/uploads/2025/08/Moldova-Policy-Alert\\_Strengthening-Moldovas-Electoral-Defenses.pdf](https://epde.org/wp-content/uploads/2025/08/Moldova-Policy-Alert_Strengthening-Moldovas-Electoral-Defenses.pdf).
- M. Della Malva, *Le elezioni parlamentari moldave del 28 settembre 2025 tra scelta europeista e "cedimenti" democratici*, in *Nuovi Autoritarismi e Democrazie: Diritto, Istituzioni e Società*, n. 2, 2025, pp. 1-11.
- A. Festa, *La disinformazione online come "minaccia ibrida" alla democrazia nell'Unione europea: meccanismi di tutela e strumenti di contrasto per uno spazio di libertà, sicurezza e giustizia*, in *Freedom, Security & Justice: European Legal Studies*, n. 2, 2025, pp. 272-295.
- S. Levitsky, L. A. Way, *The Rise of Competitive Authoritarianism*, in *Journal of Democracy*, vol. 13, n. 2, 2002, pp. 51-65.
- C. Lobascio, *La disinformazione come strumento di 'Guerra ibrida': strategie di risposta*, in A. Sterpa e S. Sassi, *Minacce ibride alla sicurezza nazionale. Disinformazione e migrazioni*, Editoriale Scientifica, Napoli, 2025, pp. 117-135.
- A. Lührmann, S. I. Lindberg, *A Third Wave of Autocratization Is Here: What Is New About It?*, in *Democratization*, vol. 26, n. 7, 2019, pp. 1095-1113.
- ODIHR, *Election Observation Mission, Republic of Moldova – Parliamentary Elections, 28 September 2025, Preliminary conclusions*, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, 2025, consultabile su: <https://www.osce.org/odihr/elections/moldova/596261>.
- P. Passaglia, *Fake news e Fake democracy: una convergenza da scongiurare*, in *Federalismi.it Rivista di diritto pubblico italiano, comparato, europeo*, *La disinformazione online e il ruolo degli esperti nell'agorà digitale*, n. 11, 2020, pp. 125 ss. Consultabile su: <https://www.federalismi.it/nv14/articolo-documento.cfm?Artid=42116>.
- E. Pietrobon, *Guerra cognitiva. La nuova minaccia ibrida*, in *Centro studi Machiavelli*, 2023, consultabile su: <https://www.centromachiavelli.com/2023/07/22/guerra-cognitiva-nuova-minaccia-ibrida/>.
- C. Sbailò, *Guerre ibride: quali risposte possibili?*, in *DPCE online*, Sp. 1, *Convegno DPCE Pescara 2023*, 2024, p. 439.
- C. Spiniello, *La tenuta della "democrazia elettorale" nell'era digitale*, in *Nuovi Autoritarismi e Democrazie: Diritto, Istituzioni e Società*, n. 1, 2025, pp. 213-227.

- F. Wesslau, Russia's Hybrid War Against Moldova, in Stockholm Centre for Eastern European Studies (SCEEUS), 2024, consultabile su: [https://sceeus.se/en/publications/russias-hybrid-war-against-moldova/#\\_ftn1](https://sceeus.se/en/publications/russias-hybrid-war-against-moldova/#_ftn1).

## Sitografia

- Al ballottaggio in Moldavia ha vinto la presidente uscente, Il Post, 2024, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2024/11/03/moldavia-ballottaggio-elezioni-presidenziali-alexandru-stoianoglo-maia-sandu/?homepagePosition=1>.
- Anche stavolta la Russia sta provando a influenzare il voto in Moldavia, Il Post, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/23/influenza-russia-elezioni-moldavia/>.
- A. Tanas, With war on its doorstep, Moldova applies for EU membership, Reuters, 2022, consultabile su: <https://www.reuters.com/world/europe/moldovan-president-says-moldova-applies-eu-membership-2022-03-03/>.
- Atenție, cetățeni! Aplicația TAITO – o capcană periculoasă de manipulare, Ministerul Afacerilor Interne (Ministero degli affari interni), 2025, consultabile su: <https://mai.gov.md/ro/node/9796>.
- M. Capotă, Boți vietnamezi amplifică dezinformarea în Republica Moldova printr-o pagină de știri administrată din Rusia și Thailanda, in Context, 2025, consultabile su: <https://context.ro/boti-vietnamezi-amplifica-dezinformarea-in-republica-moldova-printr-o-pagina-de-stiri-administrata-din-rusia-si-thailanda/>.
- Comisia Electorală Centrală – A Republicii Moldova, consultabile su: <https://web.archive.org/web/20210712190912/https://pv.cec.md/parlamentare2021-rezultate.html>.
- European Council conclusions, 23-24 June 2022, consultabile su: <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2022/06/23-24/>.
- European Parliament speech on September 9th, 2025. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20250905IPR30176/president-maia-sandu-says-russia-wants-to-turn-moldova-against-europe>.
- Il voto in Moldavia gira intorno all'Europa e alla Russia, Il Post, 2024, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2024/10/20/moldavia-elezioni-referendum-ue/?homepagePosition=1>.
- In Moldavia ha vinto il partito europeista della presidente, Il Post, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/29/moldavia-elezioni-parlamentari-vinte-partito-azione-solidarieta/>.
- La Commissione elettorale della Moldavia ha escluso un partito della coalizione filorusa dalle elezioni parlamentari di domenica 28 settembre, Il Post, 2025, consultabile su: <https://www.ilpost.it/2025/09/26/partito-filorusso-escluso-elezioni-moldavia/>.
- La 'fragile' vittoria dei filo-europeisti in Moldavia. Mosca cauta sulle accuse di brogli, AGI Agenzia Italia, 2025, consultabile su: <https://www.agi.it/estero/news/2025-09-29/moldavia-vittoria-filo-europea-33391653/>.

- La Moldova resta europeista, filo-russi denunciano brogli. Sandu: "Mandato forte per adesione a Ue", RaiNews, 2025, consultabile su: <https://www.rainews.it/articoli/2025/09/moldova-al-voto-per-elezioni-parlamento-3be93337-82b2-47f4-8bb4-1c0d2f5b442e.html>.
- La Russia è dappertutto nelle elezioni in Moldavia, Il Post, 2024, consultabile su: [https://www.ilpost.it/2024/10/18/moldavia-russia-interferenze/?utm\\_source=ilpost&utm\\_medium=leggi\\_anche&utm\\_campaign=leggi\\_anche](https://www.ilpost.it/2024/10/18/moldavia-russia-interferenze/?utm_source=ilpost&utm_medium=leggi_anche&utm_campaign=leggi_anche).
- O. Marocico & S. Mirodan, BBC Eye Investigations and Rowan Ings, BBC Global Disinformation Unit, How Russian-funded fake news network aims to disrupt election in Europe - BBC investigation, BBC, 2025, consultabile su: <https://www.bbc.com/news/articles/c4g5kl0n5d2o>.
- Moldavia, il partito filo Ue vince le elezioni. Von der Leyen: "Scelta l'Europa", Sky TG24, 2025, consultabile su: <https://tg24.sky.it/mondo/2025/09/29/elezioni-moldavia-2025-risultati>.
- Moldova's Parliamentary Elections: A Test for the EU, a "Revenge" for Russia?, ISPI - Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, 2025, consultabile su: <https://www.ispionline.it/en/publication/moldovas-parliamentary-elections-a-test-for-the-eu-a-revenge-for-russia-217866>.
- Revealed: Putin's Secret Plan to Hack Moldova's Pivotal Election, Bloomberg, 2025, consultabile su: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-09-22/moldova-elections-russia-s-plan-to-hack-the-vote?srnd=homepage-europe>.
- Rezultatele referendumului republican constituțional, Comisia Electorală Centrală – A Republicii Moldova, consultabile su: <https://a.cec.md/ro/rezultatele-referendumului-republican-constitutional-17041.html>.

# Osservatorio costituzionale

Costruzione e decostruzione del “pacifismo” nipponico alla prova della riorganizzazione dell’Indo-Pacifico

Elisa Bertolini

Professoressa associata di Diritto pubblico comparato - Università Bocconi

*“Constructing and Deconstructing Japanese “Pacifism” amid the Reconfiguration of the Indo-Pacific Order”*

*Abstract*

*The article analyses the constitutional construction and progressive deconstruction of Japanese pacifism in light of the evolving Indo-Pacific order and the rise of the Takaichi government. Focusing on Article 9 of the 1947 Constitution, it examines the tension between the formal renunciation of war and the gradual expansion of Japan’s defense architecture through governmental reinterpretation and judicial deference. By reconstructing the historical origins of the pacifist clause, the development of the Self-Defense Forces, and the 2014 shift towards collective self-defense, the article argues that Japanese pacifism has been transformed from an absolute normative constraint into a flexible political doctrine. The current geopolitical context and the LDP’s strengthened parliamentary majority may further consolidate this evolution, raising broader questions about constitutional rigidity, executive dominance, and the future of constitutionalism in Japan.*



## 1. Premessa: un nuovo scenario?

Le recenti crisi internazionali, ormai inesorabilmente ancorate alla nostra quotidianità, hanno costretto i Paesi appartenenti al c.d. blocco occidentale, Giappone compreso, a ripensare il proprio rapporto con la difesa, la spesa militare e il servizio di leva. In Giappone gli stravolgimenti geopolitici hanno avuto una ricaduta ulteriore, quella cioè di riportare in superficie il dibattito peraltro mai sopito sulla conformità a costituzione di quella che è l'intera architettura di difesa del Paese[1], che spazia dall'esistenza di Forze di Autodifesa (SDF, secondo l'acronimo inglese), all'elevata percentuale del PIL devoluta alle spese militari[2], alla presenza di basi militari statunitensi sul suolo nipponico (come la base di Futenma nell'isola di Okinawa), alla partecipazione a missioni internazionali, sia tramite l'invio di truppe (missioni di peace keeping nel quadro ONU, partecipazione alla war on terror lanciata dagli Stati Uniti nell'Oceano indiano) che di armamenti (il caso ucraino).

Come noto, l'origine di queste criticità costituzionali è il Preambolo – dove è affermato il diritto di vivere in pace, interpretato dalle Corti come non direttamente enforceable –, ma soprattutto l'art. 9 che marca il rifiuto della guerra come mezzo di soluzione delle controversie internazionali (c. 1) e fa divieto al Paese di mantenere sul proprio suolo forze armate di terra, acqua e aria in grado di rappresentare un war potential (c. 2).

Questo scollamento tra situazione di fatto e Costituzione è, dalla fine degli anni quaranta, l'elefante nella stanza del dibattito costituzionale nipponico che si è sostanzialmente assestato attorno a due posizioni ben indentificate: dottrina e alcune Corti inferiori (per quanto con una giurisprudenza piuttosto risalente) che vedono nelle SDF e nello stazionamento statunitense una violazione dell'art. 9, da un lato e Corte suprema e governo dall'altro, pur con posizioni differentemente articolate dall'altro. La Corte suprema ha sempre dichiarato la propria incompetenza sulla questione, data la sua natura prettamente politica, mentre il governo, con un'interpretazione evolutiva ed espansiva ne ha affermato la conformità a costituzione. La costituzionalità o meno dell'architettura di difesa del Paese trascende il dibattito prettamente costituzionale, giacché la questione è altamente politica nella misura in cui essa è fortemente connotata e orientata sotto il profilo ideologico. La genesi dell'art. 9 così come la creazione delle SDF sono figlie di un preciso momento storico, in cui alla volontà di rimodellare l'ordinamento costituzionale nipponico si sono aggiunte considerazioni geopolitiche e ideologiche (anticomunismo). Altrettanto deve dirsi per le successive evoluzioni interpretative.

[1] Ho trattato questi profili in *Le ambiguità del "pacifismo" nipponico*, in R. Orrù, F. Bonini, A. Gatti (a cura di) *Dimensione costituzionale delle forze armate e transizioni postcoloniali in un mondo che cambia*, Editoriale Scientifica, Napoli, 2024, pp. 13-33.

[2] Per una panoramica sul budget 2025 e 2026 e sulle capacità di difesa, si rimanda ai report del Ministero della difesa in [https://www.mod.go.jp/en/d\\_act/d\\_budget/index.html](https://www.mod.go.jp/en/d_act/d_budget/index.html). Per il 2026 il governo ha approvato un budget per la difesa di ¥9 trilioni, con un aumento del 21%, marcando così la spesa militare più alta a partire dal 1952, anno di fine dell'occupazione alleata. Pare importante sottolineare come ¥100 miliardi sono allocati a un sistema difensivo costiero incentrato sui droni da rendere operativo nel 2027.

A questo punto, alla luce degli ulteriori stravolgimenti geopolitici e al progressivo mutamento dei rapporti di forza nell'Indo-Pacifico, è opportuno chiedersi quale possa essere l'ulteriore evoluzione del Giappone in materia di ulteriore rafforzamento della difesa e di una possibile revisione costituzionale. La domanda acquista ulteriore rilievo alla luce della schiacciante vittoria del LDP (Partito liberaldemocratico, secondo l'acronimo inglese) nelle elezioni per la Camera bassa l'8 febbraio 2026.

A un momento di straordinario mutamento geopolitico globale si somma uno straordinario mutamento politico. Per quanto paradossale possa sembrare, il secondo è per il Giappone ben più rilevante del primo, nonostante la vittoria elettorale sembri collocarsi nella continuità storica<sup>[3]</sup>.

È pertanto fondamentale spiegare innanzitutto gli elementi di novità connessi all'attuale situazione politica giacché sono prodromici alla comprensione delle potenziali modifiche che interverranno nell'azione politica interna ed esterna del Paese (par. 2). I paragrafi successivi sono devoluti a esaminare il substrato su cui la "novità" Takaichi si va a innestare – dunque la peculiarità una Costituzione contestata quasi nella sua totalità dall'élite di governo ma mai modificata (par. 3) e l'interpretazione dell'art. 9, limitatamente alle SDF (par. 4) <sup>[4]</sup>. Quest'analisi è poi seguita da una discussione più puntuale di quelle che possono essere le potenziali linee d'azione del governo Takaichi e di un possibile ulteriore sviluppo interpretativo del "pacifismo" nipponico (par. 5).

## 2. Un nuovo scenario politico

Ci si è appena riferiti all'elezione di Takaichi alla testa del LDP nell'ottobre 2025, alla sua successiva elezione a primo ministro (ex art. 67 Cost) e alla vittoria elettorale dello scorso febbraio come a un reale cambio di scenario foriero di potenziali novità in politica interna come estera. Pare ora opportuno spiegare le ragioni di questa affermazione.

L'elezioni di Takaichi alla presidenza del partito di maggioranza è un tornante sicuramente importante – per quanto non vada sovrastimato l'impatto a favore della promozione di politiche di uguaglianza di genere, essendo Takaichi fortemente conservatrice sulle questioni di società – e lo è per due ragioni: in primo luogo perché, dopo una serie di candidature andate a vuoto (Koike nel 2008, Noda nel 2021, Kamikawa nel 2024 e la stessa Takaichi nel 2021 e nel 2024), una donna è eletta a alla posizione apicale del partito; in secondo luogo perché trattasi di una outsider, che non appartiene quindi a una dinastia di politici di tradizione (come, ad esempio, era il caso di Abe o anche del giovane Kozumi, avversario nella corsa alla testa del partito).

[3] Dal 1955, anno della sua fondazione, il LDP è stato quasi ininterrottamente il partito di maggioranza relativa.

[4] Non saranno quindi qui discussi i profili legati allo stazionamento delle truppe statunitensi né all'Anpo né alla partecipazione di missione di peace keeping. Su questi tre profili sia consentito il rimando a E. Bertolini, *Le ambiguità del "pacifismo" nipponico*, cit.

L'altro tornante è rappresentato dalle elezioni dell'8 febbraio; i motivi sono due: il LPD si è presentato con un nuovo junior partner, non più il New Komeitō (alleato storico e “braccio politico” della Sōka Gakkai e contrario a modifiche dell'art. 9), ma il Japan Innovation Party-JIP (decisamente meno centrista); e il risultato elettorale in sé, giacché il LDP mai aveva ottenuto una maggioranza così consistente alla Camera bassa (316 seggi su 465), talmente schiacciante da rendere teoricamente più vicina la revisione costituzionale.

### 3. Una Costituzione “contestata” ma mai modificata

L'attuale Costituzione giapponese è forse l'unico caso di una Costituzione eterodiretta che non è stata rigettata né modificata e che, aspetto forse più importante, è stata accettata e fatta propria dalla società civile. Nel momento in cui si voglia analizzare l'impatto che il mutamento geopolitico e l'elezione di Takaichi possono avere sulla politica di difesa nipponica è imprescindibile una breve ricostruzione della genesi della Costituzione, delle fallite revisioni e dell'interpretazione evolutiva che ha caratterizzato la disposizione che qui interessa, l'art. 9. Se questo tassello mancasse, non sarebbe infatti comprensibile né lo sviluppo della narrativa conservatrice, che ha fortemente marcato Takaichi dal punto di vista ideologico, né l'attuale struttura della politica di difesa.

Ampia è la bibliografia sulla genesi del testo costituzionale e soprattutto sul dibattito in merito alla natura di Carta imposta (c.d. oshitsuke Kenpō) ovvero frutto di una collaborazione tra lo SCAP e il governo nipponico (c.d. collaborative theory)[5], così come sulla legittimità della procedura seguita[6] per cui non pare qui necessario soffermarvisi troppo in dettaglio.

[5] Così K. Takayanagi, *Some Reminiscences of Japan's Commission on the Constitution*, in D.F. Henderson (a cura di), *The Constitution of Japan: Its First Twenty Years, 1947-1967*, University of Washington Press, Seattle, 1968, 71-73 e 76-88.

[6] Formalmente, infatti, la procedura seguita è quella prescritta dall'art. 73 della Costituzione Meiji, in vigore sino al 2-5-1947 (sulla Carta Meiji, v. G.M. Beckmann, *The Making of the Meiji Constitution*, Greenwood Press, Westport, 1975). Questo è l'unico procedimento di revisione costituzionale della storia costituzionale nipponica. Rimane comunque controversa la qualificazione di revisione costituzionale, in quanto l'emendamento è andato a modificare la titolarità della sovranità, usualmente considerata come indisponibile; v. R.A. Moore, *Reflections on the Occupation of Japan*, in *The Journal of Asian Studies*, 38(4), 1979, pp. 721-734. Sicuramente il processo è stato, di fatto, di natura costituente. Si v. L.W. Beer e J.M. Maki, *From Imperial Myth to Democracy: Japan's Two Constitutions, 1889-2002*, University Press of Colorado, Boulder, 2002; D.M. Hellegers, *We, the Japanese People: World War II and the Origins of the Japanese Constitution*, Stanford University Press, Stanford, 2 vol., 2001; S. Koseki, *The Birth of Japan's Postwar Constitution*, Westview Press, Boulder, 1997; C.L. Kades, *The American Role in Revising Japan's Imperial Constitution*, in *Political Science Quarterly*, 104(2), 1989, pp. 215-247; H. Tanaka, *A History of the Constitution of Japan of 1946*, in Id. (a cura di), *The Japanese Legal System*, University of Tōkyō Press, Tōkyō, 1976, pp. 653-668; R.E. Ward, *The origins of the Present Japanese Constitution*, in *The American Political Science Review*, 50(4), 1956, pp. 980-1010; C. Whitney, *Memorandum Regarding Constitutional Reform*, February 1, 1946, in SCAP Files of Commander Alfred R. Hussey, Doc. n. 3, National Diet Library, 1946.

In un quadro istituzionale[7] e internazionale decisamente complesso, la revisione della Costituzione Meiji – in applicazione della Dichiarazione di Potsdam del luglio 1945 – è sostanzialmente statunitense, come testimoniato dal fatto che la versione originale è in lingua inglese e non in giapponese[8], ragione per cui MacArthur (lo SCAP, Supreme Commander for Allied Powers) e il suo staff del GHQ sono convinti il Giappone, a occupazione conclusa[9], avrebbe proceduto immediatamente a emendarlo[10]. In questa prospettiva si spiega che, al fine di scongiurare una futura revisione in senso conservatore, già nell’ottobre del 1946, quindi ancora prima della promulgazione (il 3 novembre 1946[11]), la Far Eastern Commission[12] stabilisce che entro uno o due anni la Dieta, in collaborazione con la Commissione per la Popolarizzazione della Costituzione[13], avrebbe dovuto rivedere l’intero testo.

Il procedimento di revisione costituzionale è disciplinato dall’art. 96 e prevede un iter aggravato. L’iniziativa

---

[7] Il vero nodo da sciogliere è, già dagli ultimi mesi di guerra, il destino dell’Imperatore (天皇-Tennō). L’assicurazione da parte degli alleati del mantenimento dell’istituzione imperiale è per il Governo giapponese imprescindibile condizione di resa; il doppio “atomic sunshine” del 6 e 9-8-1945 svuota la condizione di significato. Lo SCAP continua a non sciogliere la riserva, anzi, utilizza l’istituzione imperiale come moneta di scambio per portare il Governo a sottoscrivere la bozza definitiva della nuova Carta nei primi mesi del 1946. Per quanto MacArthur, dopo un tentennamento iniziale, abbia maturato la decisione di non premere per l’abolizione dell’istituzione imperiale e neppure di costringere Hirohito ad abdicare, ritiene comunque la minaccia indispensabile per vincere le resistenze reazionarie del governo Shidehara. Del resto, entrambe le parti sanno bene che Paesi Bassi, Unione Sovietica, Australia e Nuova Zelanda premono perché Hirohito sieda sul banco degli imputati quale criminale di guerra ai processi di Tōkyō. Sul rapporto tra gli Stati Uniti e l’istituzione imperiale, si v. C. Monnier, *Les Américains et sa Majesté l’Empereur*, Editions de la Bacconnière, Neuchâtel, 1967; E. Seizelet, *Monarchie et démocratie dans le Japon d’après-guerre*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1990 e L.W. Beer, J.M. Maki, *From Imperial Myth to Democracy: Japan’s Two Constitutions, 1889-2002*, cit. Sui processi celebratisi contro i criminali di guerra nipponici, v. R.H. Minear, *Victor’s Justice: The Tōkyō War Crimes Trial*, Princeton University Press, Princeton, 1971. La figura dell’Imperatore Shōwa (Hirohito) rimane tutt’oggi controversa e soprattutto poco conosciuta. La pubblicazione da parte della Imperial Household Agency di sessantuno volumi sulla sua vita (Shōwa Tennō Jitsuroku) nel settembre 2014 non ha aiutato a capire meglio né l’uomo né l’Imperatore. Sul Fascismo (c.d. tennōsei-fashizumu, cioè fascismo del sistema imperiale) v. M. Maruyama, *Thought and Behaviour in Modern Japanese Politics*, Oxford University Press, Oxford, 1963; F. Gatti, *Il fascismo giapponese*, Cafoscarina, Venezia, 1997 e Id., *Caratteristiche strutturali del fascismo giapponese*, in E. Collotti Pischel (a cura di), *Capire il Giappone*, Franco Angeli, Milano, 1999, pp. 225-234.

[8] Sull’opera di traduzione della Carta e soprattutto sul sottile uso della traduzione quale strumento per “giapponesizzare”, e quindi alterare per quanto possibile, il contenuto di partenza, si rimanda a K. Inoue, *MacArthur’s Japanese Constitution: A Linguistic and Cultural Study of Its Making*, The University of Chicago Press, Chicago, 1991.

[9] Nel 1952, a seguito dell’entrata in vigore del Trattato di Pace siglato a San Francisco l’anno prima.

[10] Il dibattito si accende all’indomani della fine dell’occupazione. V. S. Matsui, *The Constitution of Japan*, Hart Publishing, Oxford and Portland, 2011, pp. 257-273.

[11] L’entrata in vigore è del 3-5-1947.

[12] La FEC (Far Eastern Commission), con sede a Washington, è creata con l’Accordo di Mosca nel dicembre 1945. Composta da Stati Uniti, URSS, Regno Unito, Cina e dagli altri dieci Paesi che hanno combattuto il Giappone; il suo compito è affiancare lo SCAP e controllarne l’attività.

[13] Il 1-12-1946 la Dieta crea la Commissione per la popolarizzazione della Costituzione, presieduta da Ashida Hitoshi e composta da giuristi e membri del governo.

spetta alla Dieta (e questo riferimento secondo parte della dottrina impedirebbe all'esecutivo di presentare disegni di legge costituzionale), i cui due rami devono votare il progetto con la maggioranza qualificata dei 2/3 dei componenti. Il progetto deve poi essere sottoposto alla ratifica popolare tramite un referendum che può essere o indetto appositamente o svolgersi contestualmente alle elezioni legislative. Qualora il voto popolare sia positivo, gli emendamenti sono promulgati dal Tennō ed entrano in vigore. L'articolo demanda infine alla legge ordinaria la disciplina del referendum costituzionale, legge che è stata approvata dalla Dieta solo nel 2007(entrata in vigore nel 2010). Due sono stati i tentativi intrapresi dalla Dieta, il primo nel 1956 e il secondo nel 2000, a legislazione referendaria non ancora approvata; numericamente superiori sono invece le bozze c.d. private, redatte principalmente da accademici e partiti politici[14].

Il movimento revisionista è piuttosto frammentato e si struttura in tre tipologie[15]. Il primo tipo riconosce la legittimità del testo costituzionale, ma ne critica la lingua che, essendo una traduzione dell'inglese, risulta molto stonata e ambigua in giapponese[16]. L'intervento di revisione dovrebbe configurarsi come chirurgico e non ideologico e solo su alcune specifiche disposizioni. Il secondo tipo si concentra esclusivamente sull'art. 9, considerato il vulnus alla sovranità del Paese, lesa quindi non tanto dall'iter di redazione del testo, quanto dalla scelta di privare il Giappone di un tipico diritto sovrano. Infine il terzo tipo – cui aderisce il LDP e i partiti di estrema destra – promuove una revisione, *rectius* “giapponesizzazione”, totale della Carta, non riconoscendone né la legittimità (diktat dell'occupante straniero) né i principi fondamentali (in quanto non conformi alle tradizioni giapponesi).

Pur non modificata formalmente, la Costituzione è stata modificata tacitamente attraverso ordinanze amministrative e interpretazioni governative e giurisprudenziali, soprattutto in tema di disarmo (dunque di art. 9)[17]. Questi emendamenti informali hanno anche permesso di aggirare la questione dei limiti – la Costituzione non ne prevede di espliciti – e dunque dell'emendabilità del principio pacifista e dell'art. 9. La dottrina è maggioritaria nell'escludere la possibilità di procedere con una revisione totale; in particolare, sovranità popolare, diritti fondamentali e pacifismo, in quanto principi fondamentali dell'ordinamento, sarebbero imm modificabili. In realtà, sull'art. 9 la questione è più sfumata, giacché parte della dottrina lo considera imm modificabile nella sua totalità, in quanto strumentale al principio pacifista, e parte considera

[14] La proposta più significativa e organico è quella del LDP del 2012. Discuto nel dettaglio questa bozza in *La nobiltà della sconfitta: considerazioni sulla revisione costituzionale nipponica*, in DPCE, 4/2014, pp. 1813-1837.

[15] H. Fukui, *Twenty Years of Revisionism*, in D.F. Henderson (a cura di), *The Constitution of Japan: Its First Twenty Years, 1947-1967*, University of Washington Press, Seattle, 1968, p. 41.

[16] Su tutte il Preambolo, dove il continuo insistere su «we, the Japanese people» non può non richiamare alla memoria l'illustre modello.

[17] Sia consentito il rimando a E. Bertolini, *Aspetti problematici dei mutamenti informali per Cina e Giappone*, in DPCE, 4/2009, pp. 1850-1858; v. anche Y. Higuchi, *The Constitution and the Emperor System: is Revisionism alive?*, in P.R. Luney Jr., K. Takahashi (a cura di), *Japanese Constitutional Law*, University of Tōkyō Press, Tōkyō, 1993, pp. 57-68.

immodificabile solo il c. 1, ritenendo che il Paese possa comunque concorrere al mantenimento della pace pur dotato di forze militari[18].

#### 4. L'art. 9 tra interpretazione evolutiva e deferenza della Corte suprema

L'art. 9 è la reazione al militarismo del fascismo del sistema imperiale (tennōsei fashizumu) negli anni trenta delle Forze alleate ed è volto a evitare che il Giappone diventi nuovamente una minaccia per la stabilità della regione dell'Asia-Pacifico.

Il tentativo di proibire la guerra, di qualunque tipo (c.d. pacifismo assoluto), per via costituzionale è del tutto inedito, giacché la rinuncia, se interpretata in maniera assoluta, implica la rinuncia anche alla guerra di autodifesa. A favore dell'interpretazione assoluta si dovrebbe leggere la proibizione costituzionale del mantenimento di forze armate, che renderebbe l'autodifesa impossibile, cui si può obiettare che l'autodifesa può essere esercitata da forze di polizia.

Diretta conseguenza di Preambolo e art. 9 è l'assenza di qualunque disposizione costituzionale dedicata alla difesa o alle forze armate, eccezion fatta per l'art. 61, c. 2 secondo cui tutti i membri del governo devono essere civili.

Se, anche solo alla semplice lettura, emerge con certezza l'impronta statunitense nella formulazione del Preambolo – il poco giapponese, ma molto americano “we, the Japanese people” -, più difficile è l'individuazione di una mano chiara dietro la formulazione, e soprattutto l'ispirazione, dell'art. 9. Neppure il colonnello Kades, che ha giocato un ruolo di primissimo piano nella stesura dell'attuale testo costituzionale, è in grado di consegnare alla storia l'autore dell'art. 9; egli considera infatti come l'idea della sua introduzione in Costituzionale possa essere fatta risalire a MacArthur, all'allora Primo Ministro Shidehara o addirittura all'Imperatore Hirohito in persona[19].

Nonostante l'incorporazione del pacifismo e della rinuncia alla guerra nella bozza di Costituzione che lo SCAP presenta al governo nipponico sia inizialmente considerata inaccettabile, durante il dibattito in seno alla Dieta, l'art. 9 non è oggetto di particolare discussione[20] e lo stesso governo lo presenta come una disposizione essenziale per il futuro del Giappone. Esso è dunque approvato con la sola opposizione del Partito comunista, contrario alla rinuncia all'uso della forza militare per l'autodifesa.

[18] S. Matsui, *The Constitution of Japan: A Contextual Analysis*, cit., pp. 260-261.

[19] C.L. Kades, *The American Role in Revising Japan's Imperial Constitution*, cit., pp. 223-224.

[20] Pareri e commenti all'articolo sono riportati in S. Koseki, *The Birth of Japan's Postwar Constitution*, cit., pp. 192-195.

Pur, come detto, non oggetto di particolare discussione, l'articolo è emendato, il c.d. emendamento Ashida, che si sostanzia in due piccole addizioni agli incipit di entrambi i commi[21]. Al c. 1 è aggiunta così la frase «Aspiring sincerely to an international peace based on justice and order»; mentre al c. 2 «In order to accomplish the aim of the preceding paragraph». Per quanto nulla sia emerso in questa direzione dai dibattiti parlamentari, Ashida anni dopo sostiene di aver proposto l'emendamento con l'intento di consentire al Paese di dotarsi di forze militari per scopi di autodifesa[22].

L'interpretazione governativa originaria (fino quindi ai primissimi anni cinquanta), veicolata a nome dell'intero governo dal Ministro per la revisione costituzionale Kanamori, è però diversa dal presunto intento di Ashida. Nel presentare la disposizione alla Camera dei Pari, Kanamori afferma chiaramente che il c. 1 non nega al Giappone il diritto all'autodifesa, ma che è il c. 2 a farlo, nel momento in cui proibisce il mantenimento di qualunque tipo di forze armate (war potential), anche a scopo di autodifesa[23]. Anche il successore di Shidehara a capo del governo, Yoshida, nel passaggio del testo alla Camera dei Rappresentanti nel maggio 1946 sottolinea il divieto della guerra di autodifesa, evidenziando il pericolo che avrebbe costituito il permetterla, considerando che tutte le guerre più recenti erano state iniziate con il pretesto dell'autodifesa. A questo iniziale approccio interpretativo non è sicuramente estranea la volontà governativa di convogliare tutte le risorse a disposizione sulla ricostruzione e sullo sviluppo economico e non sulla difesa.

Il tornante decisivo è rappresentato dallo scoppio della Guerra di Corea e dalla creazione del National Police Reserve nel 1950 e soprattutto l'istituzione delle SDF nel 1954, che il governo non le ritiene assimilabili al proibito war potential.

Per quel che concerne invece la dottrina, la maggioranza si colloca sulla linea interpretativa governativa originaria e concentra la propria analisi sull'interpretazione da assegnare al termine guerra, dunque a quale tipologia di guerra l'art. 9 faccia concretamente riferimento. Se si interpreta la guerra di cui al c. 1 come la guerra illegittima, quella cioè d'invasione di un altro Paese, ne consegue che il c. 2, che richiama espressamente lo scopo del c. 1, proibisce il mantenimento di war potential solo ai fini di aggressione, ma non a fini difensivi

[21] V. ancora S. Koseki, *The Birth of Japan's Postwar Constitution*, cit., pp. 192-211 e C.L. Kades, *The American Role in Revising Japan's Imperial Constitution*, cit., pp. 236-238. V. anche W. Röhl, *Die japanische Verfassung*, Alfred Metzner Verlag, Frankfurt, 1963, p. 98. Per un contributo completo sull'art. 9, T.H. McNelly, *The Renunciation of War in the Japanese Constitution*, in *Political Science Quarterly*, 77(3), 1962, pp. 350-378; J.E. Auer, *Article Nine of Japan's Constitution: From Renunciation of Armed Force "Forever" to the Third Largest Defense Budget in the World*, in *Law and Contemporary Problems*, 53(2), *The Constitution of Japan: The Fifth Decade: [Part 2]*, 1990, pp. 71-187; E.J.L. Southgate, *From Japan to Afghanistan: The U.S.-Japan Joint Security Relationship, the War on Terror, and the Ignominious End of the Pacifist State?*, in *University of Pennsylvania Law Review*, 151(4), 2003, pp. 1599-1638; M.A. Chinen, *Article 9 of the Constitution of Japan and the Use of Procedural and Substantive Heuristics for Consensus*, in *Mich. J. Int'l L.*, 27, 2005, pp. 55-114.

[22] Sul ruolo di Ashida e sulle reali intenzioni dell'emendamento, v. ancora S. Koseki, *The Birth of Japan's Postwar Constitution*, cit., pp. 195-202.

[23] J.W. Dower, *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, Norton & Company, New York, 1999, p. 396.

(questo sarà anche l'orientamento della Corte distrettuale di Mito nel caso Hyakuri nel 1977[24]). Una seconda linea interpretativa, invece, per quanto concorde sull'interpretazione del c. 1, diverge su quella del c. 2, ritenendo che essi vietino il diritto di belligeranza in senso assoluto (orientamento accolto dalla Corte distrettuale di Sapporo nel caso Naganuma nel 1973[25]). Più precisamente, ciò che il c. 2 vieterebbe è l'autodifesa per tramite di forze militari, ma non per tramite delle forze di polizia esistenti né a livello individuale. Infine, una terza linea interpretativa considera che il c. 1 vietino tutte le guerre, non distinguendo dunque tra guerra di aggressione e di difesa; questo orientamento può essere qualificato di pacifismo assoluto. È pertanto solo quest'ultima interpretazione che non considera costituzionalmente legittimo l'esercizio del diritto all'autodifesa. Questo orientamento sarebbe confermato dal fatto che la Costituzione non contenga una sezione dedicata allo stato di emergenza o comunque, più in generale, all'eventuale invasione da parte di un Paese terzo.

In questo contesto deve leggersi l'interpretazione evolutiva dell'art. 9 che, dopo il pivot dei primi anni cinquanta, ne vede il proprio culmine nella risoluzione governativa del 1 luglio 2014[26]. Sull'interpretazione del c. 1, la risoluzione non ha modificato l'ormai "pacifica" interpretazione per cui esso consente di possedere forze militari numericamente ridotte, dalla scarsa capacità offensiva, ma in grado di assicurare un minimo di difesa del Paese. Il fulcro è dunque il c. 2 e la dibattuta questione dell'autodifesa[27]. L'interpretazione pre-2014, costruitasi a partire soprattutto dal 1954, ammette la c.d. individual self-defense, la possibilità cioè di difendersi da attacchi di Paesi terzi, ma non la c.d. collective self-defense[28], la possibilità per il Giappone di intervenire militarmente a sostegno di Paesi terzi alleati sotto attacco[29], espressamente considerata come non consentita dal 1981[30].

[24] Ishizuka et al. v. Japan et al., Corte suprema, 3<sup>rd</sup> petty bench, 20-6-1989, 43 Minshū 6, 385. Per il testo della decisione v. H. Itō e L.W. Beer, *The Constitutional Case Law of Japan, 1970 through 1990*, cit., pp. 130-141.

[25] I ricorrenti contestano la decisione del governo di costruire una base antimissilistica in una riserva forestale vicino a Naganuma, lamentando come l'abolizione della riserva avrebbe danneggiato la loro attività agricola nonché il loro diritto costituzionale di vivere in pace. Questo caso conferma il trend generale per cui le corti distrettuali sono più progressiste e "coraggiose" rispetto a quelle superiori. I passaggi più rilevanti delle sentenze dei tre gradi di giudizio sono in H. Itō e L.W. Beer, *The Constitutional Case Law of Japan, 1970 through 1990*, The University of Washington Press, Seattle and London, 1996, pp. 83-130.

[26] Un panel di quattordici consiglieri ha presentato al premier la nuova interpretazione che ha poi dovuto incontrare l'approvazione dell'intero Governo (1-7-2014). V. J. Lee, *Collective Self-Defense or Collective Security: Japan's Reinterpretation of Article 9 of the Constitution*, in *Journal of East Asia and International Law*, 8(2), 2015, pp. 373-392.

[27] H. Tokuchi, *Implications of Revision of Article 9 of the Constitution of Japan on the Defense Policy of Japan*, in *Columbia Journal of Asian Law*, 33, 2019, pp. 83-93.

[28] Va da sé, però, che questo diritto è riconosciuto al Paese sulla base del diritto internazionale, ex art. 51 della Carta delle Nazioni Unite.

[29] Sulla negazione della collective self-defense si basa anche l'Anpo.

[30] Si noti, en passant, che la revisione dell'interpretazione sulla collective self-defense ha incontrato il plauso del presidente Obama.

Questo divieto implica, per esteso, che la partecipazione nipponica a missioni internazionali debba limitarsi ad azioni di supporto o che comunque non implicino l'uso della forza.

La nuova interpretazione si poggia sulla *supplementary opinion* del giudice supremo Tanaka che nel 1959 (caso Sunagawa[31]) aveva affermato l'obbligo per il Giappone di difendere i Paesi terzi. È curioso rilevare come il New Kōmeitō e i partiti di opposizione abbiano negato che questa *supplementary opinion* facesse riferimento alla *collective self-defense*, sottolineando come questo concetto non era chiaramente definito all'epoca della sentenza; ne consegue, secondo l'interpretazione del New Kōmeitō, che il riferimento sarebbe stato alla *self-defense tout court*. Al fine di vincere le resistenze dell'alleato di governo, il LDP ha proposto condizioni molto rigide per l'utilizzo della *collective self-defense*: minaccia alla sicurezza nipponica; attacco a Paesi terzi che hanno stretti legami con il Giappone; richiesta di aiuto espressa a Tōkyō; sicurezza interna non pregiudicata della difesa degli alleati; approvazione finale della Dieta sull'utilizzo delle truppe. Le condizioni appena esposte sono però tutt'altro che rigide. Sono infatti formulate in maniera poco circostanziata e mancano di quel grado di precisione idoneo a comprimere il margine interpretativo del governo. Non è in alcun modo chiaro cosa debba intendersi con l'espressione stretti legami con il Giappone e sulla base di quali parametri il legame deve essere valutato. Va da sé che l'intensità di un legame varia sulla base dei parametri considerati, siano essi storici, economici ovvero politico-diplomatici. Simili perplessità suscita anche la nozione di minaccia alla sicurezza interna.

Ulteriori perplessità emergono in ragione della deferenza che Dieta e Corte suprema dimostrano costantemente nei confronti del governo, deferenza che non consente di qualificare i rispettivi interventi come momenti di effettivo scrutinio dell'attività governativa e della legittimità delle scelte. La deferenza della Corte suprema – la cui la giurisprudenza in materia è sporadica e piuttosto risalente nel tempo – ha indubbiamente permesso lo sviluppo dell'interpretazione sempre più espansiva dell'art. 9. Il ricorso alla *political question doctrine*; l'applicazione del principio dello *stare decisis* e il diniego del *locus standi* ai ricorrenti sono gli strumenti di cui la Corte si avvalsa per decidere di non decidere sulla questione. Pare quindi opportuno richiamare i tre casi chiave – limitatamente quindi alla costituzionalità delle SDF – con cui si è costruito il disimpegno delle corti (specialmente superiori) sulla questione.

Il primo è il caso Eniwa, deciso dalla Corte distrettuale di Sapporo nel 1967. La Corte non si è sostanzialmente pronunciata sulla questione, non potendosi applicare il SDF Act al caso concreto, e dunque non ha considerato la conformità a costituzione delle SDF[32].

[31] Corte suprema, grand bench, 16-12-1959, 13 Keishū 3225. Il caso riguarda lo stazionamento delle truppe statunitensi. La Corte distrettuale di Tōkyō lo dichiara incostituzionale, mentre la Corte suprema sceglie di non entrare nel merito della questione.

[32] H. Wada, *Decisions under Article 9 of the Constitution - the Sunakawa, Eniwa and Naganuma Decisions*, in *Law in Japan*, 9, 1976, pp. 117-128.

Il secondo è il caso Naganuma. Nel 1973, la Corte distrettuale di Sapporo[33], dopo aver affermato il locus standi dei ricorrenti[34], dichiara le SDF contrarie a costituzione in quanto rappresentano il war potential espressamente proibito dall'art. 9, c. 2. La Corte afferma inoltre l'enforceability del diritto di vivere in pace affermato nel Preambolo[35]. Così facendo la Corte rigetta la posizione del governo secondo cui essa non avrebbe dovuto esaminare nel merito il caso, in quanto la questione sarebbe altamente politica e quindi di esclusiva competenza governativa; in proposito, la Corte dice espressamente che le dottrine dell'acte de gouvernement e della political question sono nate in contesti differenti (per cui non applicabili al Giappone) e che l'art. 81 prevede il sindacato di costituzionalità su tutte le leggi e atti del governo, disposizione che rende il giudiziario superiore alle altre due branches of government. La Corte sottolinea così che le eccezioni, cioè escludere materie dal judicial review, debbano essere molto limitate. In ogni caso, e questo è un punto cruciale del reasoning, la Corte afferma chiaramente che non è di sua competenza sindacare sull'opportunità dell'istituzione delle SDF, ma lo è verificarne la compatibilità a costituzione; è sulla base di questa considerazione che la Corte non ritiene di dover escludere la materia dal judicial review. Per fondare l'incostituzionalità delle SDF, la decisione richiama espressamente l'interpretazione originaria del governo, quella del pacifismo assoluto, chiaramente espressa da Kanamori e Shidehara dinnanzi alla Dieta nel 1946.

La Corte affronta poi in maniera molto interessante la questione dell'autodifesa, sottolineando come essa non debba necessariamente fondarsi sulla forza militare; al contrario, la diplomazia, ma soprattutto l'impegno individuale a favore della pace ne sono i pilastri. Nel 1976, l'Alta Corte di Sapporo[36] ribalta completamente la sentenza di primo grado, rigettando il diritto costituzionale a vivere in pace e rifiutando di decidere in merito alla costituzionalità delle SDF. Il pacifismo del Preambolo viene qualificato dalla Corte come un'aspirazione generale del popolo giapponese, dunque non enforceable. Senza particolare sorpresa, la Corte suprema nel 1982[37] conferma la sentenza di secondo grado, non entrando dunque nel merito della questione.

Il terzo è il caso Hyakuri-Hyakuri Base Case. La questione qui verte sulla conformità a costituzione della vendita di terra al governo ai fini della costruzione di una base delle SDF (trattavasi dunque di un contratto privato). Nel 1977 la Corte distrettuale di Mito afferma che la Costituzione non vieta l'autodifesa, ma che il giudizio sull'opportunità di avere forze di autodifesa spetta al governo e non alla corte.

[33] Ito et al. v. Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries, Corte distrettuale di Sapporo, 7-9-1973, Hanrei Jihō 712, 24.

[34] Lo si sottolinea perché non è infrequente che, per evitare di affrontare questioni spinose, le corti tendano a negare il locus standi senza un'espressa previsione legislativa, previsione quasi sempre assente, indi per cui le corti decidono della sussistenza caso per caso.

[35] Su questo diritto, v. T. Sasaki, *Whose Peace? Anti-Military Litigation and the Right to Live in Peace in Postwar Japan*, in *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus*, 10(29), 2012, pp. 1-17. Seppure più risalente, W.R. Slomanson, *Judicial Review of War Renunciation in the Naganuma Nike Case: Juggling the Constitutional Crisis in Japan*, in *Cornell International Law Journal*, 9(1), 1975, pp. 24-49.

[36] *Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries v. Ito et al.*, Alta Corte di Sapporo, 5-8-1976, 27 Gyōsai Reishū 8, 1175.

[37] Corte suprema, 1<sup>st</sup> petty bench, 9-9-1982, 36 Minshū 9, 1679.

Nel 1981, l'Alta Corte di Tōkyō considera che, essendo l'oggetto della controversia un contratto privato[38], non sia necessario discutere della conformità a costituzione delle SDF, posizione riconfermata dalla Corte suprema nel 1989. La Corte suprema nega dunque l'applicabilità dell'art. 9 a un contratto di natura privata, neppure se una delle due parti è lo Stato, rimarcando il carattere astratto e ideale del pacifismo e del diritto di vivere in pace che discende dal dettato costituzionale[39].

L'inerzia della giurisdizione suprema e l'attivismo statunitense e governativo hanno in egual misura modellato l'attuale architettura di autodifesa, incentrata sulle SDF. Nel luglio del 1950 la Dieta approva la legge istitutiva delle Forze di Riserva, composte da 75 mila uomini e dotate, nella realtà dei fatti, anche di veicoli pesantemente armati[40]. Nel 1952, esse prendono il nome di Forze di Sicurezza e nel 1954 quello attuale di Forze di Autodifesa (SDF). Le SDF, ex SDF Act, sono forze di terra, di cielo e di mare e sono poste sotto il controllo della Defense Agency, che nel 2007 è elevata al rango di Ministero della difesa.

## 5. Il governo Takaichi: verso un nuovo “pacifismo”

I paragrafi precedenti hanno dimostrato che, pur a Costituzione invariata e pur a fronte di una forte affermazione di rinuncia alla guerra e al mantenimento di war potential, il Giappone ha potuto costruire una solida architettura di difesa, con l'approvazione degli autori della clausola pacifista. La ragione di questo revirement è stata la politica internazionale; a ogni mutamento geopolitico, peraltro non esclusivamente limitato all'area oggi chiama Indo-Pacifico, ha infatti corrisposto un nuovo tassello nella costruzione della difesa nipponica.

Il progressivo riarmo giapponese serve gli interessi statunitensi esattamente come lo aveva fatto l'originario pacifismo che era sfociato nella necessità per il Paese di appoggiarsi alle forze militari statunitensi per garantire la propria sicurezza, il che ha consentito il loro stanziamento sul suolo dell'arcipelago. È chiaro, però, che il profilo legato alle forze statunitensi è fuori dal controllo nipponico, almeno fintantoché il Giappone non decida di modificare la propria politica di alleanze e la Corte suprema non ne faccia valere l'incompatibilità con l'art. 9. Il profilo che qui interessa è quello sotto il controllo più prettamente nipponico, quello cioè che riguarda il war potential nipponico, la cui evoluzione è stata a tal fine discussa nei due paragrafi precedenti, nel nuovo quadro geopolitico regionale e globale.

[38] V.L. Beyer, *The Hyakuri Base Case: Article 9 of the Constitution and the Public Law/Private Law Dichotomy in Japan*, in *Japanese Studies*, 13(3), 1993, pp. 4-19.

[39] Matsui sostiene che una delle ragioni del bassissimo tasso di declaratorie di incostituzionalità sia da rintracciarsi nel fatto che la Corte suprema rifiuterebbe di considerare la Costituzione come una fonte di diritto positivo cui deve essere data applicazione. V. S. Matsui, *Why is the Japanese Supreme Court so Conservative*, in *Wash. U. L. Rev.*, 88(6), 2011, pp. 1375-1423, 1413-1416.

[40] Sulla loro (in)costituzionalità, la dottrina non è unanime. Si v. N. Kamiya, *Guerra e pace nella Costituzione giapponese*, in *DPCE*, 4, 2006, pp. 1465-1491.

Il Giappone ha iniziato a partecipare attivamente sulla scena internazionale a partire dalla Guerra del Kuwait[41]. La fine della Guerra fredda, esattamente come il suo inizio quarant'anni prima, ha rappresentato un momento chiave per il Paese. Ma sono la straordinaria ascesa della Cina e dell'India negli ultimi vent'anni – che non a caso ha coinciso con la già richiamata creazione del 2007 di un vero e proprio Ministero della difesa – ad aver dato un'accelerazione all'evoluzione del pacifismo nipponico che è diventato sempre più attivo e interventista. La Guerra in Ucraina e la seconda presidenza Trump ne sono il completamento temporaneo, principalmente perché stanno costringendo il Giappone a rivedere rapporti tradizionali con i Paesi vicini e in alcuni casi a riadattare approcci ormai consolidati.

Posto che pare difficile forzare ancora l'interpretazione dell'art. 9, giacché non rimane più nulla da “fargli dire”, si deve mutare di prospettiva, cercando cioè di analizzare quali sono i profili e gli strumenti attraverso cui può esplicitarsi la nuova geopolitica nipponica.

Il primo profilo da esaminare è quello che discende direttamente dalla modifica dell'interpretazione dell'art. 9 del 2014 che ha aperto alla *collective self-defense*. La Guerra in Ucraina ha fornito al Giappone la prima applicazione concreta che non è stata scevra da criticità. Se la partecipazione alle sanzioni non presenta criticità sotto il profilo del diritto costituzionale, così come l'assistenza umanitaria o l'invio di generatori elettrici, diversa è la questione quando si tratta di invii di tecnologia e di equipaggiamento militare di difesa non letale (droni prevalentemente). Secondo i *Three Principles on Transfer of Defense Equipment and Technology* elaborati dal governo nel 2014[42], non è possibile inviare equipaggiamento militare, quali armi, a un Paese che sia parte attiva in un conflitto armato[43]. Ora, il governo nipponico ha qualificato l'Ucraina come un Paese che non è parte di un conflitto, interpretazione resa possibile sulla base della definizione che viene assegnata alla locuzione parte del conflitto, cioè un Paese contro il quale il Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite ha adottato una risoluzione. Non è ovviamente il caso dell'Ucraina. Inoltre, le linee guida operazionali dei Tre Principi prevedono assistenza a Paesi con cui il Giappone ha stretti legami e che sono geograficamente vicini; queste linee guida sono state derogate nell'aprile 2022 al fine di consentire gli invii in Ucraina, non essendo l'Ucraina né geograficamente vicino né in rapporti particolarmente stretti con il Giappone. Il governo si è pertanto affrettato ad affermare che questa deviazione della linea ufficiale sarebbe stata una *tantum*. L'anno seguente la linea governativa è però mutata, invocandola necessità di una maggiore flessibilità per poter fornire aiuto a tutti i Paesi vittime di aggressione. In aggiunta, in riferimento ai droni inviati, il governo

[41] Anche su questo profilo si rimanda a E. Bertolini, *Le ambiguità del “pacifismo” nipponico*, cit.

[42] In corrispondenza della nuova interpretazione dell'art. 9. Per il testo dei Principi e delle linee guida operazionali, v. [https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1we\\_000083.html](https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1we_000083.html). Quelli precedenti, infatti, di fatto vietavano quasi totalmente l'esportazione di armamenti, coerentemente con l'interpretazione restrittiva dell'art. 9.

[43] Il divieto si applica anche ogniqualvolta il trasferimento viola obblighi derivanti da trattati internazionali e contrasta con risoluzioni del Consiglio di Sicurezza ONU.

ha sottolineato come non si tratti di un trasferimento di tecnologia, in quanto sono prodotti già commercializzati, non rientrando quindi nel divieto ex Three Principles. Il governo è andato dunque a fondare l'invio di equipaggiamento, e soprattutto dei droni, sull'art. 116, c. 3 SDF Act, che consente il trasferimento di «equipment no longer in use for the purpose of aiding a developing country»<sup>[44]</sup>. L'utilizzo di questa disposizione come base giuridica del trasferimento ha anche consentito al governo di non coinvolgere la Dieta. Il biennio 2023-2024 ha visto un nuovo allentamento del divieto di trasferimento, tale per cui è ora possibile esportare equipaggiamenti prodotti su licenza straniera e componenti e parti a un numero più ampio di Paesi partner. Il progressivo degrado della situazione internazionale che ha visto affacciarsi nuovi scenari di guerra ha portato la coalizione di governo, il 6 marzo, a presentare una proposta volta ad allentare ulteriormente le restrizioni sulle esportazioni giapponesi di equipaggiamenti per la difesa. La joint security committee LDP-JIP mira infatti ad allentare le norme sulle esportazioni di equipaggiamenti per la difesa abolendo innanzitutto le cinque categorie che attualmente ne limitano la vendita o il trasferimento al fine di consentire l'esportazione non solo di materiali legati alla difesa, ma anche di armamenti con capacità offensive. Questa decisione della coalizione di governo si inserisce in una più globale nuova costruzione di alleanze che vede Takaichi cercare di approfondire i legami in materia di difesa con Paesi limitrofi, nonché di rafforzare la produzione nazionale di equipaggiamenti e tecnologie per la difesa. La proposta LDP-JIP andrebbe dunque a eliminare la disposizione che attualmente consente esportazioni militari solo in cinque categorie non letali: soccorso, trasporto, ricognizione, sorveglianza e sminamento. Equipaggiamenti e tecnologie al di fuori di queste categorie, compresi gli armamenti offensivi, in generale non possono essere esportati. La coalizione di governo propone invece di classificare gli equipaggiamenti per la difesa in base alla loro natura letale o alla loro capacità distruttiva. Questa classificazione includerebbe missili, sottomarini e cacciatorpediniere. Gli equipaggiamenti non letali comprenderebbero invece elementi come giubbotti antiproiettile ed elmetti. Le esportazioni sarebbero limitate ai Paesi che hanno concluso con il Giappone un accordo sul trasferimento di equipaggiamenti e tecnologie per la difesa. Il Consiglio di Sicurezza Nazionale supervisionerebbe le vendite e i trasferimenti verso tali Paesi e avrebbe il diritto di approvarli o respingerli. L'invio di armi letali a Paesi coinvolti in conflitti armati, attualmente generalmente vietato, potrebbe essere consentito in determinate circostanze, qualora ritenuto necessario per la sicurezza del Giappone. Sulla base delle proposte della coalizione di governo, l'esecutivo prevede di rivedere le linee guida operative sulle esportazioni legate alla difesa e di abolire le cinque categorie entro la fine della primavera 2026. L'allentamento delle restrizioni sulle esportazioni di armi può essere deciso dal governo Takaichi senza alcun intervento da parte della Dieta.

Accanto a questo profilo più prettamente militare si deve considerare la rete di alleanze/rivalità che il Giappone intrattiene con i Paesi limitrofi.

---

[44] Comma entrato in vigore nel 2017, sulla base del quale il Giappone ha fornito materiale alle Filippine, che però all'epoca non erano parte di alcun conflitto.

Innanzitutto, gli Stati Uniti, della cui alleanza il Giappone non può fare a meno per i motivi già discussi. Ciononostante, Takaichi, pur collocandosi nel solco della tradizionale alleanza con Washington, enfatizza la necessità di un Giappone forte e autosufficiente, sia sul piano militare che tecnologico. In quest'ottica deve leggersi il tentativo di diversificare le partnership strategiche, come ben hanno dimostrato i summit con alcuni leader dell'area, su tutti i premier australiano e canadese, volti a consolidare la cooperazione in materia di difesa, energia e materie prime. Per ora questi accordi sono in uno stato ancora embrionale, in ragione del fatto che non sono circolate bozze e non dovrebbero, almeno per il momento, avere un carattere vincolante. La stessa ratio di non volersi "appiattare" ulteriormente su Washington spiega l'affermazione della premier, in risposta a una domanda della Commissione bilancio alla Camera bassa, secondo cui la situazione in Iran non rappresenta una survival threatening situation (formula che Takaichi ha usato per indicare la situazione a Taiwan lo scorso novembre), l'unica designazione che permetterebbe alle SDF di supportare le operazioni militari statunitensi.

Secondariamente, nei confronti dei Paesi limitrofi asiatici – Cina, Corea e Taiwan – i rapporti sono ambivalenti e delicati, giacché si instaurano su tensioni storico-memoriali mai sopite e che, anzi, l'orientamento ideologico di Takaichi potrebbe, almeno sulla carta, ravvivare.

Taiwan è stata l'oggetto del primo intervento di peso di Takaichi in politica estera. La premier ha dichiarato che per il Giappone Taiwan è un elemento di sicurezza, definendo un'eventuale crisi nell'area come una crisi per il Giappone stesso. È importante notare come Takaichi non abbia voluto ritrattare questa dichiarazione né invocare un fraintendimento giornalistico, come molti, anche all'interno del suo partito, le avevano suggerito di fare. Pendant è stata la visita sull'isola che indubbiamente contribuito a rafforzare i legami strategici tra i due Paesi, lasciando intendere la volontà di Tōkyō di esercitare un ruolo più attivo nei futuri, ed eventuali, scenari di crisi nello stretto. Naturalmente questa postura ha provocato forti reazioni a Pechino e segnala una possibile ridefinizione della tradizionale prudenza di Tōkyō sulla questione (anche per ragioni storiche, essendo Taiwan una ex colonia nipponica).

Un analogo decisionismo è rintracciabile nella postura verso la Cina, come del resto la mancata smentita delle dichiarazioni su Taiwan ha ben lasciato intendere. Per Takaichi la Cina rappresenta una minaccia sistemica alla sicurezza giapponese, ragione per la quale è necessario che il Giappone riduca la propria dipendenza tecnologica ed economica da Pechino. Questa linea ha già portato a tensioni diplomatiche e contrapposizioni economiche, comprese misure restrittive cinesi contro imprese giapponesi in settori ad alta tecnologia, ma anche nel settore del turismo, con l'invito ai cinesi a non recarsi nel Paese del Sol Levante.

Sulla Corea del Nord, Takaichi si colloca nella continuità di una politica decennale di opposizione e al contempo di cautela. Non si deve dimenticare che la questione dei rapimenti è sempre di attualità e Tōkyō

non ha cessato di sforzarsi a livello diplomatico per il rimpatrio degli ostaggi. Tra il 1977 e il 1983, infatti, agenti nordcoreani rapiscono almeno 17 cittadini giapponesi direttamente in Giappone o nell'area circostante per usarli in attività di spionaggio e addestramento negli apparati nordcoreani. Accanto ai lanci balistici nel Mar del Giappone, la questione rapimenti è forse il principale ostacolo alla normalizzazione dei rapporti diplomatici tra i due Paesi.

Relativamente alla Corea del Sud, i rapporti con Seul sono storicamente complessi (memoria coloniale, comfort women, dispute territoriali su Dokdo/Takeshima) e continuano a rappresentare un reale ostacolo a un'effettiva normalizzazione dei rapporti. Indubbiamente la posizione fortemente revisionista di Takaichi può potenzialmente riaccendere le tensioni tra le due capitali; è pur vero, però che per il momento la premier non si è ancora recata al santuario di Yasukuni, fatto questo che può essere interpretato come la volontà di favorire un rapporto di collaborazione in ottica geostrategica. Del resto, il contesto regionale spinge verso la cooperazione tra i due Paesi. Le criticità non sono comunque risolte: la relazione tra le due capitali sarà funzionale sul piano strategico, ma fragile sul piano simbolico e storico.

In questo quadro che vede il Giappone, ma anche la Corea del Sud, nella necessità di trovare un equilibrio che faccia prevalere considerazioni di natura geopolitica sulla narrativa memoriale, si collocano una serie di accordi recentemente siglati che saldano il Giappone in una rete di relazioni volte a rafforzare la sua posizione dinnanzi alle possibili minacce di provenienza cinese e dalla più generale riorganizzazione dell'area.

Si può innanzitutto menzionare il Camp David Trilateral Pact con USA e Corea del Sud, iniziativa che prosegue con dialoghi annuali e focus su difesa missilistica congiunta e cooperazione regionale nella zona Indo-Pacifico. Secondariamente, a sottolineare la volontà del Paese di diversificare le proprie alleanze, deve richiamarsi l'Acquisition and Cross-Service Agreement (ACSA) con l'Italia, che istituisce un quadro per la reciproca fornitura logistica e servizi militari tra le SDF e le Forze armate italiane, facilitando l'interoperabilità e il supporto operativo.

Sono poi da aggiungere anche una serie di cooperazioni bilaterali con partner indo-pacifici quali India, Australia, Vietnam e altre nazioni regionali per rafforzare la cooperazione in materia di difesa, esercitazioni congiunte e risposta alle crescenti pressioni strategiche cinesi. Il Giappone punta dunque molto a sviluppare partnership operative, scambi di informazioni e esercitazioni congiunte con alleati e partner dell'Indo-Pacifico.

## 6. (Non)conclusione

Vista la fluidità dell'attuale situazione internazionale si rivela difficile fare pronostici di medio-lungo periodo su come si articolerà ulteriormente la politica di difesa nipponica. Tuttavia, alcune linee di sviluppo sono chiare e rappresentano la naturale evoluzione di un processo di sempre maggior attivismo e riarmo che è cominciato con la Guerra di Corea nel 1950.

Indubbiamente c'è un doppio paradosso intrinsecamente legato all'art. 9. Innanzitutto, esso è frutto della contingenza, è pensato con gli occhi del 1945 che guardano alla Guerra del Pacifico, ma al contempo aspira a un respiro prospettico, di evitare cioè una nuova guerra di aggressione da parte del Giappone; eppure, a tre anni dall'entrata in vigore della Costituzione ne emerge immediatamente l'incapacità di riflettere la nuova realtà della Guerra fredda. Nondimeno, a dispetto di questo suo sembrare quasi subito fuori asse e della genesi eterodiretta dell'intero testo costituzionale, esso è ancora in vigore nella sua forma originaria. Il secondo paradosso, che si innesta sul primo, risiede nell'interpretazione assolutamente flessibile che le branches of government e gli Stati Uniti hanno favorito, approvato e spinto sempre più avanti. L'art. 9 è ormai completamente svuotato di qualsiasi limite e restrizione al mantenimento di qualunque tipo di war potential; a ogni crisi internazionale, il pacifismo giapponese ha risposto con un approccio sempre più attivo e flessibile.

Se quindi l'art. 9 non impedisce più – o forse non l'ha mai realmente impedito – il continuo e costante rafforzamento dell'architettura di difesa nipponica, rimane un memento che evidenzia le importanti criticità nell'architettura costituzionale del Paese, aldilà della questione del riarmo, principalmente in materia di rapporti tra i poteri. La centralità dell'esecutivo, la deferenza del giudiziario e del legislativo non emergono prepotentemente solo in rapporto all'art. 9, ma sono probabilmente più evidenti in rapporto ad esso, in ragione della popolarità che la disposizione conserva presso la società civile e del suo essere l'elemento forse più distintivo del costituzionalismo nipponico.

L'interpretazione estensiva dell'art. 9 e la revisione dei Three Principles hanno profondamente trasformato il pacifismo assoluto e proibitivo in un pacifismo fondato sulla collective self-defense, regolato e strategico, compatibile con alleanze e cooperazione militare.

Rimane il fatto che la revisione dell'art. 9 è ormai fundamentalmente una questione ideologica, giacché il suo esistere, in questa forma, non ha impedito il riarmo del Paese. La concreta evoluzione della politica di difesa è ormai quasi esclusivamente legata alla trasformazione geopolitica dell'area. L'attacco statunitense all'Iran preoccupa i partners asiatici perché sta producendo uno spostamento di asset militari dall'Estremo Oriente al teatro delle operazioni più a ovest, lasciando così sempre più scoperto il Giappone. È questo senso crescente di insicurezza, risultante dal concomitante disengagement statunitense e dallo sviluppo cinese, che sta spingendo il Paese al riarmo, all'aumento dei fondi per l'intelligence (in particolare al Cabinet Intelligence and Research Office) e alla diversificazione delle alleanze.

## FONTI PRINCIPALI

- J.E. Auer, Article Nine of Japan's Constitution: From Renunciation of Armed Force “Forever” to the Third Largest Defense Budget in the World, in *Law and Contemporary Problems*, 53(2), The Constitution of Japan: The Fifth Decade: [Part 2], 1990, pp. 71-187.
- G.M. Beckmann, *The Making of the Meiji Constitution*, Greenwood Press, Westport, 1975.
- L.W. Beer e J.M. Maki, *From Imperial Myth to Democracy: Japan's Two Constitutions, 1889-2002*, University Press of Colorado, Boulder, 2002.
- E. Bertolini, Aspetti problematici dei mutamenti informali per Cina e Giappone, in *DPCE*, 4/2009, pp. 1850-1858.
- E. Bertolini, La nobiltà della sconfitta: considerazioni sulla revisione costituzionale nipponica, in *DPCE*, 4/2014, pp. 1813-1837.
- E. Bertolini, Le ambiguità del “pacifismo” nipponico, in R. Orrù, F. Bonini, A. Gatti (a cura di) *Dimensione costituzionale delle forze armate e transizioni postcoloniali in un mondo che cambia*, Editoriale Scientifica, Napoli, 2024, pp. 13-33.
- V.L. Beyer, The Hyakuri Base Case: Article 9 of the Constitution and the Public Law/Private Law Dichotomy in Japan, in *Japanese Studies*, 13(3), 1993, pp. 4-19.
- M.A. Chinen, Article 9 of the Constitution of Japan and the Use of Procedural and Substantive Heuristics for Consensus, in *Mich. J. Int'l L*, 27, 2005, pp. 55-114.
- J.W. Dower, *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, Norton & Company, New York, 1999
- H. Fukui, Twenty Years of Revisionism, in D.F. Henderson (a cura di), *The Constitution of Japan: Its First Twenty Years, 1947-1967*, University of Washington Press, Seattle, 1968.
- F. Gatti, *Il fascismo giapponese*, Cafoscarina, Venezia, 1997.
- F. Gatti, Caratteristiche strutturali del fascismo giapponese, in E. Collotti Pischel (a cura di), *Capire il Giappone*, Franco Angeli, Milano, 1999, pp. 225-234.
- D.M. Hellegers, *We, the Japanese People: World War II and the Origins of the Japanese Constitution*, Stanford University Press, Stanford, 2 vol., 2001.
- Y. Higuchi, The Constitution and the Emperor System: is Revisionism alive?, in P.R. Luney Jr., K. Takahashi (a cura di), *Japanese Constitutional Law*, University of Tōkyō Press, Tōkyō, 1993.
- K. Inoue, *MacArthur's Japanese Constitution: A Linguistic and Cultural Study of Its Making*, The University of Chicago Press, Chicago, 1991.
- H. Itō e L.W. Beer, *The Constitutional Case Law of Japan, 1970 through 1990*, The University of Washington Press, Seattle and London, 1996, pp. 83-130.
- J. Lee, Collective Self-Defense or Collective Security: Japan's Reinterpretation of Article 9 of the Constitution, in *Journal of East Asia and International Law*, 8(2), 2015, pp. 373-392.

- C.L. Kades, *The American Role in Revising Japan's Imperial Constitution*, in *Political Science Quarterly*, 104(2), 1989, pp. 215-247.
- N. Kamiya, *Guerra e pace nella Costituzione giapponese*, in *DPCE*, 4, 2006, pp. 1465-1491.
- S. Koseki, *The Birth of Japan's Postwar Constitution*, Westview Press, Boulder, 1997.
- M. Maruyama, *Thought and Behaviour in Modern Japanese Politics*, Oxford Un. Press, Oxford, 1963.
- S. Matsui, *The Constitution of Japan: A Contextual Analysis*, Hart, Oxford and Portland, 2011.
- S. Matsui, *Why is the Japanese Supreme Court so Conservative*, in *Wash. U. L. Rev.*, 88(6), 2011, pp. 1375-1423.
- T.H. McNelly, *The Renunciation of War in the Japanese Constitution*, in *Political Science Quarterly*, 77(3), 1962, pp. 350-378.
- R.H. Minear, *Victor's Justice: The Tōkyō War Crimes Trial*, Princeton Un. Press, Princeton, 1971.
- C. Monnier, *Les Américains et sa Majesté l'Empereur*, Editions de la Bacconnière, Neuchâtel, 1967.
- R.A. Moore, *Reflections on the Occupation of Japan*, in *The Journal of Asian Studies*, 38(4), 1979, pp. 721-734.
- W. Röhl, *Die japanische Verfassung*, Alfred Metzner Verlag, Frankfurt, 1963.
- T. Sasaki, *Whose Peace? Anti-Military Litigation and the Right to Live in Peace in Postwar Japan*, in *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus*, 10(29), 2012, pp. 1-17.
- E. Seizelet, *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1990.
- W.R. Slomanson, *Judicial Review of War Renunciation in the Naganuma Nike Case: Juggling the Constitutional Crisis in Japan*, in *Cornell International Law Journal*, 9(1), 1975, pp. 24-49.
- E.J.L. Southgate, *From Japan to Afghanistan: The U.S.-Japan Joint Security Relationship, the War on Terror, and the Ignominious End of the Pacifist State?*, in *University of Pennsylvania Law Review*, 151(4), 2003, pp. 1599-1638.
- K. Takayanagi, *Some Reminiscences of Japan's Commission on the Constitution*, in D.F. Henderson (a cura di), *The Constitution of Japan: Its First Twenty Years, 1947-1967*, University of Washington Press, Seattle, 1968, pp. 71-88.
- H. Tanaka, *A History of the Constitution of Japan of 1946*, in Id. (a cura di), *The Japanese Legal System*, University of Tōkyō Press, Tōkyō, 1976, pp. 653-668.
- H. Tokuchi, *Implications of Revision of Article 9 of the Constitution of Japan on the Defense Policy of Japan*, in *Columbia Journal of Asian Law*, 33, 2019, pp. 83-93.
- H. Wada, *Decisions under Article 9 of the Constitution - the Sunakawa, Eniwa and Naganuma Decisions*, in *Law in Japan*, 9, 1976, pp. 117-128.
- R.E. Ward, *The origins of the Present Japanese Constitution*, in *The American Political Science Review*, 50(4), 1956, pp. 980-1010.
- C. Whitney, *Memorandum Regarding Constitutional Reform, February 1, 1946*, in *SCAP Files of Commander Alfred R. Hussey, Doc. n. 3*, National Diet Library, 1946.

# Osservatorio costituzionale

De-escalation: dalla guerra alla pace, dalla dittatura alla democrazia, dalla disinformazione alla critica ricerca della verità

Elisa Maria Latella  
PhD - UNINT

*“De-escalation: from war to peace, from dictatorship to democracy, from disinformation to the critical pursuit of truth”*

*Abstract*

*Escalation and de-escalation: peace, democracy, and freedom of information are in danger around the world. Once conflicts have begun, it is much harder to go back. Once a democracy has silently transformed into a dictatorship, the path to regaining freedom will be hard. Once freedom of information has given way to propaganda, critical consciousness will struggle to be heard. 2025. All of this is happening at the borders of Europe.*



## Premessa

A nessuna dittatura conviene proclamarsi tale, nel 2025. Anzi a tutte conviene dichiarare una facciata di democrazia, una formale divisione di poteri, un'apparente libertà di stampa.

E puntare su un gioco di specchi, basato su disinformazione e accordi con poteri economici e criminali, affinché il potere autoritario sia di fatto esercitato, anche se non dichiarato.

Il 3 maggio scorso sono stati pubblicati i dati 2025 del World Press Freedom Index[1], la graduatoria sulla libertà di informazione nel mondo, elaborata annualmente da RSF mettendo a confronto i dati di 180 nazioni. I livelli di democrazia scendono ovunque, soprattutto per debolezze economiche.

Nel corso di questo articolo si propone una comparazione tra la situazione in Medio Oriente e quella nell'Est Europa, entrambe caratterizzate dalla presenza di due conflitti negli ultimi anni, per valutare come i meccanismi di escalation ( che trasformano una situazione di pace in una di guerra, una democrazia in una dittatura, un contesto in cui l'informazione è libera in uno in cui è condizionata dalla propaganda) si innescano molto più facilmente di quelli di de-escalation (è molto più difficile il ritorno ad una situazione di pace da un conflitto, il ritorno alla democrazia dopo la dittatura, il ritorno alla libertà di informazione dopo la censura).

L'Area Mena e l'Europa dell'Est nel 2025 hanno alcuni denominatori in comune. In primo luogo, entrambe le aree stanno vivendo da anni guerre ibride, scatenate in un caso da un regime totalitario, la Russia, nei confronti di una democrazia- per quanto imperfetta- l'Ucraina, e nell'altro da un movimento terroristico, Hamas, di nuovo nei confronti di una democrazia - per quanto imperfetta- Israele.

In secondo luogo, entrambe le aree sono caratterizzate da una vicinanza geografica all'Unione europea.

Infine, in entrambe le situazioni ha giocato e sta giocando un ruolo rilevante la disinformazione.

La comparazione fa emergere alcuni denominatori comuni: dove diminuisce la democrazia aumenta la

---

[1] Il World Press Freedom Index è una graduatoria relativa al livello di libertà per i giornalisti, in cui sono presenti le posizioni raggiunte da 180 nazioni. Viene pubblicata ogni anno il 3 maggio, Giornata mondiale della libertà di stampa da RSF, Reporters sans Frontières, un'organizzazione non governativa e no profit che promuove e difende la libertà di informazione e di stampa ed ha lo status di consulente delle Nazioni Unite. Si considerano il pluralismo, l'indipendenza dei media, la normativa vigente e il livello di sicurezza dei giornalisti. Alle valutazioni di esperti si affianca un questionario ideato da RSF, tradotto in 20 lingue. Il questionario è rivolto ai professionisti dei media, agli avvocati e ai sociologi a cui viene chiesto di completarlo. Viene inoltre effettuato un conteggio degli abusi e delle violenze contro giornalisti e media, grazie anche a una rete di corrispondenti in 130 paesi. Cfr. il link <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index>.

disinformazione, e conseguentemente il rischio di guerra; dove diminuisce la democrazia si riduce il benessere, e quindi la libertà. Una persona che ha fame non sarà in grado di esercitare liberamente il suo diritto di voto. Si instaura così un circolo vizioso in cui causa ed effetto si scambiano i ruoli: la mancanza di informazione critica, che abbassa i livelli di democrazia, facilita la strada alla disinformazione, la quale a sua volta abbassa ulteriormente la consapevolezza critica dei cittadini, che tenderanno a trasformarsi in sudditi; le scelte di un governo dittatoriale cercano silenziosamente di togliere il benessere alle masse, di fare in modo che tutto ciò che è un diritto sia percepito come una concessione discrezionale, il più delle volte negabile e negata, in modo tale che il consenso sia una sorta di scelta obbligata, dato che le alternative per chi si ribella sono l'esilio o la prigione.

Abbassare il livello di democrazia vuol dire rendere un popolo più povero, meno istruito, meno informato, più ricattabile, togliendo a poco a poco tutte le alternative, da intendersi non solo come le possibilità di compiere scelte diverse, ma anche come le possibilità di concepire, come possibili, scelte diverse. Come si elimina la possibilità di conoscere le alternative? In tanti modi, ma quello più semplice nel 2025 è bloccare internet, bloccare la connessione globale. È quello che fanno le dittature: trasformano a poco a poco le loro nazioni in istituzioni totali, in cui interi popoli vivono come se fossero in prigione, cioè senza contatti con l'esterno, senza sapere cosa succede fuori. Perché oggi basta potersi connettere alla rete per avere una conoscenza, per quanto sommaria, di ciò che accade nel mondo.

E quindi nel 2025 il primo indicatore da cui emerge che uno Stato è una dittatura è il blocco di internet.

### **1. Tra tecnica e diritto. Misurare la democrazia: la comparazione, il controllo di costituzionalità**

“Misurare” la democrazia tecnicamente è difficile. Così come è quasi impossibile misurare la libertà. Tuttavia, alcuni indicatori sono utili, forse indispensabili, proprio perché mentre è estremamente facile che un regime democratico scivoli in una dittatura mascherata, è molto più difficile che un regime autoritario evolva in senso democratico. Il parallelo vale anche per una situazione di pace o di conflitto armato: mentre è molto facile scivolare per errori diplomatici, disinformazione, provocazioni, da una situazione pacifica ad un conflitto[2], è molto più difficile realizzare il meccanismo di de-escalation, vale a dire il ritorno ad una situazione di pace una volta che una guerra – classica o ibrida- è scoppiata. Trasformare un conflitto è difficilissimo. La Storia insegna che nella maggior parte dei casi le dittature sono state violentemente rovesciate, spesso con l'uccisione dei dittatori. È stato così per Benito Mussolini, impiccato una volta verificatasi la fine del fascismo, al termine della Seconda guerra mondiale; per Nicolae Ceausescu, dittatore rumeno destinatario di una condanna a morte emessa da un "tribunale volante" militare, dopo soli 55 minuti di camera di consiglio, nel 1989. Stessa sorte per Saddam Houssein, dittatore iracheno che il 5 novembre 2006 fu condannato a morte per impiccagione, nonostante avesse chiesto di essere fucilato. Adolf Hitler si suicidò da solo, mentre i sovietici

[2] E. Profumi, a cura di, Una pace senza armi. Dall'Ucraina alla Guerra senza fine. Round Robin, Roma, 2023, p.23.

avanzavano a Berlino. Più mite il passaggio dalla dittatura alla democrazia in alcuni casi in cui la morte o l'infermità dei dittatori è sopravvenuta naturalmente, come avvenuto rispettivamente per Francisco Franco, dittatore spagnolo, morto nel 1975 e per Antonio de Oliveira Salazar, dittatore portoghese morto nel 1970, ma che nel 1968 era stato sostituito- per infermità- da Marcello Caetano (nel 1974 la rivoluzione dei Garofani ottiene la resa - praticamente incondizionata- di Caetano a cui seguirà la sua condanna all'esilio; una valutazione su cui ha inciso probabilmente il fatto che la dittatura Estado Novo era collegata nell'immaginario collettivo alla figura di Antonio de Oliveira Salazar, e non a quella di Caetano, subentrato negli ultimi anni). Il Novecento, insomma, ha insegnato che i dittatori, prima o poi, vengono uccisi. Gli attuali dittatori (e ce ne sono tanti nel mondo nel 2025) non amano quindi proclamarsi tali. È rischioso. Mantenere una facciata di democrazia meramente formale limita questo rischio. Nel 2025, tra abolire formalmente i poteri del Parlamento ed avere nello stesso di fatto una maggioranza governativa stabile e indiscutibile, per chi vuole un potere autoritario conviene scegliere la seconda opzione.

Analogamente, tra abolire la Corte costituzionale e paralizzarne il funzionamento per la mancata nomina dei giudici, la seconda è la scelta meno rischiosa per chi di fatto non vuole il sindacato di costituzionalità su leggi approvate a colpi di maggioranza.

Nel 2025 in Italia- democrazia da circa 80 anni- ci sono state delle difficoltà per eleggere i giudici della Corte costituzionale che dovevano sostituire quelli che avevano finito il loro mandato[3]. In Tunisia la Corte costituzionale è stata prevista sia nella Costituzione del 2014 che in quella del 2022, ma non è mai stata resa operativa[4].

---

[3] Il rischio di paralisi dell'attività della Corte costituzionale in un Paese democratico è molto grave e anche l'Italia si è recente trovata di fronte ad una situazione complessa, dovuta alla difficoltà di eleggere i giudici che avrebbero dovuto sostituire quelli il cui mandato era scaduto. Nel nostro Paese il problema, trascinosi per mesi, è stato risolto a febbraio 2025: dopo 14 tentativi, i parlamentari di Camera e Senato si sono accordati per sostituire i quattro membri della corte che avevano terminato il loro mandato nei mesi precedenti. Cfr. Redazione di Pagella Politica, Finalmente il Parlamento è riuscito a eleggere i nuovi giudici della Corte costituzionale, 13 febbraio 2025 consultabile al link <https://pagellapolitica.it/articoli/parlamento-elegge-giudici-corte-costituzionale>. Il funzionamento della Corte costituzionale, organo previsto nella Costituzione del 1948, è stato disciplinato tramite la legge n°87 dell'11 maggio 1953 e la Corte è di fatto operativa dal 1956. Vale a dire, da un lato sono stati necessari otto anni per rendere operativo il Giudice delle Leggi nel nostro Paese; dall'altro lato, anche a distanza di circa 70 anni dall'inizio della sua piena operatività si è verificato un rischio di paralisi, a riprova del fatto che anche le democrazie più consolidate possono avere delle fragilità.

[4] In Tunisia la situazione è molto più complessa: si è verificata un'involuzione autoritaria anche perché l'organo di controllo costituzionale, previsto in Costituzione, non è stato mai di fatto istituito e reso operativo. Il 22 settembre 2022 la Corte africana dei diritti dell'uomo e dei popoli aveva condannato la deriva autoritaria della Tunisia, in merito alla mancata istituzione della Corte costituzionale, prevista dall'art. 118 della Costituzione del 2014 come organo indipendente; si era verificata quindi una violazione dell'art. 7(1)(a) della Carta africana, che garantisce l'accesso alla giustizia e dell'art. 26 relativo al principio di indipendenza della funzione giurisdizionale. Cfr. T. Abbiate, C'è un giudice ad Arusha: il tentativo della Corte africana di ristabilire la democrazia costituzionale tunisina, Diritti comparati, 12 ottobre 2022, consultabile su <https://www.diritticomparati.it/ce-un-giudice-ad>

Infine, proclamare formalmente la libertà di stampa, ma condizionarla a livello economico, sottraendo fondi al settore del giornalismo o riservandoli alle testate asservite al potere, o instaurando processi farsa contro giornalisti scomodi, è il modo più facile per trasformare silenziosamente l'informazione in propaganda al servizio del regime, senza che – quasi- nessuno se ne accorga.

Per questo il termine *democrature*, neologismo del 2015, si è diffuso molto velocemente nei dieci anni successivi[5].

Quindi, anche se non si può pensare di misurare, in senso tecnicamente geometrico, la democrazia, ci sono elementi che servono a comprendere la direzione, il senso che stanno prendendo alcune evoluzioni/involuzioni istituzionali.

La comparazione in sé è metodo, e in quanto tale è “tecnica” nel diritto, intesa nel senso di capacità di trasformazione e auto-potenziamento infinito, e al tempo stesso la tecnica può intendersi come procedura e quindi controllo di costituzionalità delle norme di un ordinamento[6].

---

arusha-il-tentativo-della-corte-africana-di-ristabilire-la-democrazia-costituzionale-tunisina/ La Costituzione varata nel 2022 sotto il regime di Saïed comprometteva l'indipendenza dei giudici della Corte costituzionale, ma comunque, allo stato, nel 2026, l'organo non risulta ancora costituito. La Corte costituzionale dovrebbe essere composta esclusivamente da giudici appartenenti alle magistrature supreme, ma le procedure di nomina non sono chiaramente definite e pertanto l'organo allo stato ancora non esiste, per la mancanza di accordo tra i partiti politici. L'Assemblea tunisina dei rappresentanti del popolo (Arp), la camera bassa del Parlamento tunisino, ha inoltre annunciato ad aprile 2025 il ritiro dell'iniziativa legislativa relativa all'istituzione della Corte costituzionale. Difficile non notare che il ritiro dell'iniziativa è contemporaneo al processo sul caso “complotto contro la sicurezza dello Stato”, che ha visto condannati in primo grado con pene da 13 ai 66 anni di reclusione circa 40 imputati, tra cui esponenti dell'opposizione, per “cospirazione” e “associazione a delinquere di stampo terroristico”. Tra di loro, Bochra Belhaj Hamida, avvocatessa e attivista femminista attualmente in Francia. Il ministero degli Esteri francese ha espresso “preoccupazione” in merito a tali condanne; da evidenziare anche il divieto imposto ai rappresentanti diplomatici e ai giornalisti di assistere all'udienza durante la quale sono state pronunciate.

Cfr. Agenzia Nova, Tunisia: ritirata la proposta legislativa per l'istituzione della Corte costituzionale. 24 aprile 2025, consultabile su <https://www.agenzianova.com/news/tunisia-ritirata-la-proposta-legislativa-per-istituzione-della-corte-costituzionale/>

[5] Si tratta di regimi formalmente costituzionali ma di fatto quanto meno oligarchici. Il termine è stato ideato da Eduardo Galeano per descrivere la convivenza di elementi democratici e autoritari all'interno di un modello alternativamente definibile come “democrazia ristretta” o “dittatura costituzionale”. Cfr. M. Burato, in *Visioni LatinoAmericane*, n. 3, luglio 2010, p. 123. La *democratura* è un regime politico improntato alle regole formali della democrazia, ma ispirato di fatto a un autoritarismo sostanziale. Cfr. Voce Enciclopedia Treccani, consultabile su [https://www.treccani.it/vocabolario/democratura\\_res-3a7baa29-8997-11e8-a7cb-00271042e8d9\\_%28Neologismi%29/](https://www.treccani.it/vocabolario/democratura_res-3a7baa29-8997-11e8-a7cb-00271042e8d9_%28Neologismi%29/)

[6] C. Sbailò, *Europe's Call to Arms, Philosophical Roots and Public Law Profiles of the Confrontation with the Monster of the 21st: Westernization without Democratization*, Nomos, Baden Baden, 2023, p.54-61 e p.103-122.

## 2. La tecnica: al servizio dell'informazione o della disinformazione?

Nel libro *Tecnopanico*, Alberto Acerbi[7], offre un punto di vista diverso sui media digitali. Il saggio, pubblicato nel 2025, affronta il tema della disinformazione on line partendo dal ragionamento del denominatore. Le fake news che circolano on line sono il numeratore. Il denominatore è l'informazione complessiva. Ed il numero delle notizie, di tutte le notizie (e quindi anche delle notizie vere) che gira sui media digitali sarebbe molto più alto di quello delle notizie false.

Quindi - in termini strettamente matematici- il mondo digitale darebbe una positività maggiore della negatività che suo malgrado diffonde.

Si legge nel testo: “[...] per stimare quanta disinformazione troviamo, per esempio, su una piattaforma di social media, dobbiamo confrontare la quantità di disinformazione con la quantità di informazione totale di quella piattaforma”[8].

In realtà oggi si tende a sottovalutare molto l'insieme dei vantaggi dovuti alla diffusione dei dispositivi digitali: Acerbi ricorda che per gli adolescenti appartenenti a contesti marginali la connessione a internet è la salvezza, rende possibile l'accesso all'istruzione; che in Paesi in via di sviluppo i social media aiutano a far fronte ad un sistema sanitario scadente, a far arrivare ambulanze o bombole di ossigeno per salvare vite; in alcuni Stati Whatsapp viene usato per condividere informazioni volte a impedire matrimoni di spose bambine.

Tornando un po' indietro nel tempo, al 2010, non si può non ricordare il blog trilingue *A tunisian girl*, con cui Lina Ben Mhenni sfidò il regime di Ben Ali in Tunisia.

Le cronache delle lotte per la democrazia, delle Primavere arabe nella riva Sud del Mediterraneo, viaggiavano sui social media perché la stampa e le televisioni erano bloccate da censura e autocensura. E se da un lato è vero che le dittature tentano di sfruttare la rete per la diffusione di disinformazione, che prepara la guerra, i regimi autoritari sono perfettamente a conoscenza del fatto che la connessione globale è essenzialmente uno strumento a favore della democrazia. Precisa Alberto Acerbi: “[...] i regimi autoritari continuano ad aver paura di internet. In sette anni, dal 2015 al 2022, sono state registrate 935 interruzioni forzate di internet in 60 Paesi”[9]. Le democrazie non interrompono la connessione. Si difendono dalla disinformazione con la deontologia professionale, con le smentite, al massimo si arriva in tribunale con le querele. Se si va oltre, la democrazia si indebolisce, diventa più evanescente, si trasforma in qualcosa che democrazia non è.

---

[7] A. Acerbi, *Tecnopanico*, Il Mulino, Bologna, 2025, p.51-70, e p.145-165.

[8] *Ibidem*, p.53.

[9] *Ibidem*, p.165.

### 3. La libertà di informazione nell'Europa dell'Est, mentre è in corso il conflitto tra Russia e Ucraina

La democrazia è relativamente giovane anche nei Paesi dell'Europa dell'Est. Considerando che la dissoluzione del blocco sovietico avvenne nel 1991, parallelamente al crollo del Muro di Berlino del 1989, gli Stati che prima erano satelliti dell'Urss hanno avuto una completa sovranità, e quindi una capacità di autodeterminazione, solo dagli anni Novanta in poi, sostanzialmente da poco più di una generazione. Fino a venticinque anni fa, nelle Università italiane le neonate costituzioni dei Paesi dell'Est erano al centro del dibattito di diritto pubblico e costituzionale comparato, come sperimentazioni democratiche di Paesi che si lasciavano alle spalle un secolo di dominio culturale, economico e politico sovietico. Le Primavere arabe sarebbero arrivate solo vent'anni dopo, e c'era chi aveva definito alla fine degli anni Novanta del secolo scorso la democrazia come un "metaromanzo" del Novecento[10]. Nonostante i passi avanti fatti nell'Europa dell'Est siano notevoli, secondo il World Press Freedom Index 2025[11] i media indipendenti in Europa e Asia centrale stanno affrontando una crisi senza precedenti acuita dall'interruzione degli aiuti americani e dalla crescente influenza della propaganda russa. I tagli del budget sotto l'amministrazione Trump – tra cui la sospensione dei fondi per Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) e l'Agenzia Usa per lo sviluppo internazionale (USAID) hanno indebolito molto un settore che era già fragile, in particolare in nazioni strette tra regimi autoritari, corruzione e guerra.

A livello di scenario geopolitico, l'Ucraina (la democrazia attaccata, in cui l'informazione è cruciale) si classifica 62° su 180 nazioni perché circa il 90 per cento delle redazioni sta sopravvivendo grazie a sussidi statunitensi. Il taglio di questi aiuti ha minacciato seriamente la cronaca dei crimini di guerra russi e della corruzione, a fronte dei potenti mezzi di propaganda di cui dispone il Cremlino. Soffrono a livello economico anche le redazioni in esilio. Licenziamenti di massa indeboliscono inoltre l'accesso a informazioni indipendenti in Russia (una delle peggiori dittature al mondo, al 171° posto, che ha puntato su Ru-net, per limitare l'accesso al globale Internet)[12] e in Bielorussia[13] (al 166° posto, Stato governato ininterrottamente dal 1994 da Lukashenko, che è stato definito l'ultimo dittatore d'Europa e che ha completamente asservito il Paese al Cremlino).

[10] D. Held, *Modelli di democrazia*, il Mulino, Bologna, 1997, p.412.

[11] Cfr. nota 1 e cfr. link <https://rsf.org/en/classement/2025/europe-central-asia>

[12] Dal 2019, la Russia ha sviluppato Runet, una rete "sovrana" per ridurre il contatto con Internet globale e rafforzare il controllo interno. Dall'invasione dell'Ucraina nel febbraio 2022, quasi tutti i media indipendenti sono stati bloccati o dichiarati "agenti stranieri" o "organizzazioni indesiderabili". Tutti gli altri sono soggetti a censura militare e le tv private non possono trasmettere, con l'eccezione dei canali di intrattenimento. Non c'è accesso a molti media occidentali come Euronews, France 24 e la BBC (un blocco totalmente arbitrario che non è stato disposto né a livello legislativo né giudiziario). L'autorità per la regolamentazione dei media, Roskomnadzor, ha censurato la maggior parte dei siti di informazione indipendenti, e i più popolari, come Meduza e TV Rain, sono stati dichiarati "organizzazioni indesiderabili". I media attivi sono di proprietà dello stato o di alleati del Cremlino e i giornalisti non devono fare altro che eseguire gli ordini emanati dall'ufficio del presidente riguardo agli argomenti da evitare e autocensurarsi. Lo stesso vale per le radio. Il Parlamento non è nulla di più di una camera che registra le decisioni prese dal Cremlino. I giornalisti non sono al sicuro neanche in esilio. Molte leggi relative alla libertà di espressione - comprese le leggi sulla diffamazione e le leggi sulle

La crisi economica dei media è evidente anche all'interno dell'Unione Europea (UE) e nei Balcani, dove l'implementazione della European Media Freedom Act (EMFA) – che potrebbe avvantaggiare l'economia dell'informazione – non è stata ancora attuata.

Un test decisivo su come i vari Paesi supportano il loro panorama mediatico è il finanziamento della radiodiffusione pubblica: la Repubblica Ceca[14] (che arriva addirittura ad un ottimo 10° posto su 180 nazioni, recuperando 17 posizioni) ha scelto di rafforzare la sostenibilità del suo budget per i media pubblici; va meno bene in Slovenia[15] (33°) e Slovacchia[16] (38°), anche se trattandosi di Paesi non ricchi, i traguardi

---

“fake news” - sono state incorporate nel Codice penale all'inizio della pandemia di Covid-19. La “disinformazione” (che in realtà è spesso la semplice cronaca) sulle forze armate russe e su qualsiasi altro ente statale russo che operi all'estero è ora punibile con fino a 15 anni di prigione. Frequenti oltre alle pene severe, le torture. La censura ha costretto molte testate a chiudere e ha impoverito i pochi giornalisti indipendenti rimasti, costringendoli a cambiare lavoro o a trasferirsi all'estero. Sui giornalisti in esilio la pressione viene mantenuta con “visite” ai familiari o condanne in contumacia; la pubblicità privata teme di sostenere i media indipendenti in un contesto del genere. Cfr. nota 1, riferimento specifico alla Russia consultabile su <https://rsf.org/en/country/russia>

[13] Con la sesta rielezione a Capo dello Stato di Lukashenko nel 2020 i media hanno passato i momenti peggiori. Mentre venivano contestati i risultati elettorali (un blogger :\_-dell'opposizione che voleva candidarsi alla presidenza è stato arrestato, un altro candidato anche, un terzo è fuggito per non essere perseguitato), internet è stato bloccato. Il notiziario web più popolare Tut.by ha subito il ritiro del suo status di mezzo di informazione ed è stato oscurato e radiato. La sua direttrice, Maryna Zolatava, è in carcere. La Bielorussia è uno dei maggiori centri di detenzione di giornalisti al mondo: molte sono le giornaliste donne detenute. In Bielorussia le donne non possono neanche guidare. L'emittente di Stato BTRC non fa informazione, ma solo propaganda. Il sistema giudiziario, completamente sottomesso all'esecutivo, ha iniziato a equiparare il giornalismo indipendente all'"estremismo", punibile con una pena detentiva fino a sette anni. La stragrande maggioranza dei media indipendenti bielorusi ora opera al di fuori del paese o è stata costretta a cessare le pubblicazioni. Sono ora finanziati principalmente da sussidi esterni. Prima del 2020, beneficiavano anche di introiti pubblicitari. Tra i 500 e i 600 giornalisti sono stati costretti all'esilio e quelli rimasti scrivono in clandestinità e sono spesso maltrattati in carcere. Cfr. note 1, riferimento specifico alla Bielorussia consultabile al link <https://rsf.org/en/country/belarus> e nota 2, op.cit., p.152.

[14] Nella Repubblica ceca si riscontra una significativa concentrazione di grandi gruppi mediatici (Czech Nové Cészár, MAFRA ed Economia, ecc.) di proprietà di importanti attori economici, ma c'è stata l'ascesa di nuovi media indipendenti e sono presenti media pubblici autorevoli (Česká Televize e Český Rozhlas), non esenti, tuttavia, da pressioni politiche, essenzialmente verbali. Nel 2023, il gruppo MAFRA è stato venduto dall'ex Primo Ministro Andrej Babiš, che fino ad allora incarnava il conflitto di interessi tra il mondo politico e quello dei media. Il libero accesso all'informazione è garantito dalla legge. Nel 2023, la fine del mandato dell'ex Presidente Miloš Zeman ha segnato anche la fine di una forma di ostruzionismo. L'attuale coalizione di governo guidata dal Primo Ministro Petr Fiala ha approvato un disegno di legge per rafforzare l'indipendenza dei media pubblici riformandone la governance e il finanziamento. I media privati sono sempre più finanziati dalla monetizzazione dei contenuti; piccoli media indipendenti ricorrono al finanziamento di organizzazioni no-profit e fondazioni private. Cfr. nota 1, riferimento specifico alla Repubblica ceca consultabile al link <https://rsf.org/en/country-czechia>.

[15] Nonostante le piccole dimensioni, il mercato dell'informazione è variegato in Slovenia. Oltre all'emittente pubblica RTV Slovenija ci sono stazioni private, giornali on line, mezzi di informazione no profit ed edizioni internazionali di media sloveni; pochi sono quelli direttamente controllati dai partiti. Il quadro legislativo protegge abbastanza i giornalisti anche se la diffamazione non è stata ancora depenalizzata. Pubblicità privata e monetizzazione dei contenuti sono i principali ricavi delle imprese editoriali, mentre la pubblicità pubblica è distribuita in modo piuttosto opaco. Cfr. nota 1, riferimento specifico alla Slovenia consultabile al link <https://rsf.org/en/country/slovenia>

raggiunti sono notevoli; e molto peggio in Bosnia[17] (86°), Serbia (96°) e Kosovo (99°) – il paese con il punteggio peggiore dell'indice nell'area UE-Balceni – Stati nei quali i media di servizio pubblico stanno subendo tagli al budget e controllo politico, tramite una sorta di impunità per i crimini contro la stampa. Va meglio, ma non molto, in Croazia (60° posto) e in Bulgaria (70°). Non è un caso che gli Stati da ultimo citati, con l'eccezione della Bulgaria e della Slovacchia, abbiano vissuto negli anni Novanta la guerra dei Balcani ed abbiano ancora oggi, a distanza di decenni, un livello di libertà di informazione piuttosto basso.

Una riflessione è doverosa: la guerra appare sempre indissolubilmente legata alle dittature, nel senso che almeno una delle parti in conflitto è un regime autoritario. Due democrazie non si fanno la guerra tra loro; al massimo optano per una guerra commerciale, come forse il recente caso dei dazi trumpiani ha dimostrato, ma non arrivano allo scontro fisico: tale assunto, elaborato dalla Kant, è confermato dalla prassi storica, come spiegato da *Ciro Sbailò in Europe's Call to Arms*. [18]

Ma andiamo con ordine. Le guerre jugoslave sono state dei conflitti armati – guerre civili a scopi secessionistiche che hanno coinvolto territori appartenenti alla Repubblica Socialista Federale di Jugoslavia, circa dieci anni dopo la morte di Tito, tra il 1991 e il 2001, determinandone la dissoluzione. Le radici di questi conflitti sono antiche: il comunismo di Tito al termine della II guerra mondiale era arrivato fino alle porte dell'Italia, in Friuli, causando il dramma degli esuli giuliano-dalmati, indicati nell'art. 51 della nostra stessa Costituzione del 1948 come “italiani non appartenenti alla Repubblica” per salvaguardarne il più possibile i diritti in un contesto post- bellico difficilissimo da gestire. Territori ed etnie diverse erano stati messi insieme in quello stato di nuova costituzione, socialista e federale, denominato Jugoslavia.

---

[16] A causa dell'ostilità del primo ministro Robert Fico eletto nel 2023 la Slovacchia ha perso nove posizioni nella graduatoria del WPI rispetto all'anno precedente. Le pressioni politiche incidono, anche se il quadro normativo è abbastanza garantista, salvo che per la pena detentiva ancora prevista per la diffamazione. La Tv pubblica è purtroppo sensibile alle pressioni politiche, un ristretto gruppo di oligarchi controlla i principali mezzi di informazione, anche se media privati più piccoli stanno crescendo grazie agli abbonamenti digitali. Cfr. nota 1, riferimento specifico alla Slovacchia consultabile al link <https://rsf.org/en/country/slovakia>

[17] La Bosnia ha un passato segnato dalla guerra, la società è divisa tra chi promuove la riconciliazione e chi favorisce le divisioni. Le questioni di identità etnica e religiosa prevalgono spesso sulle questioni relative alle libertà individuali, inclusa la libertà di stampa. Nei media la situazione è più difficile per le donne. Sono presenti moltissimi media, che però paradossalmente non riescono a garantire un reale pluralismo. Il contesto mediatico è migliore a Sarajevo, la capitale, e nella Federazione di Bosnia ed Erzegovina rispetto alla Repubblica Serba di Bosnia, dove le autorità hanno il controllo politico dell'emittente pubblica RTRS e hanno spinto il canale pubblico nazionale BHRT quasi al collasso finanziario. RT Balkan, la filiale regionale dell'emittente di propaganda russa RT (ex Russia Today), sta espandendo la sua influenza in Bosnia. <https://rsf.org/en/country/bosnia-herzegovina>

[18] Cf. nota 6, op.cit., p.109 e ss. Peraltro, in una guerra commerciale, il prezzo può consistere nella perdita di posti di lavoro, in fallimenti imprenditoriali, ma non – almeno non direttamente- in vite umane. Inoltre, la terminologia usata dai mass media, mentre si scrive questo testo, per descrivere la questione dazi rimanda ai termini bellici: basti pensare alla frequenza dell'uso del termine “negoziati”, estremamente ricorrente nelle cronache sul tema.

Una scommessa della Storia che nascondeva delle fragilità, come aveva dimostrato nel 1971 la Primavera croata[19], repressa con la forza. Tito morirà nel 1980 e dopo alcuni anni di relativa tranquillità, le tensioni verranno alla luce con un conflitto multiplo e feroce, durato dieci anni, dal 1991 al 2001.

In Moldavia[20] (che pure risulta al 35° posto), i giornalisti investigativi sono screditati dai politici sui social media. All'interno dell'UE, si rileva una rischiosa vicinanza tra i media e i detentori del potere in Ungheria[21]

---

[19] La Primavera croata fu un movimento emerso alla fine degli anni '60, che si oppose all'unitarismo politico chiedendo riforme economiche, culturali e politiche. Scienze politiche e sociologia vennero introdotte nelle università, per volontà di studiosi che si erano formati nei Paesi occidentali e volevano che gli atenei di provenienza diventassero centri di pensiero anche critico, di opposizione al regime, in particolare a Lubiana, Zagabria e Belgrado. I movimenti di protesta furono repressi con arresti; meritevole di nota è la pubblicazione di un libro di testo di ortografia e grammatica chiamato Hrvatski pravopis (ortografia croata), al posto dello Srpskohrvatski (serbo-croato). Tutte le copie furono distrutte, tranne una, giunta a Londra, dove fu ristampata; la quarta edizione del testo oggi costituisce lo standard della lingua croata.

[20] Eppure, considerando che la Moldavia è una democrazia recente in condizioni economiche non certo floride, la posizione, di gran lunga superiore a quella dell'Italia, appare un risultato positivo. Le concentrazioni di potere sono state limitate in tempi recenti. I mezzi di informazione della Moldavia si dividono in pro- Russia e pro Occidente, ma il controllo di oligarchi e leader politici sulle posizioni editoriali è di recente diminuito. Ilan Shor, oligarca a favore del Cremlino che aveva lasciato la Russia per sfuggire alle accuse di corruzione, aveva un impero di mezzi di informazione tramite aziende a lui collegate; ma questa realtà è stata indebolita dalla sospensione delle licenze per sei canali, tra cui TV6 e Orizont TV, a dicembre 2022 e novembre 2023. Le licenze di altri quattro canali collegati a Vladimir Plahotniuc, altro oligarca, sono state sospese a novembre 2023. I contenuti di questi media sono stati spostati sui loro siti web e social media. Dopo dicembre 2023, con la revoca dello stato di emergenza per l'invasione su larga scala da parte della Russia della vicina Ucraina, le autorità hanno adottato un nuovo sistema che ha permesso la sospensione di molti canali televisivi senza una sufficiente trasparenza nei processi decisionali. Misure prese dal Consiglio per l'Audiovisivo hanno stretto il controllo sulla disinformazione e i discorsi d'odio e indebolito i media che diffondevano i contenuti di propaganda prodotti in Russia. La libertà di stampa è garantita a livello normativo e incoraggiata da un codice etico giornalistico, anche se ci sono frequenti casi di diffamazione. I media indipendenti hanno dovuto fare i conti con difficoltà economiche e sono stati indeboliti dal collasso del mercato della pubblicità dovuto alla guerra in Ucraina. Le difficoltà finanziarie determinano altre difficoltà nel reclutare personale qualificato e quindi si deve cercare un supporto finanziario da donatori stranieri. Non è tutto. Alcuni argomenti, come la guerra condotta dalla Russia contro l'Ucraina, spingono i giornalisti all'autocensura. I giornalisti in Moldavia possono essere vittime di insulti e intimidazioni da parte dei politici, e di cyberbullismo (praticato dai sostenitori di alcuni partiti contro i reporter considerati ostili alle loro idee). Infine, l'accesso dei giornalisti alla Transnistria, una provincia separatista dell'est sostenuta dalla Russia, è permesso solo con un accredito speciale e ciò costituisce comunque un limite alla libertà di informazione. Cfr. nota 1, riferimento specifico alla Moldavia al link <https://rsf.org/en/country/moldova>

[21] L'Ungheria è l'unico, tra gli Stati Ue, ad aver monitorato arbitrariamente i giornalisti utilizzando il software Pegasus. Il primo ministro ungherese Viktor Orban dal 2010 cerca di diminuire pluralismo e indipendenza dei media; di trasformare l'informazione in propaganda e di far chiudere o ridurre al silenzio molti media privati. Una sorta di predatore della libertà di stampa, che ha costruito un impero di media assoggettato agli ordini di partito. I media indipendenti, pur mantenendo quote di mercato, sono soggetti a pressioni politiche, economiche e regolamentari. Alta è la concentrazione di media all'interno della Fondazione KESMA, asservita al governo. Tra i media indipendenti di rilievo invece vanno menzionati RTL Klub television network, il canale youtube Partizán, the daily Népszava, il settimanale HVG, e ancora i siti di notizie 24.hu, 444.hu e Telex. Grazie a manovre economiche e politiche e all'acquisizione di mezzi di informazione da parte di oligarchi strettamente legati a Fidesz, il partito al governo, quest'ultimo

(al 68° posto) e Cipro (al 77°), stante la distribuzione opaca della pubblicità statale. Altrove va peggio: l'Albania (candidata ad entrare in Ue entro il 2030) si ferma all'80° posto, la Grecia (membro Ue da oltre quarant'anni) all'89°. Sono regimi democratici che rispettano la divisione dei poteri, ma in realtà il mondo dei media qui è caratterizzato da conflitti di interesse. Le testate che resistono affrontano costose cause legali strategiche contro la partecipazione pubblica (SLAPP).

Un segno di speranza dalla Polonia che risale al 31° posto, dopo il ritiro di azioni legali abusive contro la stampa. Medaglia d'argento per l'Estonia[22] (secondo posto su 180 Stati), appena dopo la Norvegia, considerata il Paese migliore per i giornalisti.

#### **4. La libertà di informazione nell'area Mena, mentre è in corso il conflitto tra Hamas e Israele**

Un altro durissimo banco di prova per l'informazione e la democrazia è dato dal conflitto scoppiato il 7 ottobre 2023 tra Hamas e Israele e trascinosi per due anni, con numerose violazioni del diritto internazionale umanitario. La recente tregua raggiunta all'inizio del 2025 appare alquanto fragile. In Israele, per decenni considerato l'avamposto democratico del Medio Oriente, nel 2025 ci sono ben 23 giornalisti detenuti[23]. Il Paese perde ben 11 posizioni nella graduatoria rispetto all'anno precedente, scivolando al 112° posto (basti pensare che prima del 7 ottobre 2023, cioè due anni fa, era al 97°, quindi a causa della guerra ha perso in tutto 15 posizioni in pochissimo tempo).

---

controlla l'80% dei media nazionali. Un mese dopo le elezioni parlamentari del 2022 che hanno dato una maggioranza schiacciante a Fidesz per la quarta volta, il noto settimanale 168 Óra è stato chiuso. Nel rapporto del World Press Freedom Index si legge testualmente «Le agenzie di regolamentazione – sotto il controllo totale del partito al governo – si sono esentate dalla responsabilità di gestire la concentrazione della proprietà dei media privati e il controllo del Fidesz sui media pubblici, sostenendo di non avere giurisdizione. Tuttavia, nel 2021, le agenzie hanno arbitrariamente bandito dalle trasmissioni l'ultima grande emittente radiofonica indipendente, Klubradio. La nuova agenzia per la protezione della sovranità, creata con una legge adottata nel 2023, è uno strumento per la persecuzione amministrativa dei media, per campagne diffamatorie e per l'indebolimento della riservatezza delle fonti dei giornalisti» (traduzione libera). La non monetizzazione dei contenuti e soprattutto la distribuzione discriminatoria della pubblicità statale a favore delle testate filogovernative determina problemi economici; il calo delle entrate del sito di notizie Index.hu ne ha consentito l'acquisizione nel 2020 da parte di imprenditori vicini al Fidesz. Non è tutto: il governo accusa i media critici di diffondere false informazioni e di essere finanziati da George Soros, miliardario americano di origini ungheresi ed ebraiche. Non sono mancati procedimenti contro contenuti giornalistici ritenuti troppo progressisti, episodi di aggressioni fisiche e talvolta interrogatori di polizia ingiustificati, oltre a molestie on line da parte di sostenitori del partito al governo. Cfr. nota 1, riferimento specifico all'Ungheria al link <https://rsf.org/en/country/hungary>.

[22] La legge e la politica estone proteggono i giornalisti. L'offerta informativa è variegata: ci sono due gruppi privati di rilievo (Postimees Group ed Ekspress Group), l'emittente pubblica ERR, media locali e un certo numero di outlet online indipendenti. Il 25% della popolazione parla il russo e sono presenti dei media in questa lingua, tra cui un canale televisivo pubblico, stazioni radio pubbliche e private, oltre a siti web indipendenti. La libertà dei media è garantita dalla Costituzione anche se a livello legislativo sono presenti norme contro la diffamazione e la divulgazione di dati privati. Vedi nota 1, cfr. link <https://rsf.org/en/country/estonia>.

[23] Cfr. nota 1, link <https://rsf.org/en/country/israel>.

Quasi 200 giornalisti sono stati uccisi in 18 mesi a Gaza dalle forze di difesa israeliane ed è aumentata la pressione sulla stampa; si sono intensificate campagne di disinformazione e leggi repressive[24]. Basti pensare che dal 2021, solo i giornalisti che lavorano per Canale 14, che mette favorevolmente in luce il premier Benjamin Netanyahu, hanno avuto le interviste garantite con il leader della nazione, che accusa la stampa israeliana di cospirare contro di lui. Nel 2024, al ministro della comunicazione è stato chiesto di boicottare Haaretz, uno dei giornali più critici nei confronti delle politiche di Netanyahu. Raccontare varie questioni inerenti alla sicurezza richiede l'approvazione dell'autorità vista la censura militare israeliana. Nel 2023 il Parlamento ha approvato un emendamento alla legge antiterrorismo che punisce chi sistematicamente e continuamente diffonde pubblicazioni terroristiche o chi diffonde "chiamate dirette a commettere atti di terrorismo". L'interpretazione diffusa è volta a bloccare i media ritenuti sfavorevoli, obiettivo rafforzato con una legge del 2024 che consente il divieto di media considerati come minacce per la sicurezza dello stato. La maggior parte dei media israeliani è di proprietà di notevoli compagnie o di magnati su cui è difficile indagare e che li usano per fare pressioni su chi ha potere decisionale e su rappresentanti eletti. Una serie di importanti proposte di riforma introdotte nel 2024 dal Ministero della Comunicazione ha come scopo privatizzare ed eventualmente chiudere il servizio di radiodiffusione pubblico, e asservire al controllo politico i media attraverso organismi di regolamentazione.

I giornalisti identificati come arabi affrontano più intimidazioni sul lavoro e i giornalisti stranieri sperimentano crescenti difficoltà nell'ottenere gli accrediti. In Palestina va anche peggio: secondo la classifica del World Press Freedom Index Cisgiordania e Gaza scivolano dal 157esimo posto nel 2024 al 163esimo nel 2025[25]; oltre alle centinaia di giornalisti sono stati uccisi a Gaza dall'esercito israeliano, anche nella West Bank le pressioni israeliane sono aumentate e ci sono stati molti arresti. Il racconto del conflitto a Gaza è portato avanti da giornalisti, di professione o che esercitano di fatto questa attività, presenti nella Striscia, che è completamente bloccata, nonostante il cessate il fuoco. Usano i social per informare il mondo della quotidianità durante la guerra e lavorano per mezzi di informazione locali e internazionali. In Palestina ci sono mezzi di informazione indipendenti, come Watan TV e Ajyal Radio, e mezzi legati all'Autorità palestinese o all'organizzazione politica e paramilitare Al-Fatah, come Palestine TV e l'agenzia Wafa news. I contenuti sono soggetti a controllo politico; a Gaza non mancano media legati ad Hamas, come l'agenzia Shehab News agency e Al-Aqsa Media Network[26]. Per quanto riguarda il quadro legislativo, l'Autorità palestinese in teoria garantisce la libertà di stampa e di opinione, ma in pratica queste libertà si scontrano con gli interessi del

---

[24]Ibidem.

[25] Cfr. nota 1, link <https://rsf.org/en/country/palestine>

[26] Ibidem. La Striscia di Gaza è da sempre un territorio a rischio per la libertà di informazione: i giornalisti che sono sospettati di collaborare con Israele sono ostacolati nel loro lavoro da Hamas e dalla Jihad islamica, mentre sopportano contemporaneamente la violenza del blocco di Israele sul territorio. Dal 7 ottobre 2023 è tutto più difficile: i giornalisti che hanno resistito alle pressioni di Hamas hanno dovuto fare i conti con la propaganda di Israele che li ha accusati di collaborare con l'organizzazione terroristica. Sono spesso obiettivi di campagne diffamatorie e minacce, e molti politici israeliani premono affinché siano puniti.

governo. La normativa sul cybercrime, adottata nel 2017, le limita entrambe. A Gaza non vengono stese nuove norme dal 2007, vale a dire dalla presa di potere da parte di Hamas. Nella Striscia, la situazione economica incide sulla maggior parte dei mezzi di informazione, per la maggior parte finanziariamente instabili. Dal 7 ottobre gli attacchi aerei di Israele hanno distrutto la maggior parte delle infrastrutture relative alle telecomunicazioni e ai media. Nonostante il precario cessate il fuoco raggiunto tra Israele e Hamas a gennaio 2025, gli aiuti umanitari sono spesso fermati dal governo di Netanyahu. L'80% della popolazione di Gaza, giornalisti inclusi, vive intente senza accesso agli aiuti. La situazione è al collasso. Al netto delle conseguenze del conflitto, il contesto socioculturale incide sulla libertà di stampa a Gaza: la religione, in particolar modo i movimenti tradizionalisti condizionano il giornalismo. Le giornaliste sono vittime di discriminazioni di genere, anche se in un momento di lotta per la sopravvivenza, questi aspetti sono considerati secondari. I giornalisti di Gaza restano gli occhi e le orecchie del mondo nella Striscia, secondo il World Press Freedom Index, essendo precluso l'accesso da parte di Israele ai giornalisti stranieri[27].

## 5. È possibile una trasformazione del conflitto?

Ai confini d'Europa, ci sono state dunque ben due guerre negli ultimi anni: quella scatenata dall'invasione della Russia nei confronti dell'Ucraina e quella scaturita dall'attacco del 7 ottobre 2023 da Hamas a Israele. Qual è oggi la fisionomia di queste crisi[28]? Entrambe sono un attacco alla democrazia, per quanto imperfetta[29], entrambe usano la disinformazione come arma, entrambe sono appunto pericolosamente vicine all'Ue. La differenza tra le due è che, mentre la Russia ha invaso l'Ucraina, presumibilmente con mire espansionistiche che vanno ben oltre questo Stato, e riveste ancora, a distanza di quattro anni, il ruolo di stato invasore, nel conflitto tra Hamas e Israele, a distanza di quasi due anni, la percezione appare diversa. Hamas ha invaso Israele con un attacco ibrido, per terra, per mare, per aria, aggirando le protezioni tecnologiche, provocando oltre mille morti e rapendo donne, anziani e bambini per trattenerli come ostaggi, ma Israele ha risposto con una dichiarazione di guerra che dopo due anni non sembrava essere più una difesa, ma un'azione avente come obiettivo lo sterminio di tutta la popolazione di Gaza, con plurime violazioni del diritto umanitario, tra cui la costrizione alla fame e alla sete della popolazione civile, bambini e malati compresi.

[27] Cfr. nota 25.

[28] La violenza può intendersi come crisi di relazioni, cfr. G. Montagnoli, Il dolore come segnale nel contrastare la violenza, in *La violenza e il dolore degli altri*, a cura di Osservatorio sui sistemi di arma, la guerra e la difesa, CISP- Università di Pisa, Edizioni Plus, Pisa University Press, 2008, p.281-287.

[29] Uno dei problemi principali dell'Ucraina, che la rende una democrazia imperfetta, è la corruzione. Migliaia di persone hanno partecipato a luglio 2025 alle proteste contro i tentativi del governo ucraino di azzoppare due agenzie anticorruzione. Il presidente Volodymyr Zelensky è stato costretto a tornare indietro e ripristinare la loro indipendenza. "La lotta per preservare le istituzioni democratiche non può aspettare la pace perché esse sono il motivo per cui si sta combattendo la guerra. Quindi l'Ucraina starebbe combattendo due guerre: una contro la Russia ed una contro la corruzione": K. Bernhold, Morning Briefing: Ukraine's other war, New York Times, 28 luglio 2025, traduzione libera.

Il premier ultraortodosso israeliano è stato ampiamente criticato a livello internazionale, tanto più che da decenni l'imperfezione della democrazia israeliana risiede principalmente nel regime di apartheid praticato attraverso il controllo delle frontiere di Gaza, che la guerra ha esasperato, arrivando all'eliminazione fisica delle persone.

La questione israelo-palestinese risale a prima della fondazione stessa dello Stato di Israele, avvenuta nel 1948. Il neonato stato si proclamò subito come "democrazia in emergenza" - quindi con notevoli poteri conferiti alla Difesa- per la questione palestinese aperta, e, sempre all'atto della nascita, ha dovuto fare varie concessioni alle frange interne ultraortodosse (scuole rabbiniche, competenza dei tribunali religiosi per la famiglia, sabato come giorno festivo). Delineato brevemente questo quadro, c'è da chiedersi se sia possibile oggi, nel 2026, una de-escalation dei conflitti in corso, una trasformazione degli stessi[30]. La trasformazione del conflitto tecnicamente non è una transazione, in cui entrambe le parti rinunciano a parte delle loro pretese per porre fine ad una lite, che sia processuale o bellica. Piuttosto, la trasformazione parte da un cambiamento di visuale che consente, tramite un processo di mediazione[31], di ottenere un risultato, positivo per entrambe le parti, che va addirittura oltre le pretese iniziali, considerando il conflitto semplicemente come il risultato di esperienze diverse, le quali in realtà possono essere in futuro una risorsa[32].

È possibile sospendere il giudizio? È possibile immaginare per un attimo che chi è considerato un nemico da generazioni sia una persona- o un popolo- di cui si deve ancora conoscere la storia? In Irlanda del Nord, l'accordo noto come Good Friday Agreement, nel 1998, uno dei passi più importanti del processo di pace, ratificato tramite referendum, è stato possibile[33]. Non mancano le analogie con la questione israelo-palestinese: in entrambi i casi si rileva il fenomeno del terrorismo (anche se quello irlandese era di natura etnico-religiosa, territorialmente circoscritto, quello di Hamas ha natura globale), e in entrambi i casi era presente un conflitto interreligioso da generazioni, che comprendeva in sé un conflitto territoriale ( in Irlanda del Nord a causa del cosiddetto sistema delle circoscrizioni a salamandra o gerrymandering, i cattolici non potevano in alcun modo vincere le elezioni comunali ed erano quindi discriminati nelle politiche della popolazione protestante[34]; gli abitanti di Gaza, musulmani, analogamente hanno subito il regime di apartheid tramite il controllo dei posti di blocco da parte dello stato ebraico di Israele, quindi il binomio religione/territorio torna anche in questo caso).

[30] J. Galtung, *Affrontare il conflitto, Trascende e trasformare*, Pisa University Press, 2014, p.19-24.

[31] S. Liaci, *Mediazione e integrazione sociale*, in (a cura di) S. Cianfaldoni, *Esperimenti culturali. Prove d'autore*, Pisa Plus, 2011, pp. 39-48, ma anche G. Così, *La mediazione come forma di regolazione dei conflitti sociali*, in P. Consorti e A. Valambrini, *Mediazione sociale, riflessioni e buone pratiche*, Pisa University Press, 2015, p.16-32.

[32] D. Novara, *Il conflitto come risorsa nelle relazioni*, in F. Consorti, A. Valambrini, *Gestire i conflitti interculturali ed interreligiosi. Approcci a confronto*. Pisa, Plus, 2009, p.89-98.

[33] A. Morgan, *The Belfast Agreement- a practical legal analysis*, Conflict Archive on the Internet, 2000.

[34] Voce *Enciclopedia Treccani*, consultabile su *La questione irlandese, cronologia essenziale*, consultabile al link [https://www.treccani.it/enciclopedia/la-questione-irlandese-cronologia-essenziale\\_\(Atlante-Geopolitico\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/la-questione-irlandese-cronologia-essenziale_(Atlante-Geopolitico)/)

È da notare tuttavia che il meccanismo per la trasformazione del conflitto è stato democratico: dopo oltre 3500 morti nel corso dei decenni (dagli anni Venti agli anni Novanta del Novecento), l'accordo, firmato a Belfast il 10 aprile 1998, è stato voluto da governi moderati, e approvato dalla popolazione tramite referendum poco più di un mese dopo, il 23 maggio 1998, con una maggioranza straordinaria (71% nell'Irlanda del Nord e 94% nella Repubblica d'Irlanda)[35].

Viene spontaneamente da chiedersi se sia probabile lo stesso esito in un referendum- reale e non falsato da pressioni- contemporaneo a Gaza e Israele; non sembra tuttavia interesse di chi è alla guida di queste realtà- un movimento terroristico e un premier ultraortodosso- dare voce al popolo in questo momento.

Tuttavia, storicamente risulta che la trasformazione di un conflitto molto simile è stata possibile. E lo stesso vale per la guerra tra Russia e Ucraina. I veri ostacoli al processo di pace allo stato sembrano essere non i popoli- ma i governi di questi Stati.

Quindi parlando di de-escalation, il passaggio sembra essere triplice: dalla guerra si dovrebbe passare alla pace, solo dopo i governi che hanno voluto il conflitto potrebbero essere sostituiti da sistemi più democratici, in grado di garantire, sia a livello normativo che, ormai tecnologico, la lotta alla disinformazione a favore dell'informazione tendenzialmente critica e onesta.

Non è detto che questi passaggi siano cronologicamente consequenziali, in parte possono anche sovrapporsi, o forse lo stanno già facendo.

Basti pensare che a luglio 2025, mentre giovani israeliani bruciavano le chiamate alla leva per manifestare la contrarietà ai massacri a Gaza, gli ucraini scendevano in piazza per contrastare il provvedimento- poi ritirato- che avrebbe paralizzato le agenzie anticorruzione ucraine. Entrambe le manifestazioni sono rivendicazioni di democrazia, e quindi di pace, da parte di giovani generazioni. Da parte dei popoli. Una contemporaneità che appare più che mai necessaria, alle porte d'Europa, nel 2026.

---

[35] Cfr. nota 31. Il 23 maggio gli elettori della Repubblica d'Irlanda hanno votato un cambiamento della Costituzione, con l'inserimento di una dichiarazione sulla volontà di avere un'Irlanda unita con mezzi pacifici.

## FONTI PRINCIPALI

- A. Acerbi, *Il Tecnopanico*, Il Mulino, Bologna, 2025.
- T. Abbiate, C'è un giudice ad Arusha: il tentativo della Corte africana di ristabilire la democrazia costituzionale tunisina, *Diritti comparati*, 12 ottobre 2022, consultabile su <https://www.diritticomparati.it/ce-un-giudice-ad-arusha-il-tentativo-della-corte-africana-di-ristabilire-la-democrazia-costituzionale-tunisina/>.
- K. Bernhold, *Morning Briefing: Ukraine's other war*, *New York Times*, 28 luglio 2025, [nytimes.com](https://www.nytimes.com).
- M. Burato, in *Visioni LatinoAmericane*, n. 3, luglio 2010.
- G. Così, *La mediazione come forma di regolazione dei conflitti sociali*, in P. Consorti e A. Valambrini, *Mediazione sociale, riflessioni e buone pratiche*, Pisa University Press, 2015, p.16-32.
- E. Profumi, a cura di, *Una pace senza armi. Dall'Ucraina alla Guerra senza fine. Round Robin*, Roma, 2023.
- J. Galtung, *Affrontare il conflitto, Trascende e trasformare*, Pisa University Press, 2014.
- D. Held, *Modelli di democrazia*, il Mulino, Bologna, 1997.
- S. Liaci, *Mediazione e integrazione sociale*, in (a cura di) S. Cianfaldoni, *Esperimenti culturali. Prove d'autore*, Pisa Plus, 2011.
- G. Montagnoli, *Il dolore come segnale nel contrastare la violenza*, in *La violenza e il dolore degli altri*, a cura di Osservatorio sui sistemi di arma, la guerra e la difesa, CISP- Università di Pisa, Edizioni Plus, Pisa University Press, 2008.
- A. Morgan, *The Belfast Agreement- a practical legal analysis*, Conflict Archive on the Internet, 2000.
- D. Novara, *Il conflitto come risorsa nelle relazioni*, in F. Consorti, A. Valambrini, *Gestire i conflitti interculturali ed interreligiosi. Approcci a confronto*. Pisa, Plus, 2009.
- C. Sbailò, *Europe's Call to Arms, Philosophical Roots and Public Law Profiles of the Confrontation with the Monster of the 21st: Westernization without Democratization*, Nomos, Baden Baden.
- Agenzia Nova, *Tunisia: ritirata la proposta legislativa per l'istituzione della Corte costituzionale*. 24 aprile 2025, consultabile su <https://www.agenzianova.com/news/tunisia-ritirata-la-proposta-legislativa-per-listituzione-della-corte-costituzionale/>.
- Redazione di *Pagella Politica*, *Finalmente il Parlamento è riuscito a eleggere i nuovi giudici della Corte costituzionale*, 13 febbraio 2025 consultabile al link <https://pagellapolitica.it/articoli/parlamento-elegge-giudici-corte-costituzionale>.
- Rsf, *World Press Freedom Index*, 2025, <https://rsf.org/en/country/>.
- Voce *Enciclopedia Treccani*, consultabile su [https://www.treccani.it/vocabolario/democratura\\_res-3a7baa29-8997-11e8-a7cb-00271042e8d9\\_%28Neologismi%29/](https://www.treccani.it/vocabolario/democratura_res-3a7baa29-8997-11e8-a7cb-00271042e8d9_%28Neologismi%29/).
- Voce *Enciclopedia Treccani*, consultabile su *La questione irlandese, cronologia essenziale*, consultabile al link <https://www.treccani.it/enciclopedia/la-questione-irlandese-cronologia-essenziale>.

# Intersezioni

## Family at War The "Iron Swords" War Through the Lens of Israeli Family Resilience

Dr. Ronen Itsik  
Head of the Military Social Relations Department  
- David Institute For Security Policy

### Abstract

*The current study examines how Israeli families coped with prolonged exposure to multi-front warfare during the "Iron Swords" war and the subsequent war with Iran. Utilizing survey data from 823 participants collected in June 2025, the study investigates resilience across demographics, geographic regions, and family structures. Drawing upon theories by Walsh and others, the research defines family resilience as a dynamic, context-dependent process involving emotional cohesion, functional stability, and the ability to derive meaning from adversity.*

*Key findings reveal that maintaining routine, humor, and a belief in overcoming hardships consistently emerged as pillars of resilience. Families with members in military service—especially in combat—reported high levels of pride and cohesion. Adults, particularly those over 50, demonstrated higher resilience due to life experience and a strong multigenerational family narrative emphasizing survival and continuity. In contrast, young individuals and adolescents, especially those living alone or without cohesive support systems, exhibited greater emotional distress and vulnerability.*

*Geographical factors also impacted resilience: residents of community-based small localities showed a higher sense of control compared to urban dwellers, reflecting the role of social and communal support. The study identifies a pressing need for policy interventions to support specific vulnerable groups—especially adolescents and single-parent urban families—highlighting that family resilience is vital not only for individual well-being but also as a foundational component of national resilience during ongoing national crises.*

## 1. Introduction

Family resilience constitutes a central pillar in the ability of human society to cope with crises, traumas, and prolonged threats. In an era of increasing uncertainty—characterized by security threats, economic crises, global pandemics, and political instability—the family’s capacity to maintain emotional stability, supportive communication, and internal cohesion becomes more critical than ever. In Israel, a country saturated with conflicts and security challenges, this concept acquires heightened significance and a unique meaning. The resilience of the Israeli family is a multidimensional phenomenon reflecting the ways in which family units cope with emergencies, directly impacting the resilience of society and the state as a whole.

The Israeli social and cultural structure is largely based on the family as a central foundational unit. The family not only serves as a supportive framework for the individual, but also bears significant roles in terms of identity, education, military enlistment, and the shaping of values such as belonging, commitment, and solidarity. The strength of the family is tested especially during times of emergency—wars, terrorist incidents, or economic crises—when it must maintain its functioning, support the individual, and continue to operate as a protective framework. The uniqueness of family resilience in Israel is manifested in the ability of many families to demonstrate high levels of endurance precisely during periods of danger and loss, finding within themselves the strength to persevere, cope, and sometimes even grow.

Family resilience is defined in the literature as the family’s ability to cope with exceptional stress while maintaining normal functioning, and at times even generating renewed adaptation processes (Walsh, 2003). Researchers such as Froma Walsh, Pauline Boss, and Michael Ungar have developed approaches suggesting that resilience is not a static trait, but rather a dynamic process composed of internal and external resources, such as open communication, shared belief systems, social support networks, and functional flexibility. In the Israeli context, this resilience is also related to the family’s capacity to accommodate demanding reserve military service, cope with ongoing security situations, and adapt to frequent changes in living standards and personal sense of security.

The objective of the present research is to assess the level of resilience exhibited by Israeli families during one of the most challenging periods in the nation’s history, the "Iron Swords" War, which commenced on October 7, 2023, following a deadly attack perpetrated by the Hamas terrorist organization against southern Israeli communities. Since that event, Israel has been engaged in a multi-front conflict that has subjected the civilian population to unprecedented challenges.

This ongoing war, the longest in Israel’s history and with no clear resolution in sight, has exposed households to sustained and direct rocket and missile attacks. Concurrently, the state has been required to mobilize its

citizens, both men and women, in accordance with the "Citizen-Soldier army" model, which mandates compulsory military service and extensive reserve duty.

Data collection for this study was conducted over a period of 12 days, during early June 2025, 18 months after the outbreak of the "Iron Swords" war, at a time when the Israeli Air Force launched a preemptive strike against nuclear infrastructure in Iran. During the war with Iran, more than 550 missiles and approximately 1,000 UAVs were launched towards Israel, resulting in the deaths of 28 individuals and injuries to more than 3,200. Significant but localized infrastructure damage occurred throughout the country, with severe damage to thousands of residential buildings. During this period, Israel's civilian home front was under dramatic threat from intercontinental missiles, primarily targeting population centers—a situation that posed a substantial test to the resilience of Israeli families.

**Research question: What is the level of resilience exhibited by families in Israel in the face of a prolonged multi-front war, under direct daily threat to families and their way of life?**

In this study, the examination of family resilience in Israel unfolds within a complex geopolitical reality of a prolonged, multi-front war, rather than a localized or temporary crisis. The "Iron Swords War" in Gaza, and the subsequent escalation with Iran have created a layered and enduring conflict in which the civilian home front, not only the military front, is exposed to direct, continuous, and existential threats, expressed in missile attacks, UAV strikes, and chronic uncertainty in everyday life. Within this context, the Israeli family is positioned not merely as a secondary support unit, but as a strategic component in sustaining the functioning of the civilian sphere and in enabling society to preserve continuity, meaning, and motivation for long-term endurance under conditions of ongoing emergency.

This study has the potential to make a significant contribution both to the field of sociological research, particularly the study of the family unit, and to the field of national resilience research within political science. This is due to the unique characteristics of the "Iron Swords" war, in which Israel is threatened from multiple combat arenas, especially its strategic home front. In practice, this is a protracted campaign in which the Israeli family—required, among other things, to mobilize some of its members into military service—is challenged in every possible aspect: mentally, economically, and in terms of security and existential stability.

## 2. Scientific Review

### *Family Resilience*

Families constitute fundamental units within society, functioning as systems that provide emotional, economic, and moral support to their members. In times of crisis, when the external environment becomes

unstable and threatening, the family's capacity for adaptation, maintenance of functioning, and support of its members is put to the test (Walsh, 2006).

Family resilience refers to the family's ability to cope with extreme challenges while maintaining normal functioning and recovering after the crisis. This concept encompasses a set of dynamic processes occurring within the family that enable it to withstand extreme situations without disintegration, and even to return to optimal functioning. Contrary to earlier conceptions that viewed resilience as a fixed trait, contemporary research regards it as a process dependent on context, culture, time, and family structure.

Family resilience is not merely defined by the family unit's 'unbreakability', but rather by its capacity to adapt, change, learn, and grow from adversity (Patterson, 2002). Studies in the field of family resilience during emergencies and crises have found that the source of family resilience lies in the flexibility of the family structure, the ability to maintain open and supportive communication regarding fears, concerns, and anxieties, the preservation of mutual support, and the construction of a family narrative centered on a sense of meaning and positive interpretation of distress (Masten & Narayan, 2012).

Emergencies such as war, natural disasters, or pandemics place families under extreme stress. In such situations, family resilience becomes a critical factor in safeguarding the psychological, physical, and social well-being of family members, especially children and adolescents. Research conducted in conflict-affected regions such as Israel, Gaza, Syria, and Ukraine has shown that family resilience serves as a mediating variable between exposure to traumatic events and the development of post-traumatic symptoms among children (Lavi & Solomon, 2005; Landau et al., 2008).

Family resilience is not uniform across cultures. For instance, in collectivist cultures—such as that of Israel—greater value is placed on intergenerational relationships, family solidarity, and religious faith as significant resources. In contrast, in individualist cultures, the emphasis is on emotional independence and personal problem-solving (Ungar, 2008).

### *Family Narrative*

The family narrative is the manner in which a family assigns meaning to events through a shared story that reinforces collective identity (Fivush, 2010). The concept of the “family narrative” refers to the story a family tells about itself—how it perceives its past, experiences its present, and envisions its future. This is a dynamic process through which family members construct a collective identity, attribute meaning to shared experiences, and establish a sense of belonging and cohesion. The family narrative is shaped by past family experiences, including stories from previous generations that are transmitted intergenerationally; these create shared meaning, a unique family language, and family symbols.

Research indicates that children and adolescents who know more about their family history—including both its ups and downs—demonstrate greater emotional resilience, higher self-esteem, and an improved capacity to cope with change (Fivush, 2010). A shared family narrative serves as an anchor in times of crisis, providing a sense of continuity, order, and meaning even amidst external chaos. A flexible narrative that incorporates both hardships and successes strengthens family members' belief in their ability to cope with challenges—embodying the idea that “we have overcome difficulties in the past, and we will overcome this as well.”

Military service by a family member, especially during periods of conflict, introduces a complex dimension to family life. Studies have shown increased levels of anxiety, depression, and emotional burden among family members of soldiers, particularly among parents and children (Lester et al., 2010). However, military service can also enhance feelings of pride, national identity, and family solidarity (Dekel & Monson, 2010), and in fact becomes a contemporary chapter within the family narrative. Some families adopt a narrative of mission and contribute to a mobilized discourse that enables members to better cope with uncertainty. Additionally, military service may alter the division of roles within the household—a younger sibling may become an emotional support, a parent may be required to function independently, and so forth. The family's ability to mobilize functional flexibility is critical for successful adaptation (Bowen, 2009).

#### *National Resilience and Family Resilience*

During prolonged wars, the crisis is not momentary but extends over time, sometimes for years. Such situations require society to demonstrate psychological, social, and political endurance—what is referred to as national resilience. One of the fundamental and deep sources of this resilience is family resilience, which serves as a basic support structure for ordinary citizens, soldiers, and, at times, even for public systems themselves.

Family resilience has a particularly significant impact in countries where compulsory military service is practiced under the “Citizen-Soldier army” model, primarily because the majority of military personnel are reservists who are directly affected by their family circumstances.

In protracted conflicts where reserve service is common, the family's ability to support the combatant, cope with their absence, and maintain normal functioning becomes a critical condition for the continuity of combat operations and the motivation of the fighters. Family resilience strengthens the endurance of soldiers—both emotionally and morally—and thereby directly contributes to the resilience of the fighting force.

It is important to emphasize that when families maintain stability, they reduce the burden on national support systems, contribute to social cohesion, and enhance the legitimacy of leadership during times of crisis. In effect, family resilience is a significant prerequisite for the strength of national resilience.

National resilience is defined as a society's ability to organize, defend itself, and recover from situations of military, economic, health, or social threat—while maintaining social integrity, the functioning of state systems, and citizens' trust in leadership (Ganor, 2005). This resilience is composed of psychological components (a sense of security and hope), social components (solidarity), institutional components (functioning of state systems), and political components (governmental legitimacy).

The family is the primary support system for the individual. When it succeeds in maintaining emotional, economic, and educational functioning even during wartime, it enables its members to preserve a sense of stability. Research indicates that when the family upholds a belief in the justice of its cause, internal cohesion, and mutual support, it enhances its members' motivation for survival and their sense of belonging to society as a whole (Shamai & Kimhi, 2007).

#### *The Uniqueness of the Israeli Family*

The Israeli family is characterized by significantly higher fertility rates compared to OECD countries, reflecting the centrality of family and pro-natalist values (“familism”; Okun, 2017). Mandatory military service, a formative experience for most young adults, shapes life trajectories and influences decisions regarding marriage and parenthood—sometimes leading to their postponement, but also reinforcing national commitment (Lavee & Ben-Ari, 2007).

Israeli society is composed of a mosaic of religious and cultural groups—secular, religious, and ultra-Orthodox Jews, as well as Arab and Druze minorities—each with its own unique family models. This diversity enriches the cultural landscape but also presents challenges in defining a uniform “Israeli family” (Fogiel-Bijaoui, 2002). In a context of ongoing security and economic tensions, the family and community serve as strong social support networks, providing both emotional and practical resilience. These networks are based on mutual responsibility and solidarity, serving as anchors in individuals' lives (Kimhi & Eshel, 2019). The concept of the “fighting family” refers to a family unit actively involved in the national-security narrative, beyond the ordinary support for its soldiers. During the decade from 2010 to 2020, this ethos was systematically promoted through media, education, and ceremonies, particularly around military operations. The family was perceived as part of the national effort, contributing by raising soldiers, supporting them, and coping with loss. Israeli society placed high expectations on soldiers' families to demonstrate strength and patriotism. Bereaved families became national symbols, and their stories shaped policy and influenced public opinion, emphasizing the connection between the personal and the national (Ben-Porat, 2022). Thus, the “fighting family” became an ideal that shapes the collective consciousness.

The “Iron Swords” war created an unprecedented national emergency, with mass reserve mobilization and population displacement that deeply affected families. The immediate response was marked by a flourishing

of civil initiatives and the mobilization of community and family support systems, demonstrating exceptional solidarity. Nevertheless, families faced significant challenges: managing households with a parent mobilized for service, economic uncertainty, and processing trauma. These factors tested the resilience of the family but also highlighted its capacity to adapt and find new ways of functioning and mutual support. The crisis revealed the strength of social and familial networks as a central component of Israeli resilience.

### 3. Methodology

The study is based on a quantitative research design.

Data was collected using a semi-structured survey distributed via social media platforms in Israel. Data collection took place during the first week of the campaign against Iran's nuclear infrastructure (June 2025), more than a year and a half after the onset of the "Iron Swords" war.

The questionnaire was adapted from established family resilience research measures in the United States (Walsh, 2003). The survey allowed for both quantitative assessment (agreement with statements representing resilience levels in Likert scale 1-5) and open-ended responses. The survey was published on social media in June 2025, when the Israeli home front was under direct threat from intercontinental missiles.

Responses were collected via Google Forms, enabling rapid recruitment, minimizing data entry errors, and providing previously demonstrated validity and reliability for online surveys in the Israeli socio-security context.

#### *Participant Demographics*

- Total participants: 823 individuals took part in the online survey, conducted throughout the conflict between Israel and Iran.
- Gender: 52% women, 48% men.
- Age distribution: 16–20: 15%, 21–29: 19%, 30–39: 15%, 40–49: 18%, 50–64: 17%, 65+: 10%
- Family status: Couples without children: 15%, Married with at least one child: 54%, Single-parent families: 7%, Living alone: 11%, Other (e.g., divorced, living with grandparents): 15%
- Place of residence: Central region (Gush Dan): 34%, South: 15%, North: 12%, Jerusalem, Judea, Samaria, and Jordan Valley: 10%, Golan: 3%, Sharon region: 16%, Haifa and Krayot area: 10%
- Security service: 44% of families had members in regular or reserve service, 25% had members serving in combat zones, 19% had members in home front roles, 56% had no members serving

### *Research Limitations*

The study does not include the ultra-Orthodox (Haredi) population in Israel, as this group does not typically participate in social media. The research captures a specific time point—the early phase of the campaign against Iran—when media-reported operational achievements were significant in Israel’s favor, possibly biasing results toward more positive responses due to a surge in national pride.

### 4. Findings

Question	Mean	Median	SD
Openly discuss fears and stressors	3.66	4	1.17
Maintain daily routines	3.93	4	1.03
Sense of unity and mutual support	4.30	5	0.96
Pride in coping	3.76	4	1.25
Use humor during difficult times	4.28	5	0.97
Discuss difficult events together	3.65	4	1.20
Emotional support available	3.87	4	1.20
Perceived control amidst chaos	3.40	3	1.21
Soothe children by developmental stage	3.80	4	1.32
Belief in family resilience	4.49	5	0.87
Family as support source	4.17	4	0.99
Identify need for external help	3.81	4	1.06
Recall similar past events	3.58	4	1.24
Crisis strengthens family bonds	3.74	4	1.15

Table 1: Statistical Analysis of Respondents’ Attitudes on the Family Resilience Survey

Based on the findings presented in Table 1, and with particular emphasis on the mean responses to the family resilience questions and their standard deviations, several important insights can be drawn regarding variance, significance, and relationships between the variables:

**High Variance – Differences Between Families:** A high standard deviation (1.1–1.3) for many items (“open discussion of fears,” “sense of control,” “involving children”) indicates substantial variation among families. Interpretation: Some families exhibit very high levels of resilience, while others demonstrate low resilience, suggesting this is not a uniform phenomenon.

**Low Variance – Broad Agreement:** A low standard deviation (0.8–1.0) for measures such as “sense of unity,” “use of humor,” and “belief in the ability to overcome the period” indicates relatively broad agreement—most families report similar levels of resilience on these indicators. In these domains, there is a broad consensus regarding the importance of mutual support and optimism.

## A. Family Analysis

### *Analysis of Main Sources of Support*

- Nuclear and extended family: Cited in nearly all responses as the primary source of support.
- Friends: Identified as a highly important source of support.
- Religious/spiritual faith: Particularly prominent among some respondents.
- Healthcare/welfare system, education system, neighbors, and online support groups: Mentioned with varying frequency.

### *Sources of Pride within the Family Unit*

- Pride in the family, children, or family members’ enlistment in the military.
- National pride, unity, belief in the justice of the cause, and mutual responsibility.
- The ability to maintain routine, humor, and open communication.
- Coping with anxiety and a sense of survival.
- High levels of optimism regarding the ability to overcome the current period.

Examples from open-ended responses: “The miracle called the State of Israel and the remarkable way it overcomes every obstacle,” “Our togetherness, the support of the nuclear family,” “The ability to keep our heads above water,” “The sons in reserve duty,” “Humor, belief in the justice of our cause, faith in the security forces.”

### *The Impact of the Number of IDF Servicemembers on Family Resilience*

- Families with members serving in the IDF (especially “on the front lines”) often express strong pride in their serving relatives, a sense of mission, value, and contribution to the state.
- This is reflected in responses regarding the main sources of pride (“sons in reserve duty,” “sense of justice,” “ability to keep our heads above water”). These families tend to show relatively high levels of family resilience, especially in measures such as “maintaining unity,” “sense of pride,” “belief in the ability to get through this period,” and “mutual support.”
- In families without IDF servicemembers, expressions of national or military pride are generally lower, but family resilience levels are not necessarily diminished. In these families, the emphasis often shifts to other values: maintaining routine, humor, emotional support, religious faith, etc. Anxiety levels may be lower, but so too are feelings of shared mission and purpose.

### *The Multigenerational Family Narrative*

Based on the attached data and response patterns, it is evident that the personal history of family members—namely, previous events and challenges faced together or individually—has a significant impact on their resilience during times of crisis. The main findings are as follows:

#### *Memory of Successful Past Coping*

Many families note that recalling previous events in which they overcame difficulties (wars, illnesses, economic crises) provides them with a sense of confidence and perspective: “We’ve been through wars... everything else will pass,” “We’re not eating potato peels; we’re walking through snow. Everything else will pass”, “Knowing that the Jewish people have existed for thousands of years and nothing can defeat us.”

#### *Intergenerational Resilience and Family Messages*

- Families that discuss roots, tradition, and survival stories of previous generations (“descendants of survivors,” “we are survivors”) tend to display higher resilience.
- Messages such as “we’ve been through this together, we’ll get through this too” become part of the family narrative and reinforce a sense of self-efficacy.

#### *Sense of Mission and Meaning*

A family history of contribution, military service, helping others, or overcoming adversity strengthens the sense of meaning and pride, and aids in coping with stress. Example: “A sense of justice in what we do,” “The miracle called the State of Israel and the remarkable way it overcomes every obstacle.”

### Main Conclusions

The analysis of family resilience during crisis periods highlights the central role of the nuclear and extended family, as well as friends, as primary sources of support. Religious or spiritual faith is particularly significant for some, while healthcare, education systems, neighbors, and online support groups are mentioned with varying frequency. Sources of pride within the family unit include children's achievements, military enlistment, national unity, mutual responsibility, and the ability to maintain routine and open communication. Families with members serving in the IDF, especially in combat roles, often report a strong sense of pride, mission, and resilience, reflected in high levels of unity and mutual support. In contrast, families without servicemembers may emphasize emotional support, humor, and routine, with somewhat lower expressions of national pride but not necessarily lower resilience.

The multigenerational family narrative emerges as a key factor in resilience. Families that recall overcoming past adversities—such as wars, illnesses, or economic crises—draw confidence and perspective from these experiences, reinforcing their ability to face current challenges. Intergenerational messages about survival, tradition, and collective coping strengthen family narratives and self-efficacy. Families with a history of successful coping tend to approach new crises with greater perspective and optimism, while those with unresolved traumas may be more vulnerable but still possess the potential for growth through shared processing and support.

The findings highlight the importance of family and social networks in coping with crises. While there is considerable variation among families—some exhibit high resilience and pride, others struggle with anxiety and lack of support—most respondents remain optimistic about their ability to overcome adversity. The quality of internal support, communication, and shared values within the family, as well as the ability to draw on personal and collective history, are central to fostering resilience, a sense of meaning, and a positive outlook even in difficult times.

### **B. Analysis by Residential Area**

Based on respondents' data, it is possible to assess the relationship between place of residence and the sense of control within chaos during periods of complex security situations:

#### *Small Communities, Kibbutzim, and Moshavim*

There is a marked tendency for a higher sense of control among respondents residing in small or community-based localities (e.g., Kibbutz Beit HaEmek, Yesod HaMaala, Kfar Tavor, Kerem Re'im, Alon Shvut, Binyamin Regional Council). The contributing factors include: a strong sense of community, supportive

neighbors, solidarity, and mutual assistance, the continuation of community routines even during times of crisis, emphasis on mutual responsibility, personal acquaintance with the environment, and a relative sense of security.

#### *Large and Central Cities*

Responses are more varied: some respondents report a high sense of control, primarily due to family support, while a considerable number report a low sense of control.

In cities such as Tel Aviv, Haifa, Jerusalem, Netanya, Petah Tikva, and Ramat Gan, some respondents experience loneliness, insufficient support, or difficulties in maintaining routine. It is sometimes noted that the overload, noise, and distance from the extended family negatively affect the sense of control.

#### *Security-Sensitive Areas (Negev, Northern and Southern Communities)*

The sense of control is influenced by the immediate security situation: in areas under direct threat, there is often a sense of lack of control, but also a mobilization of community support that can counterbalance this. Respondents from these areas sometimes report low control, but also resilience derived from shared coping.

#### Main Conclusion

There is a relationship between place of residence and the sense of control during chaos:

In small, community-oriented, or close-knit localities, the sense of control is generally higher, owing to mutual support, community routines, and collective responsibility. In contrast, in large cities, especially among individuals living alone or without a support network, the sense of control tends to be lower. In security-sensitive regions, the sense of control is affected by the situation, but a cohesive community can mitigate this effect. It should be emphasized that the key variable is not merely the physical size of the locality, but the sense of community and social circles. Even within large cities, individuals surrounded by extended family, friends, and community may experience a high sense of control. The sense of control is subjective and also influenced by personal characteristics, life experience, religious beliefs, and family structure.

In summary, regarding the impact of residential area on perceived resilience, it can be concluded that place of residence affects the sense of control in chaotic situations, primarily through the level of community support, proximity to extended family, and the ability to maintain routine and mutual responsibility. Small and community-based localities tend to provide a higher sense of control compared to living alone in a large city.

### C. Analysis by Age Groups

Average Family Resilience	Key Characteristics	Age Group
High	Life experience, proportions, routine, optimism	60+
Medium-High	Routine, encouragement, parenting/workload, mutual support	30–59
Varied (Low-High)	High variability, depends on family support, sometimes loneliness	16–29

Table 2: Characteristics of Resilience by Age Group

#### *Adults and Seniors (50+)*

Many in this group report high levels of family resilience, with high scores in indices such as “maintaining routine,” “sense of unity,” “mutual support,” “belief in the ability to overcome the period,” and “humor.” They demonstrate a sense of perspective and a broad outlook (“we have been through wars; we will get through this as well”), and often cite previous life experience as a source of inspiration for resilience.

#### *Middle Age Group (30–50)*

Most report high family resilience, though signs of fatigue or burnout are sometimes evident, especially in families with young children or with members serving in the IDF. Participants in this group emphasize the importance of routine, mutual support, and at times, the burden and difficulty of balancing work, parenting, and coping with the situation.

#### *Young and Adults (16–29)*

The picture is highly diverse: some young adults report high resilience (mainly those living in cohesive families or with community/religious support), but quite a few report low resilience, feelings of loneliness, insufficient support, or emotional difficulty. Among young people living alone or in less cohesive families, there is often a sense of lack of control, difficulty sharing, and at times, a lack of emotional support.

It is important to highlight the adolescent subgroup, which displays characteristics distinct from the older youth and with emphasis on the following points:

- The main sources of support are friends, neighbors, and sometimes the nuclear family, but there are frequent reports of insufficient support or emotional distance from the family.
- Emotional discourse: Many adolescents report difficulty openly discussing fears and stress within the family (low scores in this index), compared to adults who report more open communication.
- Sense of control: Adolescents feel less control over the situation, pointing to helplessness or inability to influence events.
- Coping strategies: There is a tendency toward escapism (engagement in external activities, social networks, Netflix, computer games) and turning to friends as the main source of emotional support.
- Sense of unity and pride: Less prominent compared to adults; there are reports of loneliness or detachment, especially among those not living with their family.

### Main Conclusion

There is a correlation between the respondent's age and the level of family resilience:

Adults tend to display higher family resilience, thanks to life experience, a broader perspective, and the use of past memories as a source of strength. Young people (especially ages 16–25) more frequently report difficulties, lack of support, or low resilience—particularly if they live alone or in less cohesive families. The middle age group is in between—generally showing high resilience, but sometimes experiencing emotional overload due to dual responsibilities (parenting, work, caring for elderly parents and children).

The age of the respondent is a significant factor influencing the level of family resilience, with adults generally demonstrating higher resilience, and young people—especially those without family or community support—experiencing greater difficulty. Family resilience is built over time and is strengthened through life experience, mutual support, and a shared sense of meaning.

A key vulnerability emerging from the findings is among adolescents—this is an issue that requires further exploration in the fields of education and welfare.

### **D. Regression Model Analysis (n=823)**

The dependent variable in the regression model (table 3) is the average family resilience score. This score was calculated (1-5 in Likert scale) based on responses to the following items: Openness to emotional discourse, maintaining routine, Sense of unity, Pride, Humor, Sense of control, Inclusion of children, Providing reassurance. Each of these dimensions reflects a different aspect of family resilience, and their combined average serves as a comprehensive measure for the analysis.

Variable	Coefficient ( $\beta$ )	Standard Error	t-value	p-value
Intercept	3.20	0.18	17.8	0.0001
Age	0.01	0.004	2.5	0.014
Number of Children	0.08	0.03	2.7	0.008
Military Service (Yes/No)	0.22	0.09	2.4	0.017
Gender: Female	-0.12	0.08	-1.5	0.13
City Distance from Center	0.18	0.12	1.5	0.14
Family Structure: Single Parent	-0.25	0.11	-2.3	0.021

Table 3: Regression Model Significance – Dep. Variable: Mean Family Resilience Score

#### Independent Variables:

- Age: Numeric value.
- Gender: Male/Female (coded as 0/1).
- City of residence: Numeric variable according to distance from the geographical center.
- Family structure: Numeric, reflecting family size.
- Number of children: Numeric value.
- Military/Security service during the war: 0 = No, 1 = Yes.

Variables that are highlighted have a p-value < 0.05, indicating a statistically significant effect on the average family resilience score.

#### *Significant Interactions in the Regression Model*

In the extended regression model, several interactions between demographic and family variables were examined. Significant interactions are those with a p-value < 0.05, meaning their effect on the average family resilience score was found to be statistically significant.

Below are the interactions that were found to be significant in the model:

Interaction	Coefficient ( $\beta$ )	p-value	Interpretation
Gender × Age	0.02	0.042	The effect of age is stronger in women
Military Service × Number of Children	0.05	0.031	For families with more children and military service, resilience is particularly high
Family Structure × City Close to Center	-0.18	0.049	Single-parent families in Tel Aviv have low resilience

Table 4: Significant Interactions Between Variables

The following conclusions can be drawn from the analysis presented in Table 4:

- Gender × Age Interaction: The interaction shows that the effect of age on family resilience varies by gender specifically, among women, an increase in age is accompanied by a significantly greater increase in resilience compared to men.
- Military Service × Number of Children: There is a strengthened effect of military service when the number of children in the family is higher.
- Families with more children and with family members serving in the military demonstrate particularly high levels of resilience.
- Family Structure × City (Proximity to the Center): Single-parent families in Tel Aviv for example, are at greater risk for lower family resilience compared to single-parent families in other cities.

*Key Conclusions from the Regression Model on Family Resilience (Table 5):*

- **Basic Demographic Variables:** Fundamental demographic factors such as age, number of children, and military service have a direct impact on family resilience.
- **Single-Parent Families:** Single-parent families in general—and especially those residing in certain cities (such as Tel Aviv)—are at increased risk for lower family resilience.
- **Interactions Between Variables:** Interactions between variables (such as gender and age, or military service and number of children) reveal more complex patterns. For example:
  - The effect of age on resilience is stronger among women.
  - Families with more children and with family members serving in the military exhibit particularly high levels of resilience.
- **City of Residence:** The city of residence does not independently affect family resilience; however, when combined with certain family structures (such as single-parenthood), it has a significant effect.

Variable/Interaction	Effect - $\beta$ Coefficient	Effect Interpretation
Age	Positive	As age increases, family resilience is higher
Number of children in the family	Positive	Families with more children exhibit higher resilience
Military/security service in the family	Positive	Having a family member in service increases resilience
Family structure: single-parent	Negative	Single-parent families tend to have lower resilience
Gender $\times$ Age	Positive	The increase in resilience with age is especially strong among women
Military service $\times$ Number of children	Positive	Families with more children and serving members show particularly high resilience
Family structure $\times$ City (single-parent, proximity to the center)	Negative	Single-parent families near the center tend to have lower resilience

Table 5: Influence Characteristics of Research Variables on Family Resilience

### *Summary of Findings*

An analysis of data from a survey conducted among 823 participants provides a comprehensive overview of the factors influencing family resilience. The findings reveal considerable variability among families; while some demonstrate high levels of resilience, others exhibit signs of difficulty. The primary strengths observed in most families include: A strong sense of cohesion, the use of humor as a coping mechanism, a firm belief in their collective ability to overcome the crisis. One of the central element emerging from the data is the profound impact of family narrative and multigenerational history. Families accustomed to recalling and sharing stories of survival and successful coping with past hardships tend to show greater perseverance and a stronger sense of self-efficacy.

This historical perspective, often passed down from generation to generation, fosters a collective belief that “we will get through this as well.” A possible confirmation of this finding is that the older age group demonstrates a higher level of resilience. The research also highlights the influence of external support systems and demographic factors. A strong sense of community—more prevalent in small localities and kibbutzim—was found to correlate with a higher sense of control in chaotic situations, in contrast to residents of large cities who may experience more pronounced feelings of isolation.

Additionally, age appears to have a significant effect: older participants generally report higher resilience, drawing on their life experience and broader perspective. In contrast, younger individuals, particularly those aged 16–29, report greater difficulties and a heightened need for support. Families with sons and daughters serving in the military express a unique combination of immense pride alongside increased stress, with military service acting as a powerful unifying factor.

## **5. Discussion**

### *Family Resilience: A Dynamic, Context-Dependent Process*

The findings of the present study confirm that family resilience is not a fixed or uniform trait, but rather a dynamic variable influenced by personal, social, and historical circumstances. The high variability observed in measures such as sense of control, child inclusion, and open communication (standard deviation above 1.2) indicates that while some families manage to function with high levels of cohesion, routine, and mutual support, others struggle with feelings of loneliness, helplessness, and anxiety. This supports the conceptualization of resilience as a system of factors shaped by cultural, environmental, and individual contexts (Walsh, 2016).

### *Core Components of Family Resilience: Routine, Humor, and Meaning*

Three dimensions consistently emerged as the strongest among most families: Maintaining routine, Use of humor, Belief in the ability to overcome adversity. These findings align with a substantial body of research emphasizing the importance of structural and emotional stability during crises (Patterson, 2002). The ability

to maintain habits, find positive meaning in suffering, and use humor as an emotional regulation tool are all recognized as central mechanisms of family resilience.

It should be emphasized that in Jewish tradition and society, the three central dimensions of family resilience—maintaining routine, the use of humor, and the belief in the ability to overcome adversity—have been consistently evident throughout generations. The maintenance of routine is reflected in the observance of commandments, holidays, and customs even during difficult times, from periods of persecution to everyday life during times of war in Israel. Numerous testimonies, including those of Holocaust survivors, illustrate how the preservation of daily rituals and traditional celebrations contributed to a sense of stability and family and community cohesion (Bar-On, 1995; Walsh, 2016).

Humor serves as a key component in Jewish coping with adversity, as seen in stories, jokes, and literary works created even under the harshest conditions. Alongside this, the belief in the ability to overcome crises is rooted in collective narratives of survival and redemption, such as the story of the Exodus from Egypt or the Jewish people's rebirth after the Holocaust. Contemporary research in Israel and the Diaspora emphasizes that the combination of routine, humor, and faith in survival provides Jewish families with unique resilience in facing present-day challenges (Friedman L.W & Friedman H, 2024).

#### *The Role of Military Service: The Pride-Stress Paradox*

The study underscores the dual impact of family military service on resilience. On one hand, there is an element of national pride and mission that enhances meaning and value; on the other, families with members on the frontlines experience heightened tension and stress. These findings are consistent with theoretical perspectives highlighting the complexity of coping with military service: it can be a source of resilience (meaning, contribution, cohesion), but also a potential risk factor for emotional stress (Gewirtz et al., 2011). The findings also corroborate the positive influence of Israel's "Citizen-Soldier army" model, where most 18-year-olds enlist and continue reserve duty until age 40. Previous studies have shown the significance of military service in shaping intergenerational narratives within Israeli society and its contribution to family resilience (Itsik, 2021).

#### *Place of Residence as a Mediator of Control*

A notable finding concerns differences in perceived control by place of residence: in community-based settlements, kibbutzim, and moshavim—where a strong sense of community prevails—higher levels of control were observed compared to large cities, where feelings of alienation and isolation are more common. This supports sociological perspectives emphasizing the importance of local and social support networks (Bronfenbrenner, 1979). The key variable is not the physical size of the locality, but the sense of belonging and the existing social circles.

### *Age and Resilience: Life Experience as a Psychological Resource*

Age-stratified findings show that older adults tend to report higher levels of resilience, while young people aged 16–29 experience lower resilience, especially those lacking family support. This is consistent with previous research indicating that life experience, emotional stability, and positive recollection of past successes strengthen resilience (Tedeschi & Calhoun, 2004). For young people, particularly those living alone, absence of a stable support can heighten threat and incapacity.

### *Adolescents: A Critical Point for In-Depth Attention*

Adolescents are at a crucial stage of identity formation, emotional and social independence, and development of self-control. At this stage, they remain largely dependent on adults but strive for autonomy. Situations of uncertainty, ongoing threat, and lack of control particularly undermine their sense of security and efficacy (Pat-Horenczyk et al., 2015). Additionally, adolescents lack the life experience and coping tools acquired by adults over the years. They are less accustomed to managing intense emotions, anxiety, fears, and emergencies, making them more susceptible to anxiety, depression, risk behaviors, and adjustment difficulties (Slone & Shoshani, 2017).

Peers and the education system serve as major sources of emotional support. In emergencies, when routine and educational frameworks are disrupted, this support is weakened, intensifying feelings of loneliness and helplessness (Brenner & Ben-Ari, 2021). Routine is a central anchor for adolescent mental health, and prolonged conflict disrupts studies, social gatherings, and physical activities, increasing feelings of lack of control, confusion, and instability (Masten & Narayan, 2012).

Adolescents are also highly exposed to media, social networks, and news—often without adult mediation. Excessive exposure to threatening information, distressing images, and anxious discourse online amplifies perceptions of danger, anxiety, and panic (Slone & Shoshani, 2017). The challenge is compounded by the fact that adolescents may struggle to share their feelings with parents, or perceive their parents as overwhelmed, leaving them to cope with difficult emotions without adequate processing (Pat-Horenczyk et al., 2015).

### *The Limits of Resilience—and the Potential for Growth*

Alongside highly resilient families, the study identified families experiencing emotional distress, loneliness, or despair. The report indicates that resilience is not a fixed trait but a process that can be strengthened or eroded depending on internal and external conditions. Families not currently demonstrating high resilience are not inherently “weak”—they may be at a temporary low point, which can be improved through support and shared processing. This aligns with the theory of Post-Traumatic Growth (PTG), which posits growth through adversity (Calhoun & Tedeschi, 2006).

## 6. Conclusions and Recommendations

The present study investigated the characteristics of family resilience in Israel during an ongoing security crisis, analyzing the responses of 823 participants. The findings revealed substantial variability in resilience levels among families: while some reported pride, unity, and strong coping abilities, others experienced lack of control, loneliness, and anxiety. Three recurring components emerged as pillars of family resilience: maintaining routine, the use of humor, and a sense of meaning. Additionally, personal and family history, community support networks, and the military service of family members were found to play significant roles in coping.

### Key Conclusions:

- Family Resilience as a National Force Multiplier

Amid a reality of prolonged military campaigns—against both Hamas in Gaza and Iran—it becomes increasingly clear that family resilience constitutes a critical layer of national resilience. The endurance of Israeli society under rocket attacks, escalation threats, and the absence of a diplomatic horizon relies heavily on the family unit as a center for support, mobilization, organization, and emotional processing.

- Life Under Existential Threat: A Shift in Resilience

The direct threat posed by Iranian's missiles—which endangers the civilian home-front —undermines the basic sense of safety. This reality alters the traditional balance between the center and the periphery, presenting families with a dual challenge: maintaining cohesion under ongoing existential threat and transitioning from a state of “temporary emergency” to “chronic emergency.”

- Cumulative Fatigue—Families Under Sustained Strain

The fact that the conflict with Iran follows nearly two years of fighting with Hamas (the “Iron Swords” war) highlights a phenomenon of cumulative fatigue: families are not entering the current campaign from a point of equilibrium, but rather from a state of psychological, economic, and organizational exhaustion. This is especially pronounced in families with young children, mobilized family members, or those living in areas heavily targeted by rockets.

- Widening Gaps Between Population Groups

The data point to significant disparities by age, place of residence, and level of community support. While high resilience is observed in kibbutzim and community settlements, residents of large cities, young adults, and individuals may find themselves outside support networks. If left unaddressed, this gap could erode national solidarity—a critical component during protracted conflict.

- The Family Narrative and Collective Identity

The findings reinforce the insight that a family-national narrative of survival, mission, and shared memory enhances resilience. The more families adopt a worldview that sees themselves as part of a broader historical process (“we survived the Holocaust and wars—we will get through this as well”), the greater their demonstrated resilience in the face of current threats.

- Youth as a Focal Point Requiring Further Attention

Due to their developmental stage, limited coping skills, erosion of support frameworks, and media exposure, youth are at high risk for distress. The findings underscore the urgent need for tailored interventions that provide emotional support, restore routine, and promote mental resilience among adolescents.

Recommendations:

*A. Develop national programs to strengthen family resilience*

Establish permanent (not just temporary) systems for counseling, guidance, and support for families under strain—especially where reserve mobilization, economic pressure, and direct exposure to rocket threats converge. Integrate the welfare, education, and military systems into a comprehensive framework for strengthening the family unit.

*B. Expand community tools—especially in large cities*

Reinforce urban community centers with a focus on family support, neighbor dialogue groups, mutual assistance, and fostering a sense of belonging. Develop “digital resilience communities” to connect isolated residents with support networks.

*C. Training for routine management and parenting in emergencies*

Train parents to maintain routine, regulate emotions, engage in open dialogue with children, and convey messages of security—even in the era of ballistic missiles. Incorporate humor, games, family stories, and past experiences as tools for emotional containment.

*D. Preserve the family historical narrative*

Encourage documentation of family coping during crises and the creation of “family resilience journals” as tools for strengthening shared memory and capability. Integrate the education system in transmitting family narratives as part of civic identity.

*E. Address long-term fatigue*

Create mechanisms for psychological, cultural, and economic respite for families under prolonged stress—including financial assistance, designated vacation days, and psychosocial support. Prioritize resources for

populations under dual pressure: IDF servicemembers and their families, residents of frontline areas, single parents, and socially isolated youth.

#### *F. Address youth challenges*

In times of protracted warfare and vulnerable home fronts, youth are not merely “hidden victims” but a group requiring accessible, professional, and tailored policies. By strengthening support systems, reducing loneliness, providing meaning, and maintaining routine, unnecessary psychological suffering can be prevented, distress outbreaks reduced, and a generation prepared to face future challenges with personal and national strength.

---

### **Conclusion**

The conflict with Iran and the prolonged hostilities with Hamas make the issue of family resilience a cornerstone of the nation’s functioning under fire. This is not merely about coping with rockets or military threats, but about whether Israel’s social fabric, anchored by the family, can endure over time. The findings indicate that the answer is affirmative, but contingent on sustained action and comprehensive policy to strengthen the family and community fabric.

Positioning the findings of this study within the broader reality of a structurally prolonged, multi-level conflict highlights the centrality of family resilience as a core layer of national resilience. The empirical patterns identified: maintaining routine, the use of humor, the cultivation of a multigenerational family narrative, and the ability to mobilize family members for military service, can be understood as long-term social adaptations to a chronic state of threat, in which the family home simultaneously serves as a physical, emotional, and normative protective space.

These insights suggest that in the Israeli context, the capacity of families to maintain cohesion, meaning, and a sense of control under persistent danger is not only a private coping resource but a strategic asset for the stability and endurance of society as a whole.

## FONTI PRINCIPALI

- Boss, P. (2002). *Family stress management: A contextual approach*. Sage Publications. <https://doi.org/10.4135/9781452233895>
- Ben-Porat, G. (2022). The politics of bereavement and national identity in Israel. *Nations and Nationalism*, 28(1), 1-17.
- Bowen, M. (2009). *Family therapy in clinical practice*. Rowman & Littlefield.
- Brenner, A., & Ben-Ari, A. (2021). Adolescents coping with security threats in Israel.
- Bronfenbrenner, U. (1979). *The ecology of human development: Experiments by nature and design*. Harvard University Press.
- Calhoun, L. G., & Tedeschi, R. G. (2006). The foundations of posttraumatic growth: An expanded framework. In L. G. Calhoun & R. G. Tedeschi (Eds.), *Handbook of posttraumatic growth: Research and practice* (pp. 3–23). Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates.
- Dekel, R., & Monson, C. M. (2010). Military-related PTSD and family relations: Current knowledge and future directions. *Aggression and Violent Behavior*, 15(4), 303–309 <https://doi.org/10.1016/j.avb.2010.03.001>
- Fivush, R. (2010). Speaking silence: The social construction of silence in autobiographical and cultural narratives. *Memory*, 18(2), 88–98. <https://doi.org/10.1080/09658210903029404>
- Fogiel-Bijaoui, S. (2002). Family and gender in Israel: Policies, discourses and practices. *Israel Studies*, 7(2), 1-14.
- Friedman, L.W., Friedman, H.H. (2024). Jewish Humor as a Survival Tool and a Bridge to Social Justice. In: Feldman, O. (eds) *Political Humor Worldwide. The Language of Politics*. Springer, Singapore. [https://doi.org/10.1007/978-981-99-8490-9\\_8](https://doi.org/10.1007/978-981-99-8490-9_8)
- Ganor, B. (2005). *The Counter-Terrorism Puzzle: A Guide for Decision Makers*. Transaction Publishers.
- Gewirtz, A. H., Forgatch, M. S., & Wieling, E. (2011). Parenting practices as potential mechanisms for child adjustment following mass trauma. *Journal of Marital and Family Therapy*, 34(2), 177–192. <https://doi.org/10.1111/j.1752-0606.2008.00063.x>
- Itsik, R. (2020). Compulsory military service as a social integrator, *Security and Defence Quarterly*, vol. 30 (3), <http://doi.org/10.35467/sdq/124710>
- Itsik, R., (2021). The Intergenerational Effect of Military Service in a Country with a Citizen Soldier Army. *Journal of Political and Military Sociology*, 48 (2), 255–273. <https://doi.org/10.5744/jpms/2005>
- Kimhi, S., & Eshel, Y. (2019). Individual, community, and national resilience in peace and war. *Journal of Loss and Trauma*, 24(2), 99-111.

- Kimhi, S., Eshel, Y., Marciano, H., & Adini, B. (2020). Community and national resilience during COVID-19: The case of Israel. *Disasters*, 44(4), 730-747.
- Lavi, T., & Solomon, Z. (2005). Family system variables as mediators of the association between war exposure and psychological distress among Israeli children. *Journal of Traumatic Stress*, 18(4), 291–299.
- Lavee, Y., & Ben-Ari, A. (2007). Family and military service in Israel: Socialization, conflict, and adaptation. *Marriage & Family Review*, 41(1-2), 151-168.
- Landau, J., Mittal, M., & Wieling, E. (2008). Linking human systems: Strengthening individuals, families, and communities in the wake of mass trauma. *Journal of Marital and Family Therapy*, 34(2), 193-209. AAA
- Lester, P., Peterson, K., Reeves, J., et al. (2010). The long war and parental combat deployment: Effects on military children and at-home spouses. *Journal of the American Academy of Child & Adolescent Psychiatry*, 49(4), 310–320.
- Masten, A. S., & Narayan, A. J. (2012). Child development in the context of disaster, war, and terrorism: Pathways of risk and resilience. *Annual Review of Psychology*, 63, 227–257 <http://dx.doi.org/10.1146/annurev-psych-120710-100356>
- Okun, B. S. (2017). Fertility and family in Israel: Diversity and change. *Demographic Research*, 36, 179-228.
- Patterson, J. M. (2002). Integrating family resilience and family stress theory. *Journal of Marriage and Family*, 64(2), 349–360. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1741-3737.2002.00349.x>
- Pat-Horenczyk, R., et al. (2015). Coping and post-traumatic symptoms in children and adolescents exposed to ongoing missile attacks in Israel.
- Shamai, M., & Kimhi, S. (2007). Family involvement in times of war: A case study of Israeli families during the Second Lebanon War. *Journal of Loss and Trauma*, 12(3), 205–220.
- Slone, M., & Shoshani, A. (2017). The centrality of the school in the life of Israeli adolescents under threat of war. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2017.01397>
- Spencer, J. (2025). The Winners and Losers of the 12-Day War between Iran and Israel, Jerusalem Center for Foreign Affairs and Security Affairs, <https://jcfa.org.il/winners-and-losers-of-the-12-day-israel-iran-war/>
- Tedeschi, R. G., & Calhoun, L. G. (2004). Posttraumatic growth: Conceptual foundations and empirical evidence. *Psychological Inquiry*, 15(1), 1–18. [https://doi.org/10.1207/s15327965pli1501\\_01](https://doi.org/10.1207/s15327965pli1501_01)
- Ungar, M. (2008). Resilience across cultures. *British Journal of Social Work*, 38(2), 218–235. <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcl343>
- Walsh, F. (2003). Family resilience: A framework for clinical practice. *Family Process*, 42(1), 1–18. <http://dx.doi.org/10.1111/famp.2003.42.issue-1>
- Walsh, F. (2006). *Strengthening family resilience* (2nd ed.). Guilford Press.
- Walsh, F. (2016). *Normal family processes: Growing diversity and complexity*. Guilford Press.

# Schede e recensioni

## Alla scoperta della Françafrique nella sua transizione costituzionale perenne

Vanni Nicolì  
PhD in Diritto pubblico comparato - UNINT

Recensione di “La perenne transizione costituzionale della Françafrique tra rottura e continuità”, di Elisa Bertolini

“La perenne transizione costituzionale della Françafrique tra rottura e continuità”, scritto da Elisa Bertolini, rappresenta un contributo molto importante che si inserisce con particolare originalità nel dibattito sul costituzionalismo africano e, più in generale, tra gli strumenti interpretativi del diritto pubblico comparato applicati ai contesti post-coloniali.

In particolare, l’opera affronta il tema delle transizioni costituzionali negli Stati dell’Africa francofona analizzandoli non come fenomeni episodici o contingenti, bensì come processi strutturalmente incompiuti e ciclici, caratterizzati da una tensione costante tra discontinuità istituzionale e persistenze normative e politiche. In tal senso, il lavoro si colloca idealmente nel solco di quelle riflessioni che, a partire da Otto Hintze e Maurice Hauriou, hanno messo in discussione l’idea di una linearità evolutiva delle forme statali e costituzionali.

Si pensi, in tal senso, a come il giurista francese avesse teorizzato una teoria delle fonti che necessitava dell'integrazione da parte di quei fenomeni che nascono dalla società e, pur non appiattendosi interamente su di essa, mettono in luce un'idea di diritto non costituita solo da norme, ma anche di consuetudini e fatti sociali idonei esprimere una vocazione giuridica. L'istituzione è l'elemento che meglio esprime l'inevitabile carattere del diritto di vicinanza alla realtà sociale[1].

Asse portante del lavoro è rappresentata dalla nozione di “perenne transizione”, una categoria analitica che consente all'autrice di superare la tradizionale dicotomia tra rottura e continuità, spesso utilizzata in modo rigido nella letteratura sulle transizioni democratiche. Sul punto, come già osservato da Linz, i processi di transizione non coincidono necessariamente con un passaggio ordinato da un regime ad un altro, ma possono assumere forme ambigue, reversibili e incomplete. In particolare, la lezione di Linz inerisce all'analisi di un regime politico; questa è cosa assai complessa poiché richiede di tenere in considerazione una moltitudine di variabili che influenzano la sua essenza. Esso è dunque definito in base alla combinazione di una serie di fattori; tra i più importanti, citiamo il contesto storico, la cultura di origine, le modalità con le quali si trasmette e tramanda il potere e la struttura ideologica[2].

Bertolini mostra come i ripetuti colpi di Stato, le sospensioni costituzionali e le riscritture delle carte fondamentali — fenomeni particolarmente intensi nel periodo più recente in questa regione dell'Africa — non determinino necessariamente una cesura radicale con l'ordine precedente, ma si innestino piuttosto su strutture istituzionali e logiche di potere che tendono a riprodursi nel tempo. Quanto avvenuto, soprattutto negli ultimi anni, in Mali (giusto per citare un caso studio) conferma quanto sostenuto da Mortati circa il peso delle “forze politiche dominanti” nella vita effettiva delle costituzioni, descritte come parti di un sistema talmente consolidate da essere meritevoli di una considerazione giuridica.

Proseguendo nel testo, troviamo un'analisi che si sviluppa attraverso un solido impianto comparatistico, che tiene in considerazione diversi fattori come il dato storico, il contesto politico e la dimensione giuridico-costituzionale dei Paesi esaminati. La Françafrique è ricostruita non solo come spazio geopolitico segnato da relazioni asimmetriche con l'ex potenza coloniale, ma anche come laboratorio di forme ibride di costituzionalismo in costante fermento, uno spazio nel quale i modelli formali di Costituzione e leggi di ispirazione francese convivono con pratiche di governo autoritarie, personalistiche o militarizzate. In questo senso, il lavoro dialoga implicitamente con le riflessioni inerenti alla distanza tra la costituzione formale e la costituzione reale, evidenziando come le dinamiche politico-costituzionali dei Paesi dell'area siano un coacervo di esperienze giuridiche così profondamente diverse, ma legate tra loro.

[1] Sul punto, cfr. A. Scerbo, *Istituzionalismo giuridico e pluralismo sociale. Riflessione su alcuni filosofi del diritto francesi*, Rubbettino, Soveria Mannelli 2009, p. 223-225.

[2] J.J. Linz, *Sistemi Totalitari e Regimi Autoritari: un'analisi storico-comparativa*, Rubbettino, Soveria Mannelli, 2013, pp. 85-90.

La Françafrique è ricostruita non solo come spazio geopolitico segnato da relazioni asimmetriche con l'ex potenza coloniale, ma anche come laboratorio di forme ibride di costituzionalismo in costante fermento, uno spazio nel quale i modelli formali di Costituzione e leggi di ispirazione francese convivono con pratiche di governo autoritarie, personalistiche o militarizzate. In questo senso, il lavoro dialoga implicitamente con le riflessioni inerenti alla distanza tra la costituzione formale e la costituzione reale, evidenziando come le dinamiche politico-costituzionali dei Paesi dell'area siano un coacervo di esperienze giuridiche così profondamente diverse, ma legate tra loro.

In tale quadro, le Costituzioni appaiono strumenti al tempo stesso simbolici e funzionali, a servizio e protagoniste delle realtà politiche nazionali. Questi testi rappresentano dei simboli perché invocati come segno di legittimità nei momenti di crisi; rispondono ad un'esigenza di funzionalità perché adattabili a esigenze di concentrazione del potere, quasi a richiamare le riflessioni di Carl Schmitt sulla funzione decisionistica della costituzione nei momenti di eccezione.

Uno dei principali meriti dell'opera consiste nel rifiuto di una lettura meramente patologica delle esperienze costituzionali franco-africane. L'autrice evita interpretazioni riduttive che attribuiscono l'instabilità esclusivamente a fattori culturali o a un presunto deficit di maturità istituzionale, e propone invece una lettura strutturale approfondita, attenta alle dinamiche storiche di lungo periodo, alle eredità coloniali e ai vincoli geopolitici. In tal modo, la "perenne transizione" non è descritta come un'anomalia, ma come una forma specifica di adattamento costituzionale in contesti segnati da profonde fragilità statuali.

Dal punto di vista metodologico, il volume si colloca pienamente nel solco del diritto pubblico comparato critico, utilizzando la comparazione non come mero accostamento di modelli, ma come strumento per interrogare le categorie stesse del costituzionalismo occidentale. Ne emerge una riflessione che travalica l'ambito geografico considerato e che interroga, più in generale, il concetto stesso di transizione costituzionale, mettendone in discussione la linearità e l'orientamento teleologico verso la democrazia liberale.

In conclusione, "La perenne transizione costituzionale della Françafrique tra rottura e continuità" rappresenta un contributo di notevole rilievo per gli studi di diritto costituzionale comparato e per la riflessione sulle trasformazioni dello Stato nei contesti post-coloniali. L'opera di Elisa Bertolini offre non solo una chiave interpretativa innovativa per comprendere le vicende costituzionali dell'Africa francofona, ma anche uno stimolo teorico più ampio a ripensare le categorie attraverso cui il diritto pubblico comparato osserva i processi di mutamento istituzionale, confermando quel pensiero secondo cui il costituzionalismo contemporaneo è sempre più attraversato da tensioni irrisolte tra stabilità e trasformazione.

# Schede e recensioni

## Le strategie adattive degli attori del Mediterraneo allargato: politiche e ricadute sul nuovo ordine regionale

Donata Zocche  
PhD student - UNINT

Recensione del libro “Il gioco delle grandi potenze. La competizione nel Mediterraneo allargato”, di Pietro Baldelli, Roberta Ferrara e Gabriele Natalizia, Luiss University Press, Roma, 2024.

Nuovi equilibri emergono nell’area del Mediterraneo allargato successivamente alla sua riconfigurazione in senso multicentrico. La competizione in atto può infatti essere letta non come un mero conflitto per procura tra grandi potenze, bensì come l’esito del crescente protagonismo degli attori locali.

Dal 7 ottobre 2023, con il superamento dell’idea di un Medio-Oriente post-americano, le potenze regionali medio-piccole hanno adottato una strategia di cooperazione e competizione con i player globali su dossier specifici. L’obiettivo è aumentare la propria rilevanza politico-strategica.

La fase di riglobalizzazione ha definito nuove geometrie di competizione, esemplificate dal



confronto tra Belt and Road Initiative e India-Middle East-Europe Economic Corridor. In questo contesto, il Mediterraneo è lo spazio centrale della politica europea, della proiezione cinese e delle ambizioni russe. Ma anche l'affaccio dei Paesi MENA, il cui ruolo geopolitico è sempre più determinante per l'UE, e per l'Italia in particolare.

Il volume offre un contributo organico e metodologicamente solido al dibattito sui mutamenti dell'ordine regionale nel cosiddetto Mediterraneo allargato, concettualizzato come spazio politico-economico e securitario che eccede i confini tradizionali del bacino mediterraneo per estendersi verso il Mar Rosso, il Golfo e il Sahel, fino all'interfaccia indo-oceanica.[1] L'impianto teorico iniziale costituisce uno dei principali punti di forza dell'opera: la dimensione indo-afro-mediterranea consente infatti di leggere in chiave unitaria dinamiche spesso analizzate in modo settoriale, restituendo la natura sistemica delle interdipendenze tra sicurezza marittima, competizione infrastrutturale, transizione energetica e conflittualità armata.

La tesi di fondo sostiene che l'attuale fase di competizione nell'area non sia riconducibile a un semplice ritorno della rivalità tra grandi potenze in forma di confronto per procura, bensì a una riconfigurazione multicentrica dell'ordine regionale, nella quale gli attori mediorientali, nordafricani e saheliani esercitano un protagonismo strategico crescente. Tale lettura si fonda sul ridimensionamento del primato statunitense a partire dagli anni Duemila, imputato sia alle conseguenze prodotte dagli interventi in Afghanistan e Iraq, sia agli effetti destabilizzanti delle Primavere arabe. Il conseguente ribilanciamento di Washington verso l'Indo-Pacifico viene interpretato come risposta alla sovra-estensione imperiale e, al contempo, come strategia di contenimento della Cina. [2] Tale hegemonic retreat avrebbe aperto spazi di manovra per le potenze regionali, che abbandonando le tradizionali posture di balancing e bandwagoning hanno adottato pratiche di strategic hedging, ossia una combinazione di cooperazione selettiva e competizione su dossier specifici.[3]

La prima sezione del testo analizza la proiezione delle principali potenze. Gli Stati Uniti, pur orientati verso l'Asia, rimangono un attore militare centrale, in particolare per Israele, come dimostra la cesura rappresentata dal 7 ottobre 2023, che smentisce l'idea di un Medio Oriente "post-americano". L'analisi evidenzia la continuità tra il rafforzamento dell'asse Israele- Arabia Saudita, formalizzato negli Accordi di Abramo, e la

---

[1] La sua estensione coincide sommariamente con quella del "Grande Medio Oriente" dell'amministrazione Bush, non comprendendo tuttavia l'Asia centrale.

[2] Il retrenchement dell'amministrazione Obama dal Medio Oriente, segue il cosiddetto imperial overstretch statunitense avvenuta nella regione durante gli anni Novanta.

[3] Gli autori spiegano che nelle prime fasi di una competizione tra potenze, specialmente medio-forti, viene spesso adottata una strategia di balancing, ossia il contenimento della potenza in ascesa a fronte del sostegno di un'altra grande potenza. Il bandwagoning – letteralmente "saltare sul carro del vincitore" – richiede invece che si siano instaurate delle chiare gerarchie di potere. Nel testo recensito, pp. 28-29.

necessità di preservare l'architettura di sicurezza regionale. L'Unione europea emerge invece come attore strutturalmente coinvolto ma politicamente frammentato, segnato dalla tensione tra valori e interessi: le Primavere arabe vengono lette anche come riflesso dei limiti dell'approccio euro-mediterraneo incentrato sul sostegno ai regimi autoritari. Ne deriva un quadro in cui l'UE si confronta simultaneamente con minacce terroristiche, vulnerabilità energetiche e pressioni migratorie.

Ampio spazio è dedicato all'Italia, definita snodo tra le due sponde del bacino e progressivamente orientata verso l'Africa come direttrice prioritaria di politica estera. Il Piano Mattei viene collocato entro una strategia di proiezione che intende coniugare sicurezza energetica, cooperazione allo sviluppo e contenimento dell'influenza di attori rivali, in sinergia ma anche in parziale autonomia rispetto ai quadri euro-atlantici.[4]

La Cina è descritta come potenza revisionista prevalentemente geoeconomica, la cui penetrazione si realizza attraverso la Belt and Road Initiative, partenariati strategici e strumenti di security governance quali la base di Gibuti.[5] L'opera coglie efficacemente la tensione tra la retorica della non interferenza e il crescente coinvolgimento di Pechino in contesti conflittuali. La Russia, pur con risorse più limitate, mantiene invece un'influenza strategica in Siria, e nei settori energetico, alimentare e degli armamenti di diversi Paesi MENA, di cui sfrutta le vulnerabilità strutturali.

La seconda parte esamina le ricadute della competizione in atto sugli attori regionali.

L'Egitto persegue una diversificazione delle alleanze che combina cooperazione militare con Washington, partenariato energetico-securitario con Mosca e collaborazione strategica con Pechino. L'Arabia Saudita incarna un riposizionamento autonomizzante, oscillante tra la storica relazione con gli USA e aperture verso Cina e Russia, in un equilibrio reso fragile dalla guerra a Gaza. L'Iran viene analizzato come potenza revisionista che ha esternalizzato la propria linea difensiva tramite reti di milizie e partner non statali, inserendosi in un asse di cooperazione con Mosca e Pechino. La Turchia emerge quale attore cardine dell'hedging regionale, capace di combinare appartenenza alla NATO e aperture eurasiatiche.

Particolarmente articolata è la trattazione del Nord Africa e del cosiddetto "puzzle libico", descritto come teatro paradigmatico della competizione multipolare, crocevia di interessi energetici, migratori e

---

[4] Il Piano Mattei per l'Africa, complementare al Global Gateway, viene inteso anche come controbilanciamento di altri Paesi, quali Cina, Russia e Turchia.

[5] La base navale ha un ruolo fondamentale per la sicurezza della BRI e la difesa degli investimenti in Medio Oriente, fornendo supporto alle operazioni cinesi di antiterrorismo e intelligence.

antiterrorismo. Il confronto tra modelli di proiezione – militare nel caso turco, economico in quello cinese – mostra la pluralità degli strumenti di potenza impiegati.

La sezione conclusiva amplia l'analisi al piano geoeconomico e geostrategico. Il corridoio infrastrutturale IMEC (India-Middle East-Europe Economic Corridor) assurge a emblema di una riglobalizzazione segnata da processi di weaponisation delle interdipendenze.[6] Allo stesso modo, la crisi mediorientale e le minacce al settore energetico evidenziano l'intreccio tra sicurezza e stabilità delle catene del valore. L'energia costituisce infatti un asse centrale: il Mediterraneo allargato è cruciale sia per la compensazione delle forniture russe all'Europa, - successivamente al conflitto russo-ucraino -, sia per le prospettive della transizione verde nordafricana. Tuttavia, la diplomazia energetica si muove in un contesto di elevata volatilità, in cui progetti come EastMed restano incerti.[7]

Nel complesso, il volume si distingue per la ricchezza delle fonti citate e la capacità di integrare livelli analitici differenti. I collegamenti interdisciplinari si inseriscono infatti in un quadro geopolitico ben delineato, sebbene in costante evoluzione. Ne emerge l'immagine di un Mediterraneo allargato quale snodo cruciale delle trasformazioni dell'ordine globale, laboratorio di multipolarismo competitivo e banco di prova per le strategie europee e italiane.

---

*Gabriele Natalizia è professore associato di Scienza politica presso il Dipartimento di Scienze politiche di Sapienza Università di Roma e coordinatore del Centro Studi Geopolitica.info.*

*Pietro Baldelli è dottorando presso il Dipartimento di Scienze politiche dell'Università degli Studi di Perugia e ricercatore del Centro Studi Geopolitica.info.*

*Roberta Ferrara è assegnista di ricerca presso il Dipartimento di Scienze umane e sociali dell'Università degli Studi di Napoli L'Orientale.*

---

[6] Il Corridoio IMEC è un progetto a guida USA di connessione tra India ed Europa tramite il Golfo. Esso comprende due network: uno marittimo, tra l'India e il Golfo, e uno ferroviario tra il Golfo e il Mediterraneo via Giordania e Israele. Oltre a infrastrutture di collegamento, prevede cavi sottomarini per lo scambio di dati, e una rete pipeline dell'idrogeno ai fini della decarbonizzazione.

[7] Il gasdotto EastMed viene concepito per collegare i giacimenti del Mediterraneo orientale con l'Europa. Essendo adatto anche per il trasporto di idrogeno, si potrebbe rivelare un utile strumento di decarbonizzazione. Il progetto rimane tuttavia al momento alla fase progettuale.

**ALEXIS**  
**TESTI PER IL DIALOGO EUROMEDITERRANEO**  
**AUTUNNO - INVERNO 2025**